

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°311

FEVRIER 2011

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK : MANIFESTATIONS À SULEYMANIEH**
- **SUÈDE : MORT DU CHEIKH EZZEDINE HOSSEINI**
- **PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE AU SÉNAT SUR LES CHRÉTIENS D'IRAK**
- **TURQUIE : LA SOCIOLOGUE PINAR SELEK À NOUVEAU JUGÉE**

KURDISTAN D'IRAK MANIFESTATIONS À SULEIMANIEH

Le 17 février, une manifestation pacifique, d'environ 3000 personnes, principalement des jeunes gens, répondant à l'appel d'une organisation de jeunesse proche de Gorran, ont défilé à Suleymanieh pour protester contre la corruption et les défaillances des services publics.

D'abord menée dans le calme, la fin de la manifestation a tourné au drame quand une petite fraction du cortège, déviant soudain de sa route, a tenté de prendre d'assaut le quartier général du PDK à Suleymanieh, le parti de Massoud Barzani, qui compte très peu de partisans dans cette province. Des assaillants ont

pénétré dans les locaux, qu'ils ont saccagé, détruisant les bureaux et les ordinateurs du rez-de-chaussée. Réfugiés sur le toit, les gardes du PDK ont tiré en l'air avant que les forces de sécurité de la ville surviennent et se déploient. Lors des tirs, de provenance incertaine, un adolescent de 14-15 ans a été touché mortellement à la tête. Parmi la centaine de manifestants autour du bâtiment, on parle de près de 50 blessés.

Les images filmées par les manifestants et les journalistes font très vite le tour d'Internet et des media proches de Gorran. La mort quasi directe d'une des jeunes victimes choque profondément les Kurdes, sans que les

vidéos puissent indiquer vraiment qui a tiré.

Un couvre-feu est instauré le jour-même dans la ville, tandis qu'en représailles, des inconnus, sans doute sympathisants du PDK ou de l'UPK, attaquent et brûlent ou pillent des permanences de Gorran à Erbil et Duhok.

Très vite, les partis politiques s'accusent mutuellement. Le PDK accuse l'UPK (dont les forces contrôlent Suleimanieh) de n'avoir pas envoyé ses forces protéger à temps ses locaux et empêcher les manifestants d'assaillir son QG. Le Premier Ministre Barham Salih, le soir même, décide d'envoyer des

forces d'Erbil en renforts à Suleimanieh. Le 18 février, les forces du PDK patrouillent la ville et celles de Kosrat Rassoul (pour l'UPK) la cernent à l'extérieur, ce qui n'empêche pas d'autres manifestations d'avoir lieu, cette fois pour demander le retrait des forces du PDK.

Le 20 février, un autre adolescent meurt sur le coup à Suleimanieh dans un affrontement entre des manifestants et les forces du PDK, alors que de nouveau, les locaux du PDK sont pris d'assaut afin, semble-t-il, de les brûler. Les « Zerevani » (forces spéciales) tirent et usent de gaz lacrymogène. Des arrestations ont lieu. Durant la nuit, une cinquantaine d'hommes armés attaquent une TV-radio privée, Nalia, à Suleimanieh. Les locaux sont dévastés et brûlés et le gardien blessé.

Les manifestations se poursuivent les jours suivants à Suleimanieh mais de façon plus paisible. Le 21 février, près de 5000 personnes ont à nouveau défilé, avec des personnalités, artistes, chanteurs et acteurs, brandissant des mots d'ordre pacifiques. Des fleurs ont été distribuées au passage, et ce, même aux forces de l'ordre.

La presse proche du gouvernement accuse Nawshirwan Mustafa, le leader de Goran, d'avoir agi à l'instigation de l'Iran, qui voulait ainsi se venger de manifestations tenues en janvier dernier devant son consulat pour protester contre l'exécution d'un Kurde à Ourmiah. Peyamner, l'agence de presse du PDK, l'accuse même d'avoir rencontré les Sepah (services iraniens) trois jours avant les événements, alors que le leader de Gorran était à Penjwin, près de la frontière.

Goran a riposté en niant être à l'origine des troubles et a récla-

mé que les responsables de la « tuerie » soient traduits en justice, tandis que ses sympathisants se rassemblent autour de ses locaux pour les « protéger ». Le gouvernement appelle au calme, condamne les violences des manifestants et des tireurs, et promet une enquête. Barham Salih a rendu visite au père du premier adolescent tué, alors que le président Massoud Barzani lui a téléphoné personnellement. La plupart des associations et ONG civiles appellent aussi à la cessation des violences et craignent la reprise de la guerre civile.

Le 23 février, une manifestation à Halabja a fait un mort, cette fois un policier, tandis qu'un autre était blessé, sans que l'on sache clairement s'ils ont été victimes de balles malencontreuses émanant des forces de l'ordre, ou si, comme accuse le maire de la ville, des manifestants étaient armés (ce que ces derniers nient). Goran Adhem affirme même être en possession de vidéos prouvant ses accusations et parle même de perturbateurs arabes venus d'Irak.

Cette version d'infiltrations étrangères à la Région est relayée par les services kurdes parlant d'agents iraniens à l'origine des troubles, tel Ismat Argushi, de la Sécurité nationale, qui affirme être en possession d'informations précises sur la pénétration de 'terroristes' venant d'autres régions d'Irak et même de l'étranger.

Le 25 février devait être une journée de protestation générale (même en Irak) mais qui n'a vu bouger, au Kurdistan, que Suleimanieh et ses environs. Le Parlement, réuni en session d'urgence a réclamé, en la personne de son président, Kamal Kirkouki, que le gouvernement protège les citoyens et les forces de sécurité et qu'il cesse de stig-

matiser les mouvements des protestataires comme 'anarchistes'. Cette dernière remarque faisait réponse aux déclarations des officiels du GRK, dont le Premier Ministre Barham Salih, accusant franchement ou laissant entendre qu'une « main » était derrière les manifestations (comprendre soit Goran, soit des pays voisins soit les deux ensemble) et qualifiant le mouvement de 'sédition' (*fitna*) et d'anarchie ou de vandalisme.

Lors de cette session, sans surprise, le chef des députés de Goran a réclamé la démission du gouvernement, réclamation que ce parti avait déjà faite le 29 janvier, avant le début des troubles, en espérant une 'révolution du jasmin' kurde. Pour le moment, seul ce parti d'opposition soutient les manifestations – au moins en tant que 'sympathisant' – les autres partis opposants se contentant d'une position de médiation entre Goran et l'Alliance kurde, tels les deux listes islamiques, le Groupe islamique du Kurdistan et l'Union islamique du Kurdistan, dont le chef de file, Omar Abdul-Aziz, a, lui, accusé le Parlement de mollesse, et de se montrer 'incapable d'adresser une question à un ministre' en lui demandant de 'prouver sa sincérité aux citoyens'. Le même s'est prononcé pour de nouvelles élections, a réclamé la résolution des problèmes d'électricité, l'élucidation du sort de quelques dizaines de personnes 'disparues' lors des affrontements inter-kurdes des années 1994-1997, la divulgation publique des revenus de gaz et de pétrole dans la Région.

Dans la même journée, à Kalar (à 150 km de Suleimanieh) les événements du 17 février se sont répétés quand un groupe de jeunes manifestants a marché vers les locaux du PDK et jeté des pierres sur les gardes, qui

ont riposté avec des munitions. Selon *Awene*, journal d'opposition, 13 personnes auraient été blessées par balles et 4 par des jets de pierres, dont 3 policiers.

Le 27 février, le président Massoud Barzani, de retour d'Italie, a pris la parole, toujours dans le même esprit 'd'apaisement', avec ses condoléances aux victimes, la réaffirmation du droit à manifester pacifiquement, l'égalité de tous les citoyens, et la condamnation de toutes violences.

Réuni en urgence dès le début des troubles, le parlement du Kurdistan a adopté une résolution en 17 points, condamnant les violences du 17 février, tant de la part des manifestants que du PDK. Cette résolution a d'abord été présentée comme unanime, mais il semble que Goran se soit ensuite rétracté car son porte-parole, Kardo Mohammed, a annoncé leur refus de signer arguant que leurs revendications n'ont pas été prises en compte dans le texte et que son parti fera plus tard une déclaration séparée.

Dans ce texte, le Parlement:

1. Condamne, interdit et déclare criminel la violence et l'usage d'armes à feu contre les citoyens, l'attaque contre les bureaux gouvernementaux et ceux des partis politiques, ainsi que toute nuisance aux biens publics et privés.

2. Demande le retrait immédiat de toutes les forces mobiles qui ont été envoyées le 17 février à Suleimanieh ou dans d'autres villes du Kurdistan, et leur retour dans leur bases initiales.

3. Demande la libération de tous ceux qui sont détenus en raison

de leur participation aux manifestations ; les auteurs de crimes doivent être remis aux mains de la police et de la justice.

4. Le gouvernement doit, en accord avec la loi, indemniser toutes les personnes, partis et institutions qui ont subi des dommages lors des attaques et des violences.

5. Demande que la protection et l'organisation des manifestations soit du seul ressort des forces de polices intérieures et des gardiens de la paix. L'identité de ces forces (nom, carte d'identité et lieu de travail) doivent être publiques et personne ne doit masquer son visage ou aveugler les fenêtres des véhicules.

6. Les Peshmerga doivent être interdits de participation à tout conflit politique interne et doivent exercer leurs missions nationales en protégeant le peuple du Kurdistan.

7. Il est nécessaire d'instituer une commission d'enquête gouvernementale dirigée par un magistrat de la Cour de Cassation, et composée de personnalités indépendantes et de professionnelles, qui devra rendre publiques ses conclusions dès que possible.

8. Il y a eu des défaillances dans la gestion de la situation par la police et les Asayish (forces de sécurité) dont les responsables devront être légalement poursuivis après les conclusions de l'enquête.

9. Aucun manifestant ne doit être détenu pour sa participation sans procédure légale.

10. La décision d'envoyer des forces militaires ne doit être prise qu'en cas de danger extérieur.

11. Les auteurs de l'incendie de la chaîne Nalia et de la radio

Gorran devront être poursuivis et jugés immédiatement.

12. Dans le but de réformes générales et radicales, des propositions devront être élaborées par les blocs et les commissions parlementaires, avec l'aide du Conseil des ministres, en partenariat avec les partis politiques, les organisations civiles, les universitaires et des personnalités indépendantes. Ces propositions devront être présentées au Parlement pour y être débattues et leur application mise en œuvre dès que possible.

13. Le gouvernement doit immédiatement prendre une série de mesures importantes et urgentes pour améliorer la vie quotidienne de la population, instaurer une justice sociale et accroître les droits et libertés politiques.

14. Toutes les parties doivent jouer leur rôle pour calmer la situation et mettre fin aux attaques des media par les partis politiques.

15. Appelle le Premier Ministre, le ministre de l'Intérieur et le ministre des Peshmerga à être entendus par le Parlement, pour des clarifications et des questions, conformément aux dispositions et procédures légales.

16. Veut organiser et soutenir un dialogue politique national entre les partis politiques et les organismes qui ont des représentants au Parlement du Kurdistan, afin d'instaurer une entente politique et juridique permettant de modifier les lois qui ont des dimensions politiques et nationales.

17. Demande la création d'une commission spéciale composée de tous les blocs parlementaires afin d'enquêter et de permettre des auditions, à la demande des manifestants.

SUÈDE : MORT DU CHEIKH EZZEDINE HOSSEINI

Le cheikh Ezzedine Hosseini est mort le 10 février à l'âge de 89 ans, à l'hôpital d'Uppsala, en Suède, où il vivait en exil. Né en 1922 dans la petite bourgade frontalière de Baneh, au sein d'une famille de dignitaires religieux, le cheikh a participé de manière active au développement du mouvement de libération nationale du Kurdistan en adhérant dès le début des années 1940 au Komela, alors qu'il n'était encore qu'un jeune homme.

En 1946 il prit part au processus qui aboutit à l'instauration de la république de Mahabad et par la suite il pérennisa son engagement en étant constamment présent en qualité de compagnon de route et de référent moral et intellectuel aux côtés des combattants et activistes de la cause sacrée kurde. Durant les événements de 1978 et 1979 qui conduisirent à la chute de la monarchie il fit preuve de constance et de rigueur dans la défense des principes fondamentaux de la démocratie, de l'Etat de droit et de ses corollaires tels que la liberté d'expression, la liberté de conscience et d'opinion, la redistribution équi-

table des richesses au sein du corps social, la relégation du fait religieux dans la sphère privée infirmant de cette manière la position quasi unanimement adoptée par ses collègues juriconsultes, muftis et autres sans omettre bien entendu la souveraineté du citoyen et l'égalité entre hommes et femmes.

Le cheikh a joué un rôle politique fédérateur de premier plan au Kurdistan iranien pendant la période révolutionnaire de 1978-1980, en facilitant l'engagement dans le mouvement national kurde de larges secteurs de la société kurde, musulmans et peu politisés.

Face à l'ayatollah Khomeiny, incarnant le leadership des chiites de l'Iran et de la république islamique, le cheikh Ezzedine Hosseini fut la figure religieuse emblématique des Kurdes sunnites revendiquant une démocratie laïque et pluraliste représentant la diversité culturelle et linguistique des populations d'Iran.

La pensée du maître pouvait se décliner autour du thème de la centralité de la providence divine qui est à l'origine de toute

forme de vie insufflant au corps et à l'âme humaine le désir de progresser en intelligence et en harmonie avec son environnement immédiat rendant effectif l'universalité des merveilleux accomplissements et réalisations de ce dernier. Il croyait fermement en la capacité acquise par les hommes à prendre en mains propres leurs destinées en vertu de la primauté du principe du libre arbitre. L'être humain développe par voie de conséquence une relation privilégiée et personnalisée avec son créateur ne supportant aucune forme d'interventionnisme provenant de l'extérieur et à fortiori imposée par des organes ou des institutions religieuses d'où la nécessité d'une séparation de la sphère privée (spirituel et religieux) du domaine public.

Correspondant à ses dernières volontés, la sépulture mortelle du cheikh a été envoyée au Kurdistan irakien, à Suleimanieh, où il fut enterré. Les principaux dirigeants de toutes les parties du Kurdistan, les intellectuels kurdes et iraniens, se sont associés à son deuil, et ont rendu hommage à la mémoire de cette grande figure patriotique de la vie religieuse et politique kurde.

PARIS : CONFÉRENCE INTERNATIONALE AU SÉNAT SUR LES CHRÉTIENS D'IRAK

Le 26 février, une conférence internationale intitulée « Le sort des chrétiens en Irak : Quelles perspectives ? », organisée par l'Institut kurde de Paris a eu lieu au Sénat. Des personnalités religieuses venues d'Irak ou du Kurdistan, des membres du Gouvernement kurde et des experts de la situation des communautés chrétiennes en Orient y sont intervenues.

La conférence a été introduite par M. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, qui a indiqué que l'idée de cette conférence est venue après le massacre perpétré dans la cathédrale Notre-Dame du Secours de Bagdad, la veille de la Toussaint qui a fait une cinquantaine de civils, assassinés avec deux prêtres, par des terroristes se réclamant de la branche irakienne d'al-Qaïda. Citant Pierre

Rondot, « Kurdes et chrétiens ont vécu en symbiose pendant des siècles, sur les mêmes terres, dans les mêmes villages », Kendal Nezan a souligné l'engagement des Kurdes pour défendre les chrétiens d'Irak en raison d'une cohabitation et de liens mutuels séculaires entre les différentes communautés religieuses :

« Il y a eu beaucoup d'échanges de toutes sortes. Nous avons par-

tagé le même mode de vie, beaucoup de traditions communes. Dans beaucoup de villages du Kurdistan, à côté de la mosquée, il y avait l'église, et parfois la synagogue. Beaucoup de Kurdes ont des grands-mères chrétiennes, et je ne citerai qu'un exemple, juste pour saluer sa mémoire : le grand leader des Kurdes d'Iran, le Dr. Ghassemlou, dont la mère était assyrienne. C'est vous dire combien de liens personnels, familiaux, culturels, ont été tissés au fil des siècles entre Kurdes musulmans et chrétiens du Kurdistan. Je sais que les chrétiens du Kurdistan sont, à l'heure actuelle, parmi les plus libres du monde musulman. Ils peuvent pratiquer librement leur culte, ils peuvent construire de nouvelles églises, ils peuvent enseigner leur langue à leurs enfants, ils ont leurs media, leurs partis politiques. Malheureusement, ces chrétiens du Kurdistan ne représentent qu'une petite partie des communautés chrétiennes de l'Irak, et dans le reste de l'Irak, les communautés chrétiennes vivent une situation difficile, très peu sécurisée. L'objet de la réunion d'aujourd'hui est que faire pour empêcher le désastre que constituerait un exode de ces chrétiens vers les pays voisins ou vers l'Europe ? Est-ce que, justement, l'exode est une solution ? Que doit faire le gouvernement central de Bagdad pour mieux protéger ces communautés ? En a-t-il les moyens ? Ou est-ce que leur installation provisoire, en attendant des jours meilleurs, au Kurdistan, est une perspective possible, réalisable ? Est-ce que le Kurdistan a les moyens d'héberger, de donner du travail et de faire l'effort d'insertion pour des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de chrétiens vivant dans le reste de l'Irak ? D'ailleurs, est-ce que ceux-là souhaitent venir s'installer au Kurdistan ? Et, dans

ce cas-là, que doit faire l'Union européenne pour accompagner cet effort de protection, de sécurisation des chrétiens ? Nous sommes convaincus que s'ils étaient installés au Kurdistan, ils resteraient encore sur les terres de leurs ancêtres, et aux jours meilleurs, ils pourraient toujours regagner leurs foyers dans telle ou telle ville de l'Irak. »

Le sénateur Bernard Cazeau, président du Groupe interparlementaire France-Irak, a ensuite pris la parole, rappelant d'abord la longue histoire des chrétiens en Irak ainsi que le caractère « totalement autochtone » de leurs différentes églises « Le christianisme, en Irak, n'est nullement, donc, un corps étranger, mais partie prenante de son identité, comme au Liban d'ailleurs, en Égypte, en Syrie ou en Palestine. »

Une autre caractéristique de ces chrétiens est celle de leur rôle dans « l'émancipation du monde arabe » :

« À partir du siècle dernier, des chrétiens d'Irak vont jouer un rôle considérable dans l'émancipation des droits et des libertés. Certains ont joué un rôle important parmi les précurseurs du nationalisme arabe irakien. Beaucoup d'entre eux, représentants syndicaux, intellectuels ou hommes politiques, ont ainsi milité en faveur d'un État indépendant, démocratique, laïque, social et ouvert sur le monde. En dépit de leur combat acharné en faveur de la cause arabe, force est de constater que les chrétiens d'Irak ont été exclus de la vie politique depuis l'indépendance. Seul l'investissement de la sphère économique leur fut permis. En 1920, les autorités britanniques réalisèrent un recensement de la composition religieuse de la population irakienne. Les chrétiens y représentaient 20%. En 1980, un million de

fidèles y demeurait encore. Ils sont aujourd'hui 500 000. On estime que cette communauté chrétienne dans le monde a plus de 2 millions présents à l'étranger. Depuis l'invasion américaine, 750 chrétiens ont été tués. Dans un pays basé sur l'arbitrage des communautés, les plus nombreux, comme les Kurdes, les chiites ou les sunnites, obtiennent automatiquement plus de pouvoirs politiques. La communauté chrétienne, elle, ne compte qu'un seul ministre, celui de l'Environnement, dans le nouveau gouvernement. En situation de faiblesse depuis la guerre, leurs conditions de vie se sont détériorées. 250 000 d'entre eux ont quitté le pays, d'autres ont migré vers le Nord. En effet, alors que le Kurdistan irakien comptait jusqu'en 2003 environ 30 000 chrétiens, ce chiffre aurait triplé en 7 ans. Si bien qu'aujourd'hui, ils seraient près de 100 000 à vivre dans l'un des trois gouvernorats du Gouvernement régional autonome du Kurdistan, Duhouk, Suleymaniye et Erbil. Chaque mois, de nouvelles familles, ayant fui Bagdad ou Mossoul, viennent s'installer là. Quelles perspectives ? »

Comme l'ensemble des intervenants, le sénateur s'est dit hostile « à tout exode des chrétiens d'Irak » invoquant la catastrophe culturelle et sociale qu'impliquerait ce départ massif en Irak, ainsi que la perte d'un grand nombre de compétences humaines :

« Beaucoup sont ingénieurs, médecins, commerçants, ou ont des qualités qui sont irremplaçables pour le renouveau de l'Irak. Pour ma part, je pense qu'il faut continuer à promouvoir énergiquement le dialogue et le respect mutuel entre les communautés, notamment en développant des programmes d'éducation et en distribuant des supports d'information qui trai-

tent des stéréotypes et des préjugés anti-chrétiens. Tout doit être entrepris pour protéger les personnes et les biens des chrétiens en Irak, en recherchant activement, d'abord, et en punissant sévèrement les coupables des attentats, chaque fois que c'est possible. Car derrière ces actions criminelles se cache en réalité une atteinte à un des piliers de la jeune démocratie irakienne, celle du multiculturalisme. »

La première table ronde réunissait le philosophe et écrivain Ephrem-Isa Yousif, pour un exposé historique sur les communautés chrétiennes d'Irak ; le directeur de l'Œuvre d'Orient, l'abbé Pascal Gollnish, pour un aperçu de la situation de l'ensemble des chrétiens d'Orient ; le père Nejib Mikaël, supérieur des Dominicains de Mossoul a présenté la situation des chrétiens à Bagdad et l'évêque de Mossoul, Mgr Émil Nona, celle des communautés chaldéennes de Mossoul.

L'abbé Pascal Gollnish a insisté sur les problèmes posés par la migration massive des chrétiens en critiquant notamment des initiatives ponctuelles prises par des gouvernements étrangers pour accueillir ça et là, quelques centaines de réfugiés :

« Il ne faut pas que ce type d'annonces donnent, avec diplomatie, avec sourire, des signaux que les terroristes donnent avec d'autres moyens ! Il ne faut pas que ces annonces dispensent les puissances occidentales, les puissances internationales, de leurs responsabilités vis-à-vis des chrétiens qui sont sur place. Car notre crainte serait celle-là : En annonçant qu'on va accueillir généreusement quelques centaines de chrétiens irakiens, on se dispense d'agir dans les pays qui méritent, je crois, une action réelle. Après l'attentat de Bagdad, tout de même, il y a eu un certain

nombre de pressions internationales pour davantage sécuriser les lieux de culte. Ces protestations ont eu certains fruits. Ça ne règle pas tous les problèmes, ce serait trop facile ! Mais enfin, ça aurait dû être fait plus tôt. Nous savons tous que cette cathédrale à Bagdad avait déjà été la cible d'un attentat. Pourquoi est-ce qu'elle n'était pas davantage sécurisée ? Ce sont tout de même des questions que nous sommes en droit de nous poser. »

Autre question plusieurs fois évoquée au cours des débats, le statut civil des minorités religieuses dans des pays où l'islam reste souvent la source de la législation : « Il y a des problèmes lorsque certains pays, comme l'Égypte, avait affirmé, il y a quelque temps, que le droit musulman était la source principale du droit civil égyptien. C'est une réalité nouvelle, cela n'a pas toujours été ainsi. Le droit civil était un droit laïque, avec des applications pour les musulmans, selon une tradition musulmane, et des applications chrétiennes selon la tradition chrétienne. Il est inquiétant de dire que le droit musulman devient la source principale du droit civil lorsque ce droit civil doit s'appliquer également à des non-musulmans. Prenons des pays où les chrétiens se trouvent assez bien, comme la Syrie : Cependant, un chrétien ou une chrétienne qui épouse un musulman ou une musulmane, va devoir être considéré comme musulman. Ce sont tout de même des questions que nous pouvons nous poser. Il y a des questions quant aux droits des femmes. Il y a des questions – nous le savons tous ! – d'un musulman qui se convertirait au christianisme et qui mettrait sa vie en danger. Je ne veux pas faire la liste de ces questions, parce que ce n'est pas mon propos. Je pense que ces questions

doivent être posées, et spécialement en France, et dans ce temple de la laïcité qu'est un parlement français, je crois que nous avons le droit et le devoir de dire que ces questions peuvent être posées, dans un esprit de dialogue. »

S'exprimant sur la situation des Chaldéens de son diocèse, l'évêque de Mossoul a commencé par donner des chiffres : Sur 4.500 familles chrétiennes chaldéennes avant 2003, il ne reste plus qu'environ 500 familles, réfugiées autour de Mossoul, ou dans la zone qui est pacifique au Kurdistan d'Irak, ou qui ont fui l'Irak pour l'étranger.

Sur les motifs de cette persécution contre les chrétiens, Mgr Nona avance plusieurs interprétations :

« Au début de 2003, après l'entrée des forces militaires d'occupation, les autres Irakiens ont regardé les chrétiens comme alliés aux envahisseurs. C'est une des raisons pour viser les chrétiens. La deuxième raison est de les viser, de les attaquer dans leur religion. Il y a des groupes fanatiques qui frappent et visent les chrétiens. La troisième raison est financière, économique. Le meilleur moyen pour ces groupes de s'enrichir est de viser et d'attaquer les chrétiens. Pour cela, on commence par menacer les chrétiens, pour s'emparer de leur argent. La dernière raison est que l'on vise les chrétiens parce qu'ils sont faibles et qu'ils ne veulent pas utiliser la violence. C'est pratiquement la seule communauté qui n'utilise pas la force et la violence. »

Quant aux remèdes possibles contre le terrorisme, l'éducation et une refonte complète des programmes scolaires, est nécessaire, ainsi que des actions en faveur des populations les plus appauvries :

« Les programmes éducatifs en Irak ont eu des changements il y a quelques années. Beaucoup de points encouragent le terrorisme dans ces programmes, parce que les programmes éducatifs, surtout dans la ville de Mossoul, sont orientés vers la religion, et cette éducation encourage le fanatisme. C'est un grand danger, si le système éducatif devient un centre de fanatisme. D'un côté la connaissance va régresser et, de l'autre, il y aura un terrain favorable au terrorisme. Dernier point : l'aspect économique. Le terrorisme pousse là où il y a de la pauvreté. L'Irak a besoin de renouveler ses structures, d'offrir de bons services, de trouver du travail pour ceux qui sont au chômage. Ainsi, nous pourrions éliminer ou diminuer le terrorisme, et il y aura un changement dans la société. »

Le père Nejib Mikaël, ancien supérieur des Dominicains de Bagdad, à présent supérieur du couvent de Mossoul, s'est élevé contre l'illusion d'une protection armée qui serait particulière aux chrétiens et ne résoudrait pas le problème en profondeur :

« Protéger, c'est éphémère. Protéger veut dire provisoire. Protéger veut dire incertitude ou inégalité. C'est pourquoi nous demandons avant tout, avant de protéger ou de mettre des checkpoint devant les églises – et il est impossible de mettre des checkpoint devant chaque famille chrétienne, et ce n'est pas normal : On peut résoudre le problème quand il y a accord entre les responsables en Irak. Les forces internationales peuvent intervenir par la force ou la diplomatie auprès du gouvernement, pour vraiment imposer la paix et un peu de discernement entre ces forces antagonistes, qui se battent jour et nuit entre elles. C'est pourquoi elles sont protégées, dans un lieu très sûr, mais toute la population vit dans la

mort. Aujourd'hui, protéger les chrétiens, c'est avant tout donner, par la loi, la possibilité de vivre en vrais citoyens, égaux avec les autres. »

Comme l'avait déjà indiqué l'évêque de Mossoul le Père Nejib voit le terrorisme comme le fruit de l'ignorance mais aussi de la pauvreté :

« Quand on manque d'argent, on est prêt à tuer un être humain pour 50 \$. Et plusieurs criminels que l'on a attrapés, disent "chaque tête vaut 50 ou 100 \$". Si on leur demande : "Pourquoi ils ont fait ça", ils répondent : "Parce que je n'ai pas d'argent. Comment voulez-vous que je vive ?" Aujourd'hui, c'est donc le gouvernement qui est en question. Il faut qu'il travaille absolument à faire vivre les gens. Un pays comme l'Irak, un pays pétrolier, si riche ! C'est inadmissible et inhumain qu'il y ait là dedans un seul homme qui puisse dormir sans avoir dîné. C'est inacceptable. »

Enfin, la condition indispensable pour continuer d'assurer la survie des minorités religieuses est d'instaurer un État véritablement laïc, où les non-musulmans ne seraient plus des citoyens de second rang :

« L'avenir de l'Irak dépend surtout d'un seul point : séparer la religion de l'État. La religion est pour les hommes de religion, l'État est pour tous les Irakiens. C'est pourquoi les citoyens doivent vraiment jouir de toutes ces données, matérielles, spirituelles, humaines ou sociales, pour vivre en êtres humains libres. »

Mgr Rabban Al-Qas, évêque d'Amadiyya, invité à parler de la situation des chrétiens dans la Région du Kurdistan, a exposé la politique du gouvernement kurde pour accueillir les chrétiens réfugiés et retourner dans leurs anciennes maisons en ce

qui concerne les chrétiens qui avaient été chassés du Kurdistan dès 1961. Les difficultés rencontrées par ces arrivants sont surtout dues aux problèmes de langue, beaucoup ne parlant plus que l'arabe, et d'emploi, la législation irakienne n'étant pas toujours en faveur de leur intégration :

« Des gens qui étaient des employés, des professeurs ou médecins, ceux qui ont fait des études supérieures, peuvent être embauchés dans les universités ou ailleurs, dans des hôpitaux. Il y a une aide de la part du Gouvernement du Kurdistan pour leur donner du travail. Mais un professeur qui a passé 40 ans en service, est nommé comme s'il avait fini récemment ses études. Le gouvernement central ne leur donne pas cet agrément définitivement quand ils sont nommés, parce que Bagdad ne reconnaît pas encore les nominations au Kurdistan. Et quand ils viennent, se pose le problème de la langue, par exemple le problème du transfert d'un étudiant qui a étudié à Bagdad, à Mossoul, connaît l'arabe, passe ses examens en arabe, mais n'est pas exempt de passer aussi des examens en langue kurde. Il faut qu'il ait, disons 50/100 au baccalauréat [en langue kurde]. Ce n'est d'ailleurs pas un problème seulement pour les chrétiens, mais aussi pour les Kurdes qui viennent d'Europe. »

Autre problème législatif, déjà mentionné par le Père Nejib Mikaël, l'inégalité dans le droit des minorités non musulmanes, faisant de l'islam une religion « par défaut » et se transmettant automatiquement du père aux enfants, sans que ces derniers aient le choix, ce qui pénalise les chrétiens dans les couples mixtes ou oblige toute une famille, en cas de conversion d'un membre, à changer de statut. La constitu-

tion du Kurdistan, non encore signée, devrait pallier les manquements de la Constitution irakienne.

Hormis ces problèmes spécifiques, l'évêque d'Amadiyya insiste sur le cas exemplaire du Kurdistan en matière de liberté religieuse et la nécessité de poursuivre cette promotion de la tolérance et de la diversité dans les écoles et les programmes éducatifs :

« Purifier les programmes de tout ce qui attaque l'autre, en appelant seulement à l'islam, créant une nervosité contre l'autre, dans le fanatisme, dans cette mentalité qui nie l'autre. Il faut créer une mentalité qui accepte la diversité, parce que dans la diversité se trouve la richesse. Aujourd'hui, je dois aider mon frère musulman pour apprendre et connaître les valeurs qui pourront élever le niveau de cette société où nous vivons, que ça soit au Kurdistan ou ailleurs. »

Deux membres du Gouvernement régional du Kurdistan ont ensuite pris la parole : Fallah Mustafa, ministre des Relations extérieures du Gouvernement régional du Kurdistan et le dr. Fuad Hussein, chef du Cabinet de la Présidence du Kurdistan.

M. Fallah Mustafa a commencé par affirmer le « devoir moral » du Kurdistan d'assister aujourd'hui les réfugiés persécutés, en raison du passé douloureux des Kurdes et leur qualité de victimes d'un génocide :

« Le Kurdistan a toujours été fier de sa tradition de tolérance envers toutes les religions et tous les groupes religieux. Notre région est un rassemblement pacifique de plusieurs groupes religieux, de croyances si différentes et variées. Nous, Kurdes avons été les victimes de la pire des oppressions, de la violence et

même de génocides, et pour cela nous nous sommes jurés de ne jamais perpétrer ce même comportement et que jamais la violence et l'intolérance ne gagnent notre Région. Même après cela, devant les phénomènes récents de persécution en Irak, toutes les religions ont été chaleureusement accueillies au Kurdistan. Il est donc naturel que les groupes persécutés y cherchent refuge et sécurité et nous sommes fiers de pouvoir les aider de quelque manière que ce soit. Nous gardons à l'esprit l'aide matérielle et morale que nous avons reçue nous-mêmes au cours de notre histoire, et nous pensons que nous avons le devoir de rendre à ceux qui en ont besoin ce qui nous a été donné dans le passé. »

Ensuite les difficultés matérielles, logistiques et financières de cette politique d'accueil ont été exposées, ainsi que l'aide que pourrait apporter, notamment, les pays de l'Union européenne et les Nations Unies :

« Malgré les difficultés, plus de 10 000 familles chrétiennes ont fui les violences dans le reste de l'Irak et ont trouvé refuge au Kurdistan depuis l'invasion du pays en 2003. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider, mais nous manquons de ressources pour cela. Nous devons faire face à des besoins humanitaires immédiats, tels que le logement et la nourriture, mais aussi des besoins de moyen terme, dans les domaines de l'éducation et de l'assistance sociale. La communauté chrétienne du Kurdistan fait un travail remarquable pour faciliter l'intégration et l'adaptation des nouveaux arrivants et pour centraliser le soutien moral et matériel des chrétiens de par le monde. Nous accueillons chaleureusement les déclarations du ministère des Affaires étrangères français encourageant l'Union Européenne à nous apporter son

soutien. Nous serons heureux de recevoir tout le soutien et l'aide possibles, de quelque pays que ce soit. L'assistance que nous apportons à ces familles a un coût, et nous aurons nous-mêmes besoin d'aide supplémentaire pour pouvoir procurer à ces familles tout ce dont elles ont besoin.

Plusieurs agences des Nations Unies et ONG peuvent nous permettre de soulager notre fardeau. Nous savons que l'UNHCR travaille avec des réfugiés irakiens hors d'Irak, mais elle n'apporte pas énormément d'aide aux populations déplacées à l'intérieur du pays, spécifiquement au Kurdistan. Un comité a été mis en place pour traiter l'ensemble de la problématique liée à la population déplacée à l'intérieur du pays, et pour développer des solutions afin de leur venir en aide. Nous continuons à apporter une assistance médicale à toutes les victimes de violences en dehors de nos frontières, et nous nous efforçons de permettre une évacuation sécurisée pour ceux qui en ont le plus besoin. Nous mettons également en place des programmes spécialisés pour apporter tout notre soutien aux populations déplacées et leur permettre de trouver du travail au Kurdistan. Nous avons accordé un statut spécial aux enfants de personnes déplacées afin qu'ils puissent avoir accès à nos écoles et universités. »

Le Dr Fuad Hussein a, lui aussi, évoqué le passé douloureux des Kurdes, notamment la guerre de 1974-1975 où la population kurde subissait les bombardements irakiens :

« Et voilà précisément pourquoi le Kurdistan a mis en place cette politique. Parfois, les gens me demandent pourquoi nous avons cette politique d'ouverture et, pour être tout à fait honnête, cer-

tains Kurdes, certains Arabes, certains chrétiens doutent de la justesse ou de la bienveillance de notre politique. Certains doutent de nos intentions. Certains, même, nous accusent de duplicité. Mais nous croyons en cette politique, parce que nous voulons nous tenir aux côtés de nos frères, nous croyons en cette politique parce que nous croyons en notre propre humanité. Nous croyons en cette politique parce que nous croyons en la démocratie. Nous croyons en la diversité de notre société, nous luttons pour la démocratie, et nous savons que nous ne sommes pas seuls. C'est ensemble que nous devons lutter car c'est ensemble que nous devons vivre. La politique qui a été mise en place au Kurdistan et en laquelle nous croyons, a, bien sûr, beaucoup à voir avec notre histoire et a aussi beaucoup à voir avec l'avenir de notre pays, du pays des Kurdes, des Turkmènes, des chaldéens, des assyriens... C'est le pays des musulmans, des chrétiens, des yézidis. Nous croyons sincèrement dans cette diversité. Voilà pourquoi il me semble que notre société doit accueillir toutes sortes de groupes et de communautés. Dès lors, notre politique doit refléter la diversité de la société.

Lorsque l'on parle des réalités politiques au Kurdistan, nous pouvons constater que, conformément à nos principes, au Kurdistan, tous les groupes sont égaux, toutes les communautés sont égales. Bien sûr, nous ne sommes pas parfaits, mais ce principe s'applique à tous, pas seulement aux chrétiens : aux Kurdes, aux yézidis également. Lorsque je parle des défauts du gouvernement, ces défauts s'appliquent à l'ensemble des groupes qui coexistent au Kurdistan. Je ne parle pas de 'réfugiés', c'est un terme que je récuse, parce que les chrétiens ne sont pas des 'réfugiés' au Kurdistan. Ce sont des personnes qui ont été déplacées, de force, ou qui ont dû fuir les attaques terroristes, à Bagdad ou d'en d'autres régions, telle que Mossoul. Ces personnes ont été contraintes de quitter leur foyer et de venir au Kurdistan. Mais le Kurdistan est également leur pays. »

Pour le Dr Fuad Hussein, l'avenir des chrétiens dépend en fait de la stabilité et de la survie du Kurdistan, qui est aussi un atout indispensable pour que l'Irak tourne la page de ses violences :

« Bagdad ne pourra pas faire l'économie de ce rôle donné aux Kurdes. Les Kurdes peuvent

contribuer au changement à Bagdad. Je dis cela parce que, malheureusement, l'idéologie qui domine dans les sociétés irakiennes, – car, j'insiste là-dessus, il y en a plusieurs – eh bien, l'idéologie dominante dans les sociétés irakiennes n'est pas une idéologie démocratique. Je ne dis pas que le Kurdistan est parvenu à la pleine démocratie, mais en revanche, je peux vous dire que nous croyons en la démocratie et que nous luttons pour la faire advenir. Cependant, pour être tout à fait honnête, la situation n'est pas la même dans d'autres régions de l'Irak, et si nous voulons mettre en place un processus démocratique à Bagdad, et si nous voulons que les chrétiens puissent rester en Irak, parce que nous croyons que les chrétiens, comme les Kurdes et comme d'autres, doivent pouvoir rester dans leur pays, et nous voulons que les chrétiens comme d'autres communautés demeurent en Irak, alors nous devons aider les Kurdes à mettre en place un meilleur système politique, de meilleures conditions de vie, et nous devons aider les Kurdes à aider l'Irak. Et je crois que d'autres pays, la France en particulier, peuvent nous aider, peuvent aider les Kurdes à aider les autres. »

TURQUIE : LA SOCIOLOGUE PINAR SELEK À NOUVEAU JUGÉE

Le 9 février, la sociologue turque Pinar Selek était à nouveau jugée à Istanbul pour un acte de terrorisme qu'elle nie, depuis 13 ans, avoir perpétré et pour cause : cet attentat n'a, en fait, jamais eu lieu.

Le 9 juillet 1998, en effet, une explosion et un incendie dans le Bazar d'Istanbul, qui avaient fait sept morts et 127 blessés, avaient, dans un premier temps, été imputés à « un groupe terro-

riste », le PKK ayant été désigné d'emblée par les autorités. Un « suspect » avait été arrêté et, sous la torture, avait avoué avoir posé une bombe dans le Bazar. Il avait également donné le nom de Pinar Selek comme celui de sa complice.

Pinar Selek a été arrêtée, le 11 juillet, de retour d'une enquête de terrain dans les régions kurdes de Turquie, auprès de combattants du PKK. Elle a été emprisonnée et torturée afin de

lui faire avouer les noms des personnes qu'elle a interviewées. Ce n'est qu'un mois plus tard qu'elle apprend, de sa cellule, qu'elle est en fait accusée de « l'attentat du Bazar ».

Emprisonnée pendant deux ans et demi, subissant elle-même des tortures, la sociologue nie toute implication. Entre temps, il a été établi que l'incendie du Bazar est simplement dû à une fuite de gaz... ce qui n'empêche nullement la justice turque de conti-

nuer les poursuites, même si, à la faveur de ces expertises, l'accusée est relâchée, en 2000. Mais la Préfecture de police envoie à la cour un rapport « attestant » qu'une bombe est à l'origine de l'explosion, s'appuyant sur des « preuves » qui s'avéreront forgées, comme un soi-disant « cratère » creusé par un engin explosif.

En 2005, le procureur requiert la perpétuité. Elle est jugée et acquittée par la 12^{ème} Cour d'assises d'Istanbul, en 2006, les experts scientifiques ayant totalement réfuté la thèse d'un attentat. Mais le procureur fait appel et renvoie le procès en cour de cassation, ce qu'il fera trois fois de suite, après chaque acquittement, sans d'ailleurs apporter aucun élément nouveau pour relancer son accusation.

Relaxée lors de son deuxième jugement en 2008, elle est à nouveau jugée le 9 février, sur décision de la Cour de cassation, par la 12^{ème} Chambre de la Haute Cour criminelle d'Istanbul. Bien que vivant depuis en Allemagne,

Pınar Selek a tenu à retourner à Istanbul pour se présenter devant ses juges.

À l'issue du procès, Pınar Selek a été acquittée, pour la troisième fois, ainsi que la personne qui l'avait dénoncée. Cela n'a pas empêché le procureur de la Cour criminelle d'Istanbul de faire appel de cette décision auprès de la Cour de cassation, deux jours après l'acquittement. Et la réquisition ne change pas : perpétuité, dont 36 ans incompressibles.

Le 25 février, Pınar Selek s'est rendue à Paris pour assister à la rencontre de Chercheurs sans frontières, et pour y livrer son témoignage.

L'origine de cet acharnement judiciaire tient sans doute aux recherches et aux prises de position de la sociologue, qui a toujours travaillé sur des sujets sensibles, voire tabous en Turquie : la question kurde, le génocide arménien, la place de l'armée au sein de l'État turc et de son système politique. Pınar Selek est aussi une chercheuse « enga-

gée », que ce soit pour les causes féministes ou antimilitaristes. En 1996, elle a fondé une association, l'Atelier de rue, destinée à accueillir plusieurs groupes marginalisés ou sans abri d'Istanbul, tous vivant dans la rue : prostitués, transsexuels ou travestis, gitans, enfants des rues, chiffonniers, vendeurs ambulants, etc. À ces ateliers d'expression artistiques ou de débat se sont joints d'autres universitaires.

Mais ses travaux les plus « sensibles » sont ses enquêtes de terrain auprès de militants kurdes pour comprendre leurs parcours et la raison de leurs engagements, ainsi que de leur lutte armée, en leur donnant la parole dans des entretiens publiés. Il est possible aussi que ses activités auprès de groupes marginalisés par une société turque conservatrices, comme ceux des minorités sexuelles, lui aient aussi aliéné les milieux proches de l'AKP.

En tout cas, le gouvernement au pouvoir s'est toujours montré passif devant ce harcèlement judiciaire.

IRAK: LE KURDISTAN REPREN LE POMPAGE DE SON PÉTROLE POUR L'EXPORTATION

KIRKOUK (Irak), | AFP |

Les Kurdes d'Irak ont commencé à pomper le pétrole destiné à l'exportation en testant les infrastructures entre son champ pétrolier de Tawke et l'oléoduc acheminant le brut vers le port turc de Ceyhan, a-t-on appris jeudi de sources pétrolières.

Les Kurdes d'Irak ont commencé à pomper le pétrole destiné à l'exportation en testant les infrastructures entre son champ pétrolier de Tawke et l'oléoduc acheminant le brut vers le port turc de Ceyhan, a-t-on appris jeudi de sources pétrolières.

Dans un communiqué, la compagnie norvégienne DNO opérant sur place s'est dit en mesure de "confirmer que des essais de production en vue de l'exportation ont débuté le 2 février au champ pétrolier de Tawke dans la région irakienne du Kurdistan".

"Les volumes testés jusqu'à pré-

sent sont de 10.000 barils par jour (bj)", a-t-elle précisé.

"Les essais techniques sont menés en coopération étroite avec le gouvernement régional du Kurdistan et avec la Compagnie pétrolière (publique irakienne) du Nord pour assurer une reprise responsable des exportations et les porter dans un futur proche au niveau de la capacité actuelle de Tawke, qui est de 50.000 bj", peut-on lire dans le texte.

Un responsable de la Compagnie pétrolière du Nord (NOC) avait auparavant indiqué que les opérations de pompage avaient commencé progressivement mercredi peu avant minuit.

"Nous avons reçu depuis 10.500 barils qui ont été pompés de manière expérimentale car les oléoducs ne sont pas en fonction depuis longtemps", avait-il dit sous couvert de l'anonymat.

"La quantité augmentera en fonction de la production sur les champs pétroliers et des opérations d'ache-

minement", a-t-il dit.

Mercredi, le Premier ministre kurde Barham Saleh avait annoncé que les exportations allaient reprendre "prochainement".

Elles avaient cessé, le 14 octobre 2009, en raison d'un conflit avec le gouvernement central sur le paiement des compagnies étrangères qui exploitent les gisements.

Bagdad exigeait des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait plutôt que par un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources.

En mai 2010, l'ancien ministre du Pétrole, Hussein Chahristani, avait annoncé un accord entre Bagdad et Erbil prévoyant que les revenus de la production pétrolière kurde soient transférés à la Somo (State oil marketing organisation) et que Bagdad prenne en charge toutes les dépenses engagées pour extraire le pétrole dans les champs du Kurdistan.

Le nouveau ministre irakien du Pétrole, Abdel Karim al-Luaybi, a indiqué en décembre que les exportations allaient reprendre le 1er février.

la-Croix 7 février 2011

Les fouilles reprennent au Kurdistan irakien

Profitant de l'accalmie dans cette province autonome du nord-est, plusieurs équipes d'archéologues sont à l'œuvre, parmi lesquels des Français

Sabine GIGNOUX

La nouvelle, en juin 2010 a fait l'effet d'une bonne surprise : des archéologues italiens et irakiens ont annoncé la découverte d'une ancienne cité sumérienne datant de 2 900 ans av. J.-C. à Abu Tubairah, dans la région de Nassiriya. Au sud du pays, c'est l'une des rares fouilles « officielles » récentes, attestant malgré tout d'une sécurité en progrès.

Au Kurdistan en revanche, dans le nord-est du pays, plusieurs équipes d'archéologues sont au travail depuis 2006. « Les Kurdes nous ont contactés dès 2003 afin de relancer des programmes. L'enjeu est passionnant car toutes les fouilles s'étaient arrêtées là-bas depuis les années 1950, en raison de l'instabilité de la zone... », observe l'ar-

chéologue Christine Kepinski (CNRS-université de Nanterre).

Nouvelle expédition, des terres encore inexplorées

Déjà, depuis quatre ans, les Italiens fouillent le site sassanide de Paikuli dans la province de Souleimanié, des Tchèques explorent la citadelle d'Erbil, la capitale, et des Hollandais le site de Satu Qala dans la vallée du Zab.

En 2009, une équipe allemande dirigée par Margarete van Ess a fouillé des tombes assyriennes avec l'université d'Erbil. À Ninive, le professeur Ali Aljuboori, de l'université de Mossoul, s'apprête à relancer des investigations dans une partie inexplorée du tell Kuwnjak, où les Britanniques avaient

découvert deux palais et une bibliothèque.

Des missions archéologiques pour 2011

L'archéologue Olivier Rouault, de l'université de Lyon II, a mené une première mission de fouilles en 2010 sur le tell Kilik Mishik, près d'Erbil, en partenariat avec l'université locale de Salahaddin. Cette année, il lance un projet beaucoup plus ambitieux sur le site de Qasr Shemamok, vaste de 55 hectares. « Cette ancienne cité assyrienne, déjà fouillée en 1933, abritait une école fameuse de scribes. Elle était la rivale d'Arbèles, l'actuelle Erbil.

Comme cette dernière, avec sa citadelle et ses maisons ottomanes du XIXe

siècle, ne peut pas être fouillée, Shemamok pourrait en fournir une image assez proche », explique-t-il. Deux autres missions archéologiques françaises sont en projet pour 2011. L'une dirigée par Christine Kepinski pourrait prospecter et inventorier les sites de la vallée Peramagron.

L'autre concernerait un monastère du VI-VIIIe siècle de la province de Souleimanié. « La demande est forte, tant du côté kurde que du côté de Bagdad qui doit aussi donner son accord », se félicite Marc Griesheimer, directeur de l'archéologie à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO).

Le Kurdistan rêve d'un grand musée

L'IFPO va d'ailleurs ouvrir cette année une antenne à Erbil, dans deux maisons ottomanes de la citadelle, rénovées. Ce lieu doit favoriser des échanges entre des scientifiques français et les étudiants et chercheurs locaux. En octobre dernier, l'IFPO a organisé un premier colloque à Erbil sur le thème « Écrire l'histoire aujourd'hui », inauguré par Maurice Godelier.

Un second, dédié à l'archéologie, devrait se tenir cet automne. La capitale du Kurdistan, candidate pour être

classée en 2011 au patrimoine de l'Unesco, rêve d'un grand musée pour attirer les touristes.

« Les Kurdes ont à la fois besoin de retrouver leurs racines et d'obtenir une reconnaissance internationale, souligne l'anthropologue Hosham Dawod, responsable de la nouvelle antenne de l'IFPO. À nous de les aider à bâtir un grand musée de référence, riche de toutes les cultures qui, depuis des millénaires, se sont greffées les unes aux autres dans la région. Sans tomber dans le repli identitaire et idéologique. »

Conseil de l'Europe- La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Quatrième rapport sur la Turquie

Communiqué de presse - 08 février 2011

La Commission anti-racisme du Conseil de l'Europe (ECRI) publie un nouveau rapport sur la Turquie

Strasbourg, 08.02.2011 - La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) publie aujourd'hui un nouveau rapport sur la Turquie. Son président, Nils Muiznieks, a déclaré que s'il y a eu des progrès dans certains domaines, plusieurs questions ont suscité des préoccupations, notamment la situation des Kurdes, des Roms et des demandeurs d'asile, la discrimination envers les membres de groupes religieux minoritaires et l'utilisation abusive de dispositions pénales.

Les autorités ont adopté des mesures positives pour améliorer le dialogue avec les minorités non musulmanes reconnues mais aussi avec les Kurdes, les Roms et les Alévis. L'« initiative démocratique » lancée par le gouvernement pour traiter des questions non résolues concernant les Kurdes par des moyens pacifiques et autres initiatives ont favorisé l'apparition dans la société turque d'une volonté accrue d'examiner les questions présentant un intérêt pour les membres de groupes minoritaires.

Certaines des formes de discrimination les plus flagrantes ont été érigées en infractions pénales et les magistrats ont reçu une formation sur les normes relatives aux droits de l'homme en vigueur. Des efforts ont également été faits pour prévenir tout comportement répréhensible des forces de l'ordre, notamment à l'égard des membres de groupes minoritaires.

Cela étant, des sanctions ont continué d'être infligées à des membres de groupes minoritaires en Turquie qui avaient exprimé pacifiquement leurs opinions et aspirations, et certains groupes de population - en particulier les enfants kurdes - ont été davantage exposés à des violations des droits de l'homme du fait de l'application de dispositions antiterroristes. De nombreux Kurdes restent en outre confrontés à des difficultés économiques et sociales ; si des mesures positives ont été mises en place pour aider les personnes déplacées à rentrer, des obstacles subsistent et les progrès sont lents. Les Roms restent eux aussi en butte à la discrimination dans de nombreux domaines de la vie quotidienne ainsi qu'à des expulsions forcées.

Les réfugiés reconnus par le HCR n'ont qu'un statut précaire en Turquie et les demandeurs d'asile subissent les conséquences de graves manquements dans les dispositions et procédures juridiques applicables. Bien que certaines dispositions leur soient favorables, les minorités non musulmanes reconnues en Turquie se heurtent à des difficultés en matière d'éducation en raison du manque d'enseignants et de manuels scolaires. Par ailleurs, la question des droits de propriété des fondations non musulmanes n'est toujours pas réglée. Des agressions graves voire mortelles ont en outre été commises, qui auraient eu une motivation religieuse.

Dans son rapport, l'ECRI fait un certain nombre de recommandations, parmi lesquelles les trois suivantes feront l'objet d'un réexamen dans deux ans :

- * renforcer les dispositions pénales contre le racisme, notamment en érigeant la motivation raciste en circonstance aggravante de toutes les infractions de droit commun ;
- * exonérer les demandeurs d'asile et les réfugiés du versement de la taxe de séjour ;
- * établir un organe indépendant chargé d'enquêter sur les allégations de comportement répréhensible de la police ou des autres forces de sécurité.

Le rapport, y compris les observations du gouvernement, peut être consulté à l'adresse suivante : [rapport sur la Turquie]. Il a été rédigé à la suite de la visite de contact effectuée par l'ECRI en Turquie en octobre 2009 et tient compte de l'évolution de la situation jusqu'en mars 2010.

L'ECRI, organe de protection des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, composé d'experts indépendants, est chargée du suivi des problèmes de racisme, de discrimination fondée sur les origines ethniques, la nationalité, la religion et la langue, ainsi que de xénophobie, d'antisémitisme et d'intolérance, d'élaborer des rapports et d'adresser des recommandations aux Etats membres.

A la veille de l'anniversaire de la République islamique, vague de répression en Iran

On compte 100 exécutions depuis fin décembre 2010, selon la Ligue des droits de l'homme iranienne

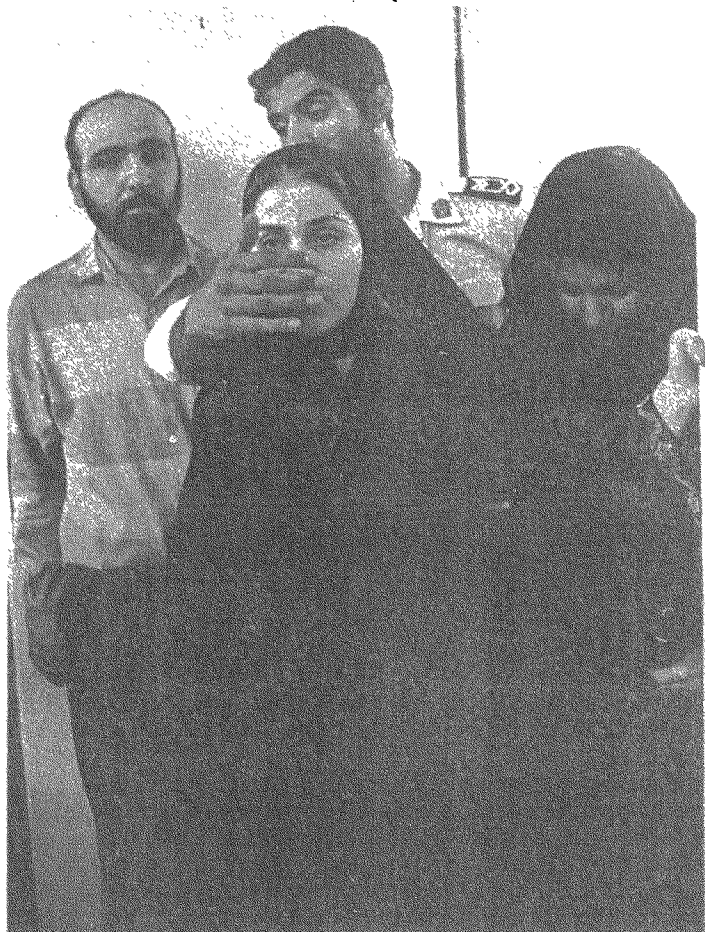
Pendaisons publiques, arrestations : à quelques jours du 32^e anniversaire de la République islamique, le 11 février, le gouvernement iranien s'est lancé dans une répression sans précédent. « Cent personnes au moins ont été exécutées depuis fin décembre et environ 350 en 2010, soit une exécution par jour ! », constate Karim Lahidji, le président de la Ligue des droits de l'homme iranienne. Un record auquel s'ajoute une forte augmentation de la délinquance de droit commun (+30% en 2010 rien qu'à Téhéran) qui a rempli des prisons, déjà surpeuplées après les arrestations massives – environ 4 000 – effectuées en 2009, à la suite de l'élection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad.

En décembre 2010, l'explosion d'une bombe à Zahedan, dans la région frontalière troublée du Sistan-Baloutchistan, qui avait tué 40 civils, semble avoir été le catalyseur de cette vague d'exécutions. En représailles, 25 personnes avaient été pendues peu après, en deux « fournées ». Le 24 janvier à Téhéran, quatre prisonniers étaient pendus pour « viol et crime sexuel », ainsi que deux autres, des « politiques » considérés comme des proches des Moudjahidins du peuple, qui avaient passé respectivement dix ans et six ans en prison.

Depuis, la machine répressive s'est emballée. Même une ressortissante irano-néerlandaise, Sarah Bahrami, a été exécutée, fin janvier, ce qui a déclenché une crise diplomatique avec La Haye, Téhéran ne reconnaissant pas la double nationalité.

« L'étiquette "trafiquant de drogue" est pratique. Elle est utilisée dans bien des cas, explique M. Lahidji, alors que souvent on ne connaît même pas l'identité des personnes exécutées par groupes entiers. »

Mais pourquoi tout cela maintenant ? « Le régime, déjà soumis à la pression internationale et aux sanctions, est occupé à régler ses luttes internes entre factions au pouvoir, répond-il. Et que bien que muselée, sans journaux, sans porte-parole en



Shahla Jahed, pendue en décembre, faisait partie des quelque 350 personnes exécutées en Iran en 2010. MONDI GHASEMI/REUTERS

liberté, avec ses partis politiques interdits, ses syndicats suspendus, la contestation est sous-jacente mais toujours présente. Alors, ils sont en pleine paranoïa, ils veulent littéralement terroriser la population. Les événements de 2009 ont été un choc dont ils ne se sont pas remis. Ils s'en prennent à tout ce qui échappe au moule officiel et veulent faire taire ceux qui ont une influence sur l'opinion. Ce n'est pas une preuve de force, mais de faiblesse. »

Pour faire taire les dissidents, un nouveau chef d'inculpation a été créé : parler aux étrangers est devenu une activité « contre la sécurité de l'Etat ». Premiers visés, les journalistes dont une trentaine sont en prison, les avocats, mili-

tants des droits de l'homme, responsables politiques.

Sauvagement torturé

Certains sont détenus depuis 2009, comme Mostafa Tadjzadeh (ancien vice-ministre de l'intérieur et porte-parole réformateur) ou le journaliste Issa Saharkhiz. Condamnés en première instance respectivement à six ans et trois ans de prison plus « cinquante ans d'interdiction d'exercer le métier de journaliste », ils attendent encore un jugement définitif.

« Les pressions, dit aussi Karim Lahidji, ne s'arrêtent pas à la sortie de la prison. Les dossiers ne sont jamais fermés. Ceux qui sortent ne sont pas libres pour autant. » Ainsi,

le chef du Mouvement de libération de l'Iran (nationaliste), Ebrahim Yazdi, 80 ans, atteint d'un cancer de la prostate, a été remis en prison il y a six mois. D'autres prisonniers, moins connus, n'ont même pas eu de droit de visite, au point que leurs familles s'étaient mises en grève de la faim à Téhéran.

Les condamnations sont de plus en plus lourdes. Pour la première fois, une avocate, Nasrin Sotoudeh, a été condamnée à onze ans de prison, pour le simple fait d'avoir défendu des prisonniers politiques. Son mari a été arrêté pour avoir informé les médias internationaux du sort de sa femme. Et la journaliste Shiva Nazar Ahari a été condamnée à quatre ans de prison et 74 coups de fouet pour ses activités militantes au sein de la campagne un « million de signatures » pour la cause des femmes.

Quant aux conditions de détention, elles se sont aussi durcies. Président de l'association des étudiants réformateurs Tahkim Vardat, Abdollah Momeni a été condamné à quatre ans de prison en appel, après avoir été sauvagement torturé. Un jour, on lui enfonce même la tête dans les toilettes et il doit avaler les excréments.

Il le raconte dans une lettre émouvante envoyée depuis la prison au guide suprême, Ali Khamenei, en août 2010, dont *Le Monde* a eu copie. Détenue à la section 240 de la prison d'Evin, il décrit sa cellule minuscule dans laquelle on lâche des gaz lacrymogènes, les humiliations, les coups : « On va te traiter de telle façon que lorsque tu entendas mentionner la section 240, plus tard, ton corps se convulsera », lui disent ses tortionnaires. Et lui d'apostropher directement le Guide suprême : « Les confessions arrachées par des méthodes aussi inhumaines sont-elles valides à vos yeux ? » ■

Marie-Claude Decamps

Famous Sunni Cleric Says Kurds Infidels If They Break Away

By RUDAW

ERBIL, Iraqi Kurdistan: Even though Iraq's Kurds form part of the largest stateless ethnic group in the world, the Association of Muslim Scholars in Iraq (AMSI) say they will be classified as "infidels" if they want to break away from Iraq.

"According to verses from the Quran and the Prophet's Hadith ['Teachings'], Kurds will be infidels if they seek secession from Iraq," said Muthanna Harith Dhari, chairman of the AMSI, by telephone from Jordan. In late 2006 the Iraqi government issued a warrant for Dhari's arrest on charges of "inciting terrorism."

As a non-governmental religious institution representing Iraq's Sunni Arabs, the AMSI was established in April 2003, only a few days after the toppling of Saddam Hussein's authoritarian Sunni regime.

Since then, it has reportedly been supporting insurgent groups fighting the United States occupation forces and its allies, particularly Kurds.

But, Dhari's recent statement is perhaps the group's most openly expressed anti-Kurdish rhetoric since the ouster of Hussein's Sunni-backed regime.

Dhari's comments, in an exclusive interview with Rudaw on Saturday, echoed a similar fatwa against Kurds issued by prominent Sunni scholar Abdul-Karim Zidan a few days before, which created wide concern among average Kurds and Kurdish clerics alike.



Muthanna Harith Dhari, chairman of the Association of Muslim Scholars in Iraq (AMSI).

"In the fatwa we relied on [Quranic] verses in which God asks us to be united, as well as those from the Hadith, which encourage us to avoid rifts and division in the Ummah [the larger Muslim world]," said Dhari.

Iraq's neighbors, and Arabs in general, have feared that the oil-rich Iraqi Kurdish semiautonomous region, set up with the help of Western powers in 1991, will eventually break away from Iraq.

But in recent years, as the Kurds have openly stated that they have more interest in remaining part of the country – the fourth richest in terms of oil in the world – Kurdish independence has not been a central issue of concern in Iraq.

In a famous initiative, Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani brought Iraqi Arab parties together and ended a nine-month-long political deadlock after March 2010's inconclu-

sive Iraqi parliamentary elections, which has afforded Kurds more respect among Arab nationalists.

"What the Kurds have achieved is not federalism," said Dhari, adding that the semiautonomous region had exercised more authority than it should have been allowed by the Constitution. "In fact, right now, the Kurds are at the confederation or even independence stage."

However, Kurdish clerics and Kurdish Islamic parties have described the fatwa as "politically motivated."

"These fatwas and statements are unrealistic and have no basis in Shariah law," said Mullah Abdullah Mullah Saied, chairman of the Kurdistan Muslim Scholars' Union.

"Those fatwas and proclamations are not appropriate for the current situation and, as well, they don't have any basis in Shariah," echoed Abdulla Mullah Sa'ad, head of the Kurdistan Islamic Scholars' Committee.

Muhammad Gaznayee, a prominent Iraqi Kurdish cleric, said the reason that people such as Dhari were against Iraq's federalism was because it was something endorsed by the US.

In addition, Bakir Hama-Sdiq, a lawmaker for the Kurdistan Islamic Union, said there was nothing in the Quran preventing any nation from building a country of its own.

"Kurds have never pushed for independence," said Hama-Sdiq. "But even if they wanted it, it's very normal and is by no means against the fundamentals of Islam."

Abdullah, Kurdish leaders hold talks

ERBIL: Visiting UAE Foreign Minister Sheikh Abdullah Bin Zayed Al Nahyan expressed the UAE's sincere desire to boost its relations of co-operation with Kurdistan region in Iraq in areas of mutual interest.

Sheikh Abdullah made his statement during talks with Prime Minister of the Kurdistan Region of Iraq Dr Barham Salih on Friday, which discussed ways to bolster bilateral ties.

Sheikh Abdullah stated that he had discussed with Kurdistan premier the possibility of opening a UAE consulate general in the region. Prospects of joint co-operation in areas of educa-

tion, scientific research, agriculture, promotion of investment opportunities and increase of two-way flights were also discussed during the meeting.

Regarding the situation in Egypt, the UAE foreign minister reiterated, "We are looking forward that Egypt will remain as we always know it to be — a country of tolerance, love, refinement and a melting pot of all religions and faiths.

Also, President of the Kurdistan Region in Iraq, Massoud Barzani also received the UAE Foreign Minister at his palace on Friday.

Iraq starts exporting Kurdish oil - officials

*** Exports seen rising to 50,000 bpd in days**

*** Oil shipments were halted over legality of contracts**

By Shamal Aqrawi/ Reuters

ARBIL, Iraq, - Iraq started exporting crude on Thursday from the Kurdish region's Tawke oil field, a major step toward resolving fierce disputes between the war-torn country's majority Arabs and minority Kurds, officials said.

Shipments from the Tawke oil field operated by Norway's DNO International and Turkey's Genel Enerji began at 10,500 barrels per day and were expected to reach 50,000 bpd in two to three days, officials at Iraq's North Oil Company said.

Exports from the semi-autonomous Kurdish region briefly flowed in 2009, but were halted

when the Iraqi government in Baghdad refused to pay the companies involved. Baghdad views oil contracts signed by the Kurds with foreign firms as illegal.

The impasse over oil is part of a broader dispute over land, power and the distribution of the country's natural wealth that U.S. military officials fear could one day spark a war in Iraq.

"This morning we registered 10,500 bpd of Kurdish exports from the Tawke field," said one North Oil Company official, who asked not to be identified because he was not authorised to speak about the matter.

"This is the first shipment of crude officially registered for the Kurdish authorities," the official said.

A senior North Oil Company, who also asked not to be identified, said exports from Tawke to the Turkish port of Ceyhan were expected to rise to 50,000 barrels per day in the next two to three

days.

Shares of DNO rose 3 percent after the company said it had started test production for exports from Tawke.

Once exports fully resume, shipments from Tawke and a second field, Taq Taq, operated by Chinese company Sinopec and Genel Enerji, should reach 100,000 bpd. For a FACTBOX on companies involved in the region, click on.

Exports from the region were stopped over the dispute between Iraqi Kurdistan and the Arab-led government in Baghdad over the legality of contracts awarded by the Kurds to foreign companies.

Earlier this year, the two sides said they had reached a deal. Under the agreement, first proposed by Baghdad last year, the Iraqi government will pay the companies for their exploration and development costs but not cover their profits.



Iraq to respect Kurd profit-sharing oil deals: PM Nuri al-Maliki

BAGHDAD - February 5, 2011 (AFP) -by Sammy Ketz

IRAQ will respect profit-sharing contracts that its Kurdistan region has signed with foreign oil firms, ending a longstanding dispute between the two sides, Prime Minister Nuri al-Maliki said on Saturday.

He said Baghdad finally agreed because extracting crude in Kurdistan was more difficult and costly than south Iraq, and added that output from the autonomous region would double to 200,000 barrels per day (bpd) by end 2011.

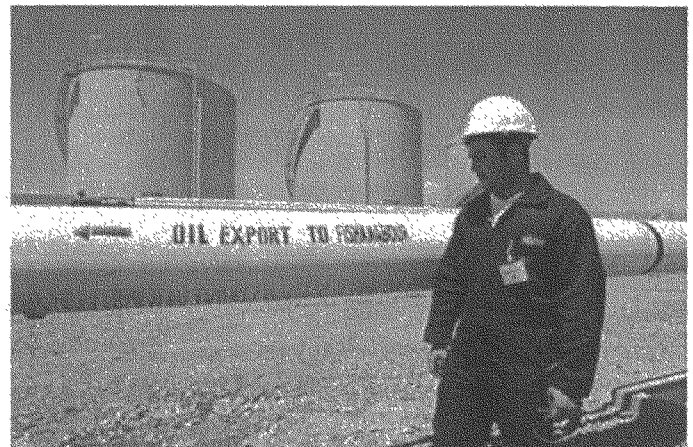
His remarks signal an end to a standoff between Baghdad and Kurdish authorities in their northern capital of Arbil that broke out after the latter stopped exporting oil in October 2009 in a row over payments.

"The oil ministry accepted these contracts because the nature of the extraction in Kurdistan is different from Basra," Maliki told AFP in an interview, referring to Iraq's oil-rich southern province.

"There is a need for bigger efforts there, while in Basra it (oil) is closer to the surface. It's difficult to have service contracts in Kurdistan but it's normal to have them in southern Iraq," he added.

While Kurdistan has signed contracts with international energy companies based on profit-sharing, Baghdad prefers the use of a service fee, whereby firms are paid a fixed sum for each additional barrel of oil they extract.

Kurdistan stopped exporting oil in October 2009 in a dispute with Baghdad



AFP/File - A worker at the Tawke oil refinery near the village of Zacho, in the autonomous Iraqi region of Kurdistan. ...

over payments to foreign energy companies, and the two sides have been locked in a row ever since.

The central government had repeatedly said it was opposed to the Kurds signing their own contracts, a stand which Kurdish officials ignoring by clinching agreements with foreign firms after the US-led invasion of 2003.

The two fields currently being exploited in the northern region are Tawke, run by Norwegian energy firm DNO which has current present production of 60,000 bpd, and Tuk Tuk field, run by Turkey's Genel Enerji with output of 40,000 bpd.

Deals with both firms were signed in 2004.

Baghdad and Iraqi Kurdistan appear in recent months to have agreed to

resume exports, with Baghdad paying the expenses of energy firms working in the region, although the payment of profits has not been publicly addressed.

DNO said on Thursday that it had begun pumping oil to an export pipeline, with exports from the Tawke field due to resume within days.

"The companies continue producing according to the contract signed between them and the KRG (Kurdistan regional government), and will take their share, and what is left will come to the state budget," Maliki said.

"The Kurds will not take anything other than the companies' share."

His remarks were welcomed by Kurdish regional prime minister Barham Saleh.

Iraq has the world's fourth-largest proven reserves of oil, with 143.1 billion barrels of crude, behind Saudi Arabia, Venezuela and Iran.

The country currently produces around 2.5 million bpd and output is expected

to rise to 3 million bpd by the end of the year.

Overall exports, which account for the lion's share of Iraq's government revenue, averaged around 1.95 million bpd in December.

Iraq's 2011 budget, which is still being considered in parliament, factors in targeted exports of 225,000 bpd from Kurdistan.

Production, however, is expected to rise dramatically in the coming years, after the government awarded 11 contracts in 2009 to foreign firms to ramp up output manifold.

Parliament in Baghdad has yet to pass a key hydrocarbons law, however, discussion of which has been repeatedly delayed.

The law, which would regulate the sector and divide responsibility between Baghdad and Iraq's provinces, has been held up for more than three years due to disagreements between MPs from the country's various communities.

THE ECONOMIC TIMES 6 February 2011

Iraq PM's oil deal has long-term impact: experts

BAGHDAD: Nuri al-Maliki's announcement that Iraq will honour Kurdish oil deals with foreign firms will boost its coffers, but experts said Sunday the longer term impact of his remarks may well be more significant.

The Iraqi prime minister's concession came in an interview with AFP on Saturday, signalling an end to a stand-off between the central government and the autonomous Kurdish region after the latter cut off exports of oil in October 2009 in a row over payments to foreign firms.

In the interview, Maliki said Iraq's oil ministry "accepted these contracts because the nature of the extraction in Kurdistan is different from (the southern province of) Basra," referring to two production-sharing contracts signed with Norway's DNO and Turkey's Genel Enerji.

"Maliki's comments are historical because they mark the defeat of the centralist oil policy pursued by his previous oil minister, (current deputy prime minister) Hussein al-Shahristani, since 2006," said Reidar Visser, an Iraq expert who runs the historiae.org website.

"He (Maliki) recognises the

Kurdish contracts and their higher level of profit based on the different natural conditions for oil drilling in Kurdistan compared with the south of Iraq. This establishes a precedent that in theory could apply to new fields in the future."

Maliki told AFP on Saturday that there was "a need for bigger efforts" in Kurdistan, while in oil-rich Basra province, oil "is closer to the surface."

"It's difficult to have service contracts in Kurdistan but it's normal to have them in southern Iraq," he added.

While Kurdistan's contracts are based on profit-sharing, Baghdad prefers the use of a service fee, whereby firms are paid a fixed sum for each additional barrel of oil they extract above current production.

In 2009, the central government awarded 11 contracts to international energy firms based on the service fee model. Kurdish authorities, meanwhile, have signed some 30 contracts with foreign firms in addition to the DNO and Genel Enerji deals, though the latter two are the only ones producing oil presently.

Ruba Husari, the Baghdad-based founder and editor of the IraqOilForum.com web-

site, said Maliki's remarks could set a precedent for future oil deals signed by Iraq, which holds the world's fourth-largest proven crude reserves.

"Even though Maliki was talking about the two contracts covering fields that are in production, he is still creating a precedence by legitimising production-sharing contracts awarded by one region of Iraq," she said.

"If the Iraqi government is admitting that production-sharing contracts are applicable to exploration-and-production contracts in the Kurdistan region because of the higher risk, it will be required to be consistent and use the same contracts for exploration and production in the rest of Iraq."

Husari cautioned, however, that she did not foresee such events taking place, noting that this would be "too controversial" in the rest of Iraq, and added that Kurdistan was a "special case because it is a long established region with its own parliament, laws and cabinet."

The central government in Baghdad has repeatedly said it was opposed to the Kurds signing their own contracts, barring foreign firms that did so from participating in auc-

tions of large oil fields in the rest of Iraq.

But Kurdish officials ignored those threats by clinching agreements with several international companies after the US-led invasion of 2003.

"Major international companies, particularly the British and the Americans, have avoided Kurdistan and turned to Baghdad but now they'll be regretting that they left the doors open ... and will now be playing catch-up," said Ranj Alaaldin, senior Iraq analyst in London at the Next Century Foundation.

He added: "Baghdad's recognition of the production-sharing contracts could also put it under pressure from both current and future investors -- the federal government will have to answer to these firms, who will be expecting better terms if not a complete scrapping of the service agreement."

Iraq currently produces around 2.5 million barrels per day, and output is expected to rise to 3 million barrels per day by the end of the year.

Overall exports, which account for the lion's share of Iraq's government revenue, averaged around 1.95 million bpd in December 2010.

Production, however, is expected to rise dramatically in the coming years when the contracts awarded in 2009 come online.

God Help Gorrán



By REBWAR KARIM
WALI

Gorrán's recent statement might have shocked many people, but for me it was not surprising. I expected Gorrán to do something like this sooner or later. Gorrán has been on the decline in recent months. The reason for this decline lies in some of the movement's recent mistakes in Kurdish and Iraqi politics. I had previously said Gorrán was facing marginalization, and it would react radically. Gorrán's withdrawal from the Iraqi parliament's Kurdistan coalition and its failure in the union elections resulted from mistakes made by its strategists, who viewed Gorrán as being much more popular than it actually was.

Instead of demanding the dissolving of the Kurdistan parliament and government, Gorrán could have called for immediate parliamentary elections and for more reform. Gorrán believes it has not done anything for this country yet, so it thinks it has to take power immediately! It actually has changed a lot of things. If Gorrán's understanding of the term "change" is "coup d'état," then it should know that now is not the time for a coup d'état, nor is Kurdistan under such tyranny that people would take to the streets, nor are the military and governmental institutions all gathered in one place, nor have the people forgotten their national (Kurdish) problems, particularly the problem of the disputed Kurdistan areas which have been taken away from them. Unfortunately, Gorrán has forgotten about the disputed regions, as it only concerns itself with other areas. Gorrán has ignored the fact that Kurdistan's problem is one of land and nation, not one of services.

The Gorrán movement is dealing up its remaining "pressure cards" one after the other. The movement's latest

statement was a very heavy gamble; it was a gamble either for Gorrán's future as an active opposition, or as a marginalized movement. Gorrán's statement comes one and half years after the parliamentary election, whose results Gorrán accepted, and which international observers described as a successful election. Now, because uprisings are happening in two African countries – countries which have a 100 percent different political and social system to Kurdistan's – it does not mean the circumstances are suitable for an uprising in Kurdistan. Kurdistan is not Egypt, nor is it Tunisia or Afghanistan. Kurdistan is not an independent entity; calling for an uprising would not result in anything apart from sabotage and chaos, and we in Kurdistan are still waiting for an easing of the tensions resulting from the formation of the Iraqi government.

Gorrán could mobilize a part of Sulaimani, but it would not be able to mobilize other parts of Iraqi Kurdistan. Attempting something like this would reduce the movement's significance in Kurdistan's political arena. This is because, if Gorrán cannot mobilize the people, then its call for the dissolution of the government will remain insignificant and unanswered.

The claim that the statement was directed at the government, not at the people for the purpose of making them rise up, is not correct, because the content of the statement suggests otherwise. As for the smaller opposition parties, it is obvious they would never align with Gorrán in a call for the end of the government and parliament. They do not even accept Gorrán as the leading opposition party. The smaller parties know very well they can gain more with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), as they have more chance with the ruling parties.

The reactions from Kurdistan's presidency, the PUK and the KDP to Gorrán's statement were very harsh. Their statements in reaction to Gorrán were so harsh that they did not even admit that Gorrán was a legally registered political party in Kurdistan, calling the movement "the so-called

Gorrán movement." Even though Gorrán was not trying to provoke the Kurdistan president in its statement, it should have reconciled with the Kurdistan presidency before it issued such a statement. Moreover, the statement should have avoided using the language of ultimatum; it should have focused on pointing out the problems, not on addressing all those issues that are not significant to the people. Some of the issues raised have been interpreted as distorting the statement's legitimacy, and some have been interpreted as being simply slogans. Now the main issue in Kurdistan is lack of electricity, but, in its statement, Gorrán talks about fraud in the parliamentary elections which took place 18 months ago, even though Gorrán itself has, for all intents and purposes, accepted the results! So, not many people will buy Gorrán's statement and its arguments. The statement has also hurt Gorrán's civil struggle and destroyed the common ground the political parties had reached in calming the situation in Kurdistan, after the passing of the Demonstration Law, the suspension of a bill proposed by the ruling parties to create an independent election monitoring commission, and the suspension of a referendum over Kurdistan's draft constitution. Keeping Kurdistan's situation calm is in the interest of Kurdish unity. The Kurdistan presidency, the PUK and the KDP should not stop working to keep Kurdistan calm.

Day after day, Gorrán is promoting its own political marginalization with reactionary political acts. This will drive the movement away from the people, instead of making it an active opposition. Gorrán is still in a situation where its competitors can easily make it look like a traitor. Gorrán should have focused on the upcoming provincial elections, and have taken the time to prepare itself for these elections. It should not have tried to carry out a coup d'état overnight. Now I would like to ask Gorrán's strategists: If this call of yours for the people to take to the streets to demand the dissolution of the government and parliament failed to be answered by the people, now what?

Fading symbol of Iraq unity

BAGHDAD

As U.S. presence ebbs, Allawi's effort to build diverse government fails

BY ANTHONY SHADID

"We came in naïve about what the problems were in Iraq," Gen. Raymond Odierno, the American military commander in Iraq, told me last August, a few days before he was to end his third tour. "I don't think we understood what I call the societal devastation that oc-

Baghdad's last patriot

From The New York Times Magazine

curred, we didn't realize how damaged Iraq had been from 1980, in the Iran-Iraq war." The list went on: Iraq's 1990 invasion of Kuwait, the 1991 Gulf War, international sanctions that crippled Iraq's middle class. "And then," General Odierno added, "we attacked to overthrow the government."

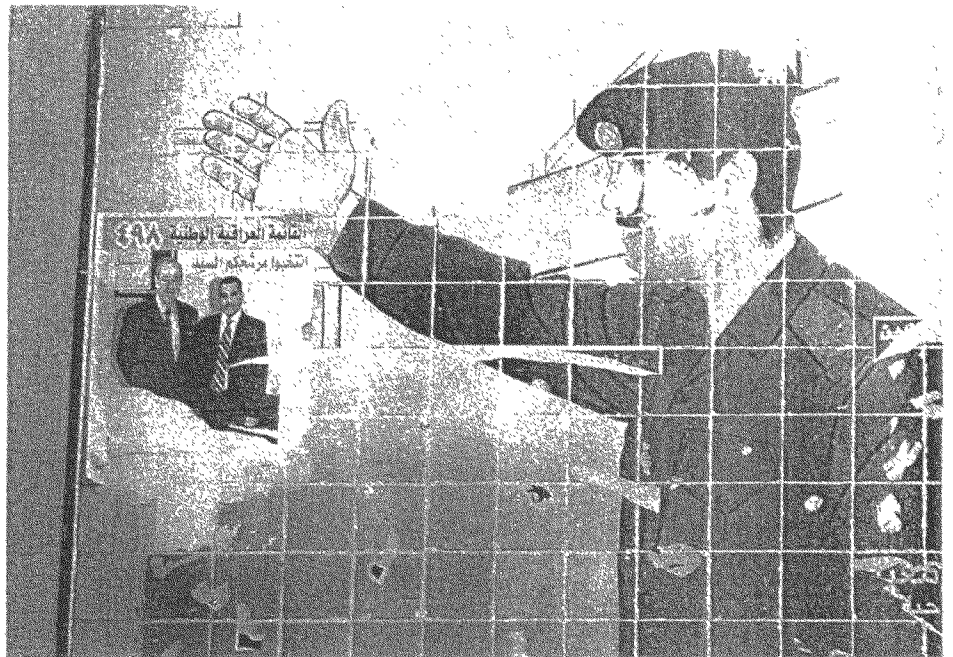
The same naïveté affected American efforts to mold Iraqi politics, with its ethnic and sectarian divisions. "We just didn't understand it," General Odierno said.

I asked him if the United States had made those divisions better or worse. "I don't know," he said. "There's all these issues that we didn't understand and that we had to work our way through. And did maybe that cause it to get worse? Maybe."

As the United States completes its drawdown of military forces in Iraq, the country is solidifying its own sectarian divisions — the culmination of a process that began with the invasion in 2003. Not that these divisions are new in Iraq. They simmered even as the country was created after World War I and assumed stark form under Saddam Hussein.

He ruled by empowering members of his own Sunni tribe; he waged a genocidal war against Iraq's Kurds and crushed an uprising among the Shiite majority. But after deposing Hussein and the Baath Party, the U.S.-led Coalition Provisional Authority constructed something unprecedented: a political system that ignored class, nationalist and other dynamics in favor of a simple calculus of Sunni, Shiite and Kurd.

Whether that system will become permanent was tested last year. The national parliamentary elections in 2010 were supposed to give Iraqis a solid basis on which to retake control of their country. The leading parliamentary lists were headed by two familiar names: Ayad Allawi and Nuri Kamal al-Maliki.



In Tikrit, Iraq, Saddam Hussein's hometown, a poster depicting Ayad Allawi's party. U.S. officials essentially handed Mr. Allawi the position of interim prime minister in 2004.

Mr. Allawi was a secular Shiite from an elite family, born in 1945, who was active in Hussein's Baath Party until he fell out with the leader and went abroad in 1971. Based in London, Mr. Allawi devoted himself to shadowy exile politics.

Mr. Maliki was a very different person: a Shiite believer from relatively humble origins, five years younger than Mr. Allawi, whose political career depended on advancing Shiite interests.

He fled Iraq in the late 1970s after being sentenced to death. In exile, he toiled with the Shiite Dawa Party, an Islamist group that he joined as a college student in 1970 and that Hussein outlawed.

Mr. Maliki was chosen as prime minister in 2006 on the assumption that he would be a weak and malleable leader, but he proved to be both an able schemer and ruthless when he needed to be. After four years in office, he was by far Iraq's most powerful politician. In the 2010 elections, Mr. Maliki led, in essence, the Shiite list, aimed at advancing the interests of the Shiite majority, while Mr. Allawi led a more diverse set of parties and politicians with a broad commitment to a secular Iraq.

Mr. Allawi won, barely. But then this fragile victory began, slowly and over a period of months, to fall apart. As America withdraws, Iraqis are left to wonder why their tentative democracy has come down to this, and whether some better future might still be possible.

When the results of the March vote were finally tallied, Mr. Allawi's list won 91 seats, the most in Parliament. Mr. Maliki came in second, with 89 seats.

Frustrated and angry, Mr. Maliki demanded a recount. But on June 1, Iraq's highest court ratified the results of the election. All the wrangling failed to change a single seat. Two weeks later, Parliament convened for the first time, in an 18-minute session that would mark the Legislature's last meeting for five months.

Iraq's politicians settled into a long summer of bullying and bargaining, all aimed at creating a coalition government with the minimum of 163 members needed to gain a majority in Parliament and name the next prime minister.

The negotiations represented the pivot not only on which Iraq's future would turn. In rhetoric at least, and to his supporters who disproportionately came from Iraq's Sunni Arab and secular segments, Mr. Allawi was the answer to all the tumult the Americans unleashed. He captured the nostalgia for a time when asking whether someone was Sunni or Shiite was ill-mannered, even insolent.

Mr. Allawi's promise was that he would swing the pendulum back to this bygone Iraq. "I was raised in a different way," he told me in one of our first conversations. Mr. Allawi and the diaspora inhabiting Syria, Jordan and the West represent a sense of entitlement and protest over lost privilege.

Mr. Allawi has an opportunistic side, but it is hard to question his desire for that older, imagined Iraq where, as he put it, "an Iraqi can be a Christian, can be a Muslim, can be a Sunni, can be a Kurd, can be a Turkoman, but this guy still remains an Iraqi."

The great problem with this vision was that it seemed always to be tugged back to the one-party Baathism that brought Hussein to power. Mr. Allawi joined the Baath Party in the 1960s, while still in high school. Colleagues say the party was suited to him for two reasons. One was his toughness. The other quality was his social prominence, coming as he did from a well-connected Baghdad family, which proved useful in springing him from jail in the years of plotting before the Baath Party returned to power in 1968.

Mr. Allawi says he had a falling out with Hussein and other Baathist leaders in 1970. He made his way to London, where he studied medicine and, in time, was reportedly contacted by British intelligence, which later introduced him to the C.I.A. Some of his critics contend he was still working with the party abroad in those years, as an intelligence operative. But by 1975, he had clearly cut his ties. Three years later, he managed to survive an attempt on his life in London, for which he blamed Hussein.

Mr. Allawi re-emerged after the 1991 Gulf War, when he led the Iraqi National Accord, which catered to former Baathists and soon forged ties to the C.I.A. After the U.S.-led invasion in 2003, he was named by the American proconsul, L. Paul Bremer III, to the Iraqi Governing Council. The following year, American officials essentially handed Mr. Allawi the position of interim prime minister.

The image that has lingered — call it neo-Baathist — is at the heart of Mr. Allawi's quandary. People hate Mr. Allawi because he seems like, as one resident in the neighborhood of Karada put it to me, "a second Saddam Hussein."

Then again, people like Mr. Allawi for the same reason: because he amounts to, as another resident in the same neighborhood put it to me, "Saddam without a mustache." Unfortunately or fortunately, Mr. Allawi has it both ways.

The most stinging words I heard about Mr. Allawi as the summer's negotiations dragged on were from Ryan Crocker, the former U.S. ambassador to Iraq. "Frustrating often," Mr. Crocker called him, "sometimes almost tragic in the sense of the fatal flaw. He's got good ideas, good instincts, but he has never really made the transition from exiled figure to indigenous politician. It's sad, because Allawi, as much as any and more than most, I think, taps that discontent in the Iraqi population over the current trend in things. I'm just afraid he's backing away from it."

All of this was true, of course, but the more I spoke with Mr. Allawi, the more I



Mr. Allawi's quandary is that he is seen as a neo-Baathist, a "second Saddam Hussein."

wondered whether the forces arrayed against him were simply too great, even if he managed to overcome his ample flaws. I wondered whether the remark by the U.S. ally-turned-critic Ahmad Chalabi — that "sectarian politics gets votes in Iraq" — held more truth for the country that emerged after the American invasion than Mr. Allawi's nostalgia.

It certainly was true in Sadr City. No one in this vast Shiite slum seemed to rule out the prospect of the Baath Party returning. In store after store, there was a sense that Mr. Allawi was not one of them. Mr. Allawi, though Shiite, was the head of a Sunni bloc, and the Shiite majority would not permit a bloc representing the Sunni minority to name the prime minister.

"This is the fundamental issue," said Qassem Daoud, a minister in Mr. Allawi's government who ran unsuccessfully on a rival list. "No one in the Shiite community would accept it."

By the end of the summer, it had become clear where the United States stood. In essence, they accepted the argument of Mr. Maliki and other religious Shiite leaders: that Mr. Allawi represented the Sunni bloc.

Before Mr. Maliki's victory ended eight months of political dysfunction, Mr. Crocker offered a typically insightful prediction.

"There will be a little for everybody, probably," he said. "It's going to be fairly inclusive among the elite. But the promises that are made, the deals that are dealt, are really not going to involve any promises or commitments to make life better for people in Iraq. That's just not what the transaction is in Iraqi politics."

Effectiveness, in other words, was sacrificed for consensus. The only problem is, it could easily be argued that this was the first truly sectarian government, making permanent those inchoate forces that General Odierno mentioned.

Mr. Allawi represented a step back from a system that, simply put, has little concept of equal rights and no notion of a broader nation. The election in March offered the best, and maybe the last,

Mr. Allawi's Iraqi "can be a Christian, can be a Muslim, can be a Sunni, can be a Kurd, can be a Turkoman, but this guy still remains an Iraqi."

chance to provide an alternative construct to the ethno-sectarian model. The opportunity was missed because of assumptions deemed truths, ensuring that a prewar cliché of 2003 became reality in 2010.

In my first interview with Mr. Allawi, back in May, he offered a suggestion, with a laugh. "This is my advice to you — go and ask President Bush how Iraq is going to get out of this mess. Bush, Bush, your Bush, Bush Jr., you ask him. He'll probably have the right answer. I think so. He introduced the de-Baathification, he introduced the dismantling of the army, he introduced the sectarian quotas in the Governing Council. He should know what he did — the process, how this process is going to move forward."

By the last interview, in November, it was clear Iraq had still not gotten out of the mess. "Look, I carry two burdens," he said. "I was a member of the Baath Party, I was a medical student when the change took place in Iraq and the Baath Party came to power. After a year, a year and a half, I felt guilty because I participated in the change."

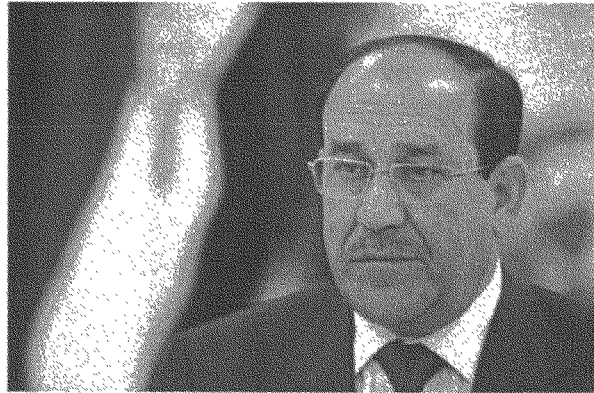
"The second time," he went on, "when we were in the opposition, we dreamed of changing the regime, going to the ballot boxes for the Iraqi people to choose their leaders and enjoying the rule of law, a real, proper rule of law, equality among Iraqis. Exactly the opposite was done."

The opposition, he said, along with what he called "a blurred vision of the United States, has created, has exaggerated the creation of Sunni, Shiite and Kurd."

I asked which was better — the Iraq of Saddam Hussein or the Iraq of today. He shook his head with the disdain of an expatriate. "The only difference is that we have this democracy." He uttered the word with contempt.

Irak: la reconnaissance des contrats pétroliers kurdes crée un "précédent"

BAGDAD - (AFP) - La reconnaissance par Bagdad des contrats pétroliers basés sur le partage des bénéfices conclus par la région autonome du Kurdistan crée un précédent et pourrait aiguïser l'appétit des compagnies étrangères opérant dans le reste du pays, estiment des experts du secteur.



Dans un entretien à l'AFP, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a déclaré samedi que Bagdad avait finalement accepté d'avaliser ces contrats, après des mois de dispute avec le gouvernement kurde, compte tenu des spécificités techniques de l'extraction du brut au Kurdistan.

La région autonome, qui avait cessé d'exporter son pétrole en octobre 2009 en raison d'un différend avec Bagdad sur le paiement des compagnies étrangères exploitant les gisements, a recommencé mercredi à pomper le pétrole destiné à l'exportation.

"Les propos de Maliki sont historiques car ils désavouent la politique pétrolière centralisatrice menée depuis 2006 par son précédent ministre du Pétrole (et actuel vice-Premier ministre) Hussein Chahristani",

déclare Reidar Visser, spécialiste de l'Irak pour le site historiae.org.

"Il reconnaît les contrats kurdes et leur caractère plus lucratif, et ce en raison des conditions naturelles de forage qui ne sont pas les mêmes au Kurdistan et dans le Sud de l'Irak. Cela crée un précédent qui, en théorie, pourrait s'appliquer à l'avenir à de nouveaux champs", ajoute-t-il.

Samedi, M. Maliki a expliqué que l'extraction du pétrole nécessitait "davantage d'efforts" au Kurdistan que dans le sud du pays, où "il est plus proche de la surface".

Bagdad a longtemps exigé des contrats de service rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait. Le ministère du Pétrole a attribué 11 contrats de ce genre à des consortiums étrangers en 2009.

Pour Rouba Housari, responsable du site IraqOilForum.com, il ne fait aucun doute que les propos de M. Maliki créeront un précédent.

"Si le gouvernement reconnaît que les contrats de partage des bénéfices peuvent être appliqués à des contrats d'exploration et de production au Kurdistan, on pourrait lui demander d'être cohérent et d'utiliser les mêmes contrats pour l'exploration et la production dans le reste de l'Irak", ajoute-t-elle dit.

Elle ne s'attend cependant pas à une généralisation de ce type de contrats, jugeant que cela serait "trop controversé", et rappelant la singularité institutionnelle du Kurdistan, qui dispose de son propre Parlement et de ses propres lois.

Bagdad a maintes fois contesté aux autorités

kurdes le droit de signer leurs contrats pétroliers, allant jusqu'à interdire aux compagnies concernées de participer aux appels d'offres pour le reste du pays. Cela n'a pas empêché le Kurdistan de ratifier des accords avec de nombreuses compagnies étrangères.

"Les majors, notamment britanniques et américaines, ont refusé d'aller au Kurdistan et ont privilégié Bagdad, mais ils vont regretter d'avoir laissé la place aux autres", note Ranj Alaaldin, expert de l'Irak à la Next Century Foundation, basée à Londres.

"En reconnaissant des contrats de partage des bénéfices, Bagdad va subir la pression des investisseurs, actuels ou à venir, car le gouvernement fédéral devra répondre à ces compagnies qui espéreront de meilleures conditions, voire une remise en cause complète des contrats", a-t-il ajouté.

L'Irak devrait porter à la fin de l'année sa production à 3 millions de barils par jour (mbj), contre environ 2,5 mbj actuellement. En décembre 2010, les exportations irakiennes, qui représentent la quasi-totalité des recettes de l'Etat, étaient de 1,95 mbj.



Dix morts dans des attentats dans le nord de l'Irak, dont huit à Kirkouk

KIRKOUK (Irak) - 9 février 2011 (AFP)

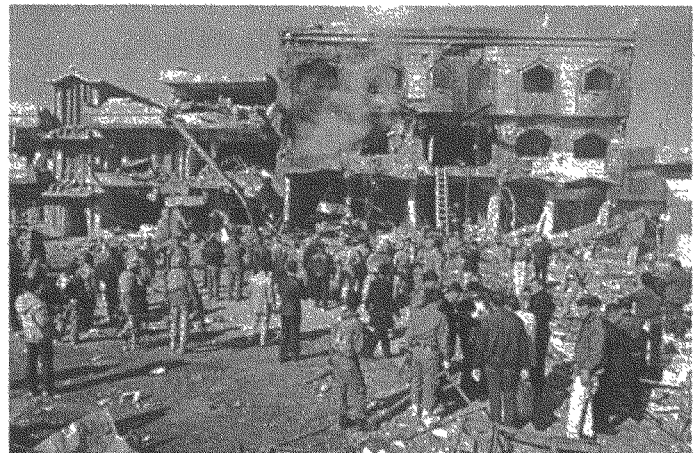
DIX PERSONNES ont été tuées et 85 ont été blessées mercredi dans des attentats dans le nord de l'Irak, ont indiqué la police et l'armée.

A Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, au moins huit personnes ont été tuées, dont une femme et un enfant, et 83 autres blessées mercredi matin dans un triple attentat à la voiture piégée a-t-on appris de source policière.

"Il y a eu huit morts, dont une femme, un enfant et deux policiers, et 83 blessés, dont quatre policiers et trois membres des services de sécurité kurdes ainsi que des femmes et des enfants", a indiqué à l'AFP le commandant de police de Salam Zangari.

La première voiture a explosé près d'un bureau des services de sécurité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) vers 10H25 (07H25 GMT) dans un quartier situé dans l'ouest de cette riche cité pétrolière.

Une minute plus tard, un second véhicule a explosé près d'un bureau du Front turcoman, distant d'un kilomètre du premier attentat, et presque aussitôt un troisième véhicule a explosé près d'un magasin dans le même quartier, selon ce responsable.



Kirkouk est une province multi-ethnique que se disputent les Kurdes, les Arabes et les Turcomans.

Par ailleurs, à Tal Afar, à 380 km au nord-ouest de Bagdad, deux soldats ont été tués et deux autres ont été blessés par un engin qui a explosé au passage de leur patrouille, a indiqué un officier de l'armée. Cette ville compte 380.000 habitants en majorité turcomans.



8 février 2011

L'armée turque identifie les corps d'un charnier comme ceux de rebelles

AFP

Après enquête, il a été établi que les corps de 13 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) appartenant à un groupe de 15 rebelles tués lors de combats.

L'armée turque a identifié mardi une quinzaine de corps découverts dans une fosse commune de l'est du pays à l'occasion d'une enquête sur le sort de Kurdes portés disparus comme étant ceux de rebelles kurdes tués lors de combats en 1999, a rapporté l'agence de presse Anatolie. Saisi par des familles de disparus, le procureur de Mutki, une ville de la province de Bitlis, peuplée en majorité de Kurdes, a ordonné début janvier le lancement de recherches dans un terrain vague servant de décharge publique à la sortie du bourg, aboutissant à la découverte de 16 corps.

Après enquête, il a été établi que les corps de 13 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) appartenant à un groupe de 15 rebelles tués lors de combats les 8 et 9 septembre 1999 ont été



enterrés par la mairie dans la zone en question après autopsie et enquête d'un procureur, a affirmé l'état-major de la gendarmerie dans un communiqué.

Deux autres rebelles tués une semaine plus tard ont également été enterrés au même endroit, selon la même procédure, ajoutent les militaires.

"Les photographies, les rapports d'autopsie et les permis d'inhumation des rebelles sont dans les dossiers

de l'instruction, les procès-verbaux et les documents de l'inhumation se trouvent à la mairie de Mutki", affirme le document.

L'est et le sud-est de la Turquie, peuplés en majorité de Kurdes, ont été le théâtre de violents affrontements entre les forces armées turques et le PKK, depuis le début de l'insurrection du PKK en 1984, faisant environ 45.000 morts.

In Kirkuk, Iraq, a test of U.S. peacekeepers' lasting impact



American forces are about to find out whether their final mission of the eight-year conflict in Iraq -- to quell violence along the disputed, northern Kurd-Arab border -- produced a lasting foothold for peace or will lead to resumed violence when they leave.

By Aaron C. Davis
Washington Post Foreign Service

IN KIRKUK, IRAQ - Mohammad, Muhammad and Adnon - a Kurd, an Arab and a Turkmen - wear different uniforms but ride together patrolling a swath of desert surrounding this ancient, war-torn city.

As their blue, green and sand-colored camouflages suggest, they answer to different authorities, and they disagree over who should run this oil-rich land. But a growing fear unites them: fear of the fast-approaching day when the front men for their patrol - a platoon of U.S. troops - will pack up and leave.

"People will kill each other again. No Iraqi force can control it," said Mohammad Ahmad, 25, a Kurd who has gone out with a Fort Hood-based platoon on joint patrols over the past year.

American forces are about to find out if their final mission of the eight-year conflict in Iraq - to quell violence along the disputed Kurd-Arab border in the country's north - has produced a lasting foothold for peace or will dissolve in the shifting sands of a city older than Iraq itself.

Military commanders plan to soon begin "test cases" of withdrawing U.S. soldiers from checkpoints around Kirkuk. Like troops elsewhere along the "trigger line," which separates land controlled by the national government in Baghdad

and the semiautonomous Kurdish region, they were deployed here a year ago, largely as a peacekeeping force.

Around Kirkuk, U.S. troops sought to calm tensions between the Iraqi army and the pesh murga - fighters who take their orders from the government in Kurdistan - as well as to hold at bay Islamic extremists seeking to use attacks against both sides to incite a broader conflict.

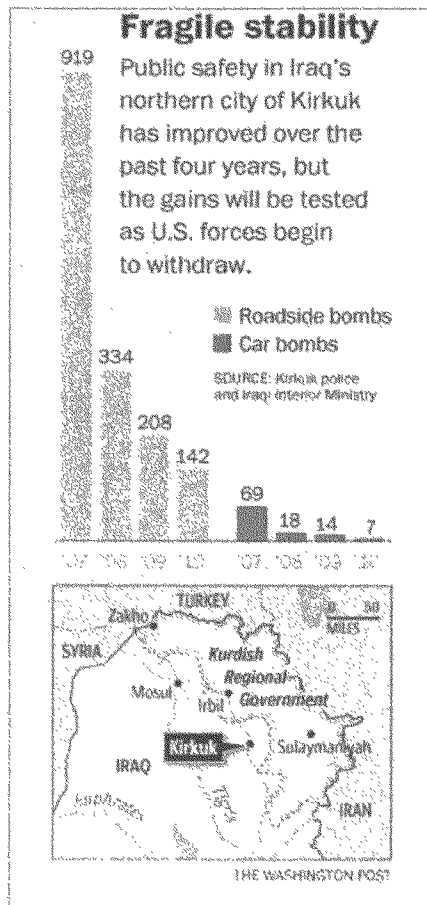
The effort has led to a precipitous drop in bombings and other attacks in Kirkuk, a melting pot that includes the purported tomb of the biblical prophet Daniel.

But even though U.S. and Iraqi officials exude confidence, it's anyone's guess whether such fragile gains will hold here after American forces leave in the coming months.

A phased withdrawal

The tests will mark the beginning of a roughly nine-month phased withdrawal of American troops that is likely to finish before the Kurds and the Arabs reach permanent - or perhaps even temporary - agreement on how to resolve generations-old land conflicts at the root of many of the violent clashes here.

The former American commander in Iraq who orchestrated the peacekeeping effort, Gen. Ray Odierno, called the Kurd-Arab conflict the top threat to Iraq's stability last year and said a continued international force would probably be critical to the



country's security after U.S. troops leave.

But U.S. and Iraqi officials in Baghdad now say that, with the exception of a handful of high-profile attacks, the year of relative calm on the border - stretching from Syria in the west to Iran in the east - along with what they see as the stabilizing effect of the new national unity government, has lessened the threat.

Top U.S. military officials in Iraq, the senior U.N. representative in the country and the outgoing commander of NATO forces here all said in interviews that there is no expectation that an international force will remain.

Ad Melkert, the U.N. secretary general's special representative for Iraq, said he is hopeful that power-sharing in the region can work. Kirkuk's many highly educated Kurdish and Arab leaders seem to realize that they have more to lose through violence than through a political solution to share the city's untapped oil reserves, he said.

Yet Melkert acknowledged that he is uncertain how much can be accomplished before U.S. forces leave.

"It is quite difficult to guess, to assess, what's really going on and what the prospects are for the near future," he said.

Claiming control

Melkert is working to restart high-level negotiations between Kirkuk's surging Kurdish population, which has returned to claim land lost under Saddam Hussein, and its Arabs and Turkmen, who have controlled the city in the decades since the Kurdish population waned. Just getting all sides to the table would be a measurable success, he said.

Progress before U.S. troops leave will be critical. Kirkuk is supposed to participate this year in a repeatedly delayed national census that could determine which ethnicity constitutes a majority in the city.

Under Iraq's constitution, Kirkuk also is required to hold a referendum on whether its residents want to move under Kurdish control. But Kurds and Arabs disagree on who should be counted as residents for either the census or the referendum, and dispensing with tens of thou-

sands of competing land claims that could determine residency could take years.

Melkert and U.S. diplomats are pushing for at least a temporary agreement among Kirkuk's Kurds, Arabs, Turkmen and Christians that could set the stage for new regional elections and defuse tensions before a census.

Yet for that tangle of diplomatic and legal efforts to run its course in relative peace, the shared security structure that U.S. troops helped build to protect the million or more inhabitants along the border will have to remain intact.

'They want success'

The U.S. peacekeeping effort around Kirkuk has taken the shape of an egg. Pesh merga fighters have been kept far outside the shell to the north, and Iraqi army brigades, which are mostly Arab in this part of the country, to the south.

In a protective inner ring, soldiers from both those forces as well as local Turkmen police have paired with U.S. platoons for patrols.

American and Iraqi soldiers also staff joint checkpoints on all roads leading into town. Within the city limits, only Kirkuk police - a someti-

mes volatile mix of Kurds, Arabs and Turkmen - are allowed to operate.

U.S. troops will first leave the checkpoints up to the Iraqi army and then end the roaming joint patrols, U.S. military officials in Kirkuk said.

"They have to want it, and right now they want it - they want success," said Col. Eric Welsh, the top U.S. military official in Kirkuk. He said he is confident that the patchwork of Iraqi forces can maintain the current level of security in the city.

But the Kurdish, Turkmen and Arab soldiers who help in the patrols aren't so sure.

And among the public, there is even greater concern. A recent uptick in kidnappings, which have plagued the city for much of the past eight years, and other violent crimes has fed a perception - especially among Arabs and Turkmen - that security is backsliding, that the police can't be trusted and that deep-seated ethnic conflicts could come roaring back.

Maj. Gen. Turhan Abdul-Rahman Youssef, a Turkmen who is second in command of Kirkuk's police, said he understands and shares the fears.

"I am very worried," he said, "that when America leaves, it will be an exploded time bomb."

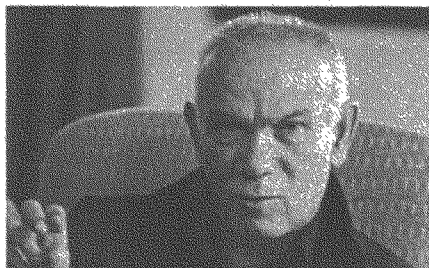
Parties Try To Soothe Gorran's Revolutionary Rage

By RUDAW

ERBIL, Iraqi Kurdistan: Despite Gorran's revolutionary demands for the dissolution of the Kurdish government and parliament, one of Iraqi Kurdistan's ruling parties has said there is still room for talks between the ruling parties and the recalcitrant opposition party.

"Our relationship with Gorran depends on the actions they might take after their [recent] statement," said Adnan Mufti, member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Political Bureau and former speaker of the Kurdistan parliament, in an interview with Rudaw last week.

The PUK, led by Iraqi President Jalal Talabani, is one of the two ruling



Nawshirwan Mustafa, leader of the Iraqi Kurdish opposition party Gorran, which has demanded the Kurdish government to stand down.— Photo/AP.

parties of the semiautonomous region of Kurdistan in northern Iraq.

But Gorran, formed two years ago by former PUK deputy leader

Nawshirwan Mustafa, has said it believes in its recent demands and is working for their implementation.

"We don't regret any of the points in our statement; our views are still the same," said Gorran spokesman Mohammed Tofiq Rahim.

Many, however, believe the only solution for the currently intensifying dispute is to hold a meeting for Iraqi President Jalal Talabani, Kurdistan President Massoud Barzani and Gorran's leader, Mustafa,

"We are open to having talks with Gorran to solve these problems, if they don't insist on their agenda, they are willing to talk and they are prepared to preserve this government, which they themselves have had a part in building," said Mufti.

He said he considered Gorran's demands for the dissolution of both the Kurdish parliament and government "unrealistic," and the party should review its demands.

"If they want to go in another direction with the talks, then we will support them in implementing a mutually suitable program," said the PUK member.

In addition, several other political parties and civil society organizations have indicated they are preparing the ground for trilateral talks involving the KDP, PUK and Gorran.

Earlier last week, Gorran issued a statement announcing seven points "for the solution of the Kurdistan region's problems," and demanding that the Kurdish cabinet and parliament be dissolved and that new elections be held in three months' time.

In an interview on KNN, Gorran's official television station, Mustafa

said on Sunday that their radical demands were "the best way to resolve the existing crisis" in the Iraqi Kurdistan region.

"We believe there is now a deep and multi-dimensional crisis existing in the Kurdistan region," said Mustafa on the program. "It has a political dimension, as well as economic, social and educational dimensions."

The two Kurdish ruling parties and their affiliated organizations immediately reacted with a flurry of angry statements.

"Reforms cannot be made by a murderer," read a recent front-page headline of Hawler, a daily newspaper affiliated with the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by President Massoud Barzani, in reference to Mustafa, who was allegedly involved in atrocities committed during past Iraqi Kurdish civil wars.

The impact of Gorran's call for the

government to step down has been weakened by a lack of support from the other opposition parties.

The two opposition Islamic parties supported the ruling parties in saying there was no need for the Kurdish government to step down, but simply to reform.

"We will try to arrange a meeting for the three parties and we are open to...other parties being included as well," said Kurdistan Islamic Union spokesman Salahaddin Ba-Bakir.

Abdul-Star Majed, a Political Bureau member of the Kurdistan Islamic Group (locally known as Komal), told Rudaw that his party had always wanted to help normalize relations between Gorran and the ruling parties.

However, a PUK senior official said the reason tensions had eased was because of "outside pressure," without specifically pointing to any party.

StarTribune

February 9, 2011

Long-running court case continues against Turkish woman accused in bombing

By SUZAN FRASER,
Associated Press

ANKARA, Turkey - A Turkish woman was acquitted for a third time on Wednesday of being involved in a 1998 explosion that killed seven people and wounded more than 120 in Istanbul's 17th-century spice bazaar.

But the long-running legal case against sociologist Pinar Selek is not over yet. A higher court could still reverse that verdict.

Selek, now 40, has been accused of aiding and abetting Kurdish rebels who allegedly planted a bomb that caused the explosion. She was tried alongside a man who later claimed he was tortured by police and forced to testify against Selek.

Selek was acquitted of the charges in 2006 and 2007, but an appeals court overturned both verdicts and ordered new trials.

On Wednesday, a lower court again found Selek not guilty, but a



higher court must decide whether to uphold that ruling.

"Let's hope this verdict will be upheld and the case will finally end," the Anatolia news agency quoted Selek's father and lawyer, Alp Selek, as saying.

Selek, who could be imprisoned for life if she is convicted, has maintained her innocence throughout her 13-year ordeal.

During that time, she spent two years in police custody and claimed she was tortured. But she has since

been allowed to leave Turkey and now lives in Germany.

She was not in court for Wednesday's verdict.

Turkey's judicial system has been criticized for repeatedly trying people for the same crime, and Selek's case is being watched internationally because it comes at a time when Turkey hopes to become a member of the European Union. To do that, it would have to comply with the EU's judicial regulations.

Emma Sinclair-Webb, a Turkey researcher at the New York-based Human Rights Watch, said Wednesday she believes Selek's case shows that Turkey's judicial system is flawed.

"The trial of Pinar Selek is a perversion of the criminal justice system and abuse of due process," Sinclair-Webb said in a statement.

The case also has been complicated by contradictory reports regarding the cause of the deadly explosion in Istanbul in 1998. Authorities disagree whether the blast at the historic spice bazaar was caused by a bomb or a gas leak.

On Wednesday, Selek's father said he cried tears of joy when he heard the latest verdict.

"A 13-year-old legal battle is not easy. How many times have we come and gone to this courthouse?" he said.



Discovery of Kurdish Mass Graves Leads Turkey to Face Past

Dorian Jones | Istanbul

Excavations are continuing at two mass graves which have been discovered in the southeast of Turkey, a predominantly Kurdish southeast Turkey. The bodies are believed to be victims of Turkey's war against the Kurdish rebel group the PKK, which for decades has been fighting for greater Kurdish rights. At the height of the conflict in the 1990's, thousands of people disappeared. Their families have met a wall of silence in their struggle to find out what happened to loved ones.

Where they were found

It's grisly work excavating the earth at the two mass graves near the town of Bitlis in Turkey's predominantly Kurdish southeast. Both sites are close to a rubbish dump which was used by the local police station. So far 20 bodies have been found. The victims are believed to belong to what the Kurds simply call "the disappeared".

Ayfer's father is one of them. She's now 25 but was only 10 when she says her father was dragged from their home by soldiers in the middle of the night. Ayfer has devoted her life to finding him.

"My father does not have a grave. He's all alone. When we find him, we'll be able to dig a grave for him in a cemetery and he'll have a place in the world," she says. "It was so hard growing up not knowing where he is."

Ayer is one of thousands trying to find the remains of loved ones. Her father was a victim of the Turkish state's dirty war against the Kurdish rebel group the PKK, which has been fighting for Kurdish rights since 1984.

Rights allegations

Emma Sinclair Webb of the U.S.-based Human Rights Watch says the disappearances were part of a state policy to terrorize the local civilian population.

"In the early 90's there was a policy of rounding of hundreds and thousands of civilians, and giving no proper trial or judicial process, but rather taking them in, threatening them, torturing them. There was systematic torture throughout that period, and a lot of others simply were not heard of again and in that region thousands disappeared or bodies were found too at the time, but not identified and there was no attempt to discover how the killings took place and who by. So there is massive legacy and impunity. For the past abuses, for the disappearances and killings," Webb explains.

Observers say that dark legacy continues to remain an open wound in Turkey.

Protests and resentment

The discovery of these latest mass graves led to thou-



A Turkish girl cries while touching a picture of her brother on a decorated gravestone at a cemetery in Istanbul. The girl's brother was one of the Turkish soldiers who lost their lives in clashes against Kurdish rebels Photo: Reuters

sands of Kurds protesting against what they say is the government's silence over this issue. For years, the main Kurdish party has called for an investigation into the disappearances, but the authorities have dismissed this demand as terrorist propaganda. That is until now.

Sezgin Tanrikulu a leading Kurdish lawyer and now responsible for human rights for the main opposition CHP party, says Turkey must face up to what happened during the conflict.

"What we're asking for today can put us on the road to reconciliation and achieving justice for all these unknown killings, for the Kurdish issue, for democracy," he says.

Tanrikulu is calling for a "truth commission" to be set up by parliament, on a non-party basis. He says it should investigate unsolved political killings and cases involving missing persons that have occurred since Turkey's military coup in 1980. The ruling AK party has so far rejected such calls. But pressure is also growing from the EU, which Turkey is seeking to join.

Requested reforms

Richard Howitt, the spokesman for the European Parliament's committee on Turkey, says the government has to change its attitude. "There is still amongst the ruling class a heavy defensiveness against Kurdish rights in Ankara. And the default position of the government and those around them is simply to attack the terrorism of the PKK," he said.

The mounting pressure on the government does appear to be having an affect. Last weekend the Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan met with mothers of the disappeared in a highly publicized event. He promised to look into their individual cases, but refused calls for a parliamentary investigation.

Arabs Buy Up Big in Kurdistan Real Estate

By BARZAN MUHAMMAD

ERBIL, Iraqi Kurdistan: The owners of Kurdistan's newly-constructed housing complexes say some of the Arabs who have fled other parts of Iraq to seek refuge in Kurdistan make up some of their best customers.

In the Dream City complex in the western part of Iraqi Kurdistan's capital, Erbil, the high prices of houses have not deterred many Arabs from buying property there.

Ibrahim Abdullah, the project's manager, said that, so far 1,200 houses have been built in Dream City, ranging in size from 250 to 900 square meters.

"Twenty five percent of our houses have been bought by Arab customers," Abdullah told Rudaw.

He said most of the houses were sold before they were completed because the new owners would sell them for higher prices later.

Asked if they differentiated between their Kurdish and Arab customers, Abdullah said his company had nothing to do with the legality of purchasing a house in the semiautonomous Kurdistan region of Iraq.

"We sell houses to anybody who wants to buy them, while the legal aspect is handled by the government," he said.

Iraqi laws allow the country's citizens to purchase land and houses anywhere in Iraq, but the Kurds, especially Shabak Kurds, are banned from purchasing property in Mosul. Shabak Kurds follow a unique religion which is related to, but distinct from, Islam and are mostly based in Nineveh province, where Mosul city is located.

Given the attempts by the previous Iraqi Ba'athist government to expel Kurds from their lands by the process of "Arabization," the influx of Arab refugees to Kurdistan and



Arabs who have fled violence in the south and center of Iraq are buying new houses in large numbers in Kurdistan.

their purchasing of property here have raised concerns among many Kurds.

The Kurdish government provides free land lots for housing projects in the hope of resolving the housing shortage in Iraqi Kurdistan, but some say that, if the houses are going to be bought by people from outside the Kurdistan Region, then the housing problem will not be solved. However, the businessmen involved in the housing projects say they build the houses solely to earn a profit, and are not concerned with who buys them.

The Arabs who buy property in Kurdistan are required to receive authorization from Kurdistan's Asayish security forces, and cannot buy land or houses without this authorization.

A source in Asayish's Erbil office told Rudaw that no Arab could settle in Iraqi Kurdistan without having a citizen to vouch for them.

Many of the Arabs who move to Kurdistan are well-off financially and buy property in the upscale areas of Erbil.

Dream City's Abdullah said most Arabs who bought houses in the affluent complex are physicians, engineers or other well-to-do people and "do not want to live in ordinary

neighborhoods."

Saman Ahmed, the project manager at Greenland Villas, another upscale housing complex in Erbil, said around 15 percent of their houses were bought by Arabs.

According to statistics from the Immigration Department of Kurdistan's Interior Ministry, 37,889 Arab families have moved to Iraq Kurdistan's three provinces of Erbil, Sulaimani and Dohuk since the United States invasion of Iraq in 2003.

The Adel Mutahida Group, which is building Erbil's Paradise Plain housing complex, also said that a number of their houses had been purchased by people who had moved from other parts of Iraq to Kurdistan.

"There are Kurds, Arabs and Turcomans who have bought villas and apartments in our complex, but we do not know how many of them are Arabs because, when someone buys a house, we do not ask them to identify their ethnic background," said Ibrahim Murad, the group's sales manager. "We treat them as Iraqis."

Renewed Arab-Kurd Conflict Over Kirkuk

By NAMO ABDULLA

ERBIL, Iraqi Kurdistan: A senior Kurdish negotiator involved in discussions with Baghdad is raising profound doubts over Iraqi Prime Minister Nuri Maliki's recently avowed commitment to constitutionally resolve the problem of Iraq's disputed regions, indicating renewed distrust between the Kurds and the Shiite-dominated government in Baghdad over one of the most contentious issues between the Kurds and Arabs.

In the first such declaration since the formation of the new government late last year, Nermin Osman, deputy head of a governmental committee designed to help implement the Iraqi Constitution's Article 140 – which sets forth a formula to end an ethnic issue complicated by the disputed areas' giant oil reserves and multi-ethnic make-up – said the Shiites, including Maliki, were not supportive of the Kurdish demand to implement the article.

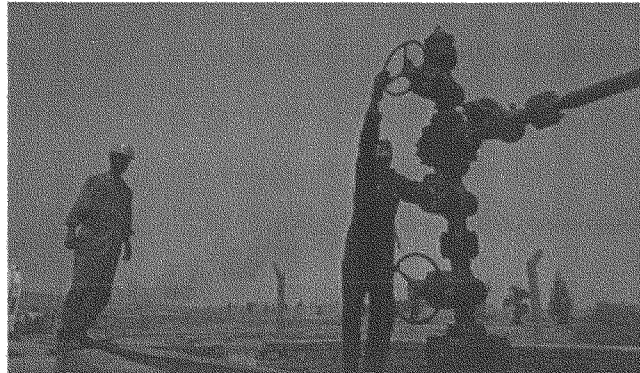
"Maliki will never implement the article within two years," said Ms. Osman, referring to a pledge recently made by Maliki to implement Article 140 as part of his official agreement to conditions made by the Kurds, which were set forth in a 19-point paper. In return, the Kurds backed him to form a government.

"Even if work was done toward its implementation, it would not be implemented even in four years' time," she said. "Mark my words on this."

The most important of the disputed regions is Kirkuk, the issue of whose incorporation into Kurdistan was a major election platform for the various Kurdish parties in last March's parliamentary elections.

The province's population, however, is diversified by three main ethnic groups, namely Kurds, Arabs and Turcomans. While the Kurds have aggressively pushed for its incorporation into the Kurdish region, the two other ethnic groups have remained bitterly opposed, preferring to have the province under the jurisdiction of the Arab-dominated Baghdad government.

Just like his father, revolutionary



A worker at an oil field in Kirkuk, a disputed city which Kurds see as part of their historical homeland.-----
Photo/Getty

leader Mustafa Barzani, in the 1970s, Kurdistan Regional President Massoud Barzani has now described oil-rich Kirkuk both as a "redline" and an "historical part" of the Kurdish region.

Emboldened by his electoral victories in Kurdistan, Barzani earlier called for the Kurdish "right to self-determination" during his Kurdistan Democratic Party's 13th convention in December 2010, which was attended by top Iraqi Arab nationalist leaders, including Maliki and his political rival, Iyad Allawi.

Although Barzani did not clarify if his comment meant an independent Kurdistan, the creation of statehood will be easier if the Kurds have control over Kirkuk due to its titanic oil reserves that will be able to provide Kurdistan with a stronger economic base.

But, Ms. Osman says almost nobody, including Iraq's neighboring countries, such as Turkey, is in favor of the "return" of this "detached territory" to Kurdistan.

"The Shiites don't support the implementation of the article," said Ms. Osman, who has been Barzani's top negotiator concerning Article 140 issues for the last few years.

"There is now only a single Shitte party supporting the implementation of the article, but even they cannot declare their position, due to fear of Turkey and Iran."

"In fact, Turkey is playing a clear role in inhibiting the implementation of Article 140," she said, adding that Turkey had its own Iraqi pawns for implementing "Ankara's agenda," which she said included the hindrance of the resolution of the disputed regions as desired by Kurds.

Ironically, Ms. Osman's condem-

nation of alleged Turkish interference in Iraq's domestic affairs comes at a time when Turkey is at the height of its political and economic relations with the Kurdistan Regional Government (KRG), whose officials say more than 60 percent of Kurdistan's imports come from Turkey.

However, the KRG's attempts to incorporate Kirkuk have not been entirely hindered. As much as 972 billion Iraqi dinars (approximately US\$825 million) have been spent on the compensation and return of the Kurdish families who were forced to flee Kirkuk by Saddam Hussein's former government as part of his notorious Arabization process of the Kurdish areas, said Ms. Osman.

"Eighty percent of the Arabization problem has been solved," she added.

But, she said there were still as many as 3,300 Arab families, who had been brought into Kirkuk by Hussein to replace Kurdish and Turcoman families, living in the province and "occupying" Kurdish and Turcoman lands.

The Arab families have built on these lands and they need to be compensated, said Ms. Osman, complaining that the Iraqi government was reluctant to grant enough budget to facilitate Article 140's implementation.

"For this, we need nearly 15 billion Iraqi dinars," she said.

La Turquie soigne ses relations avec son voisin syrien

Les dirigeants des deux pays expriment leur soutien aux « aspirations du peuple d'Égypte »

Istanbul

Correspondance

Dans un environnement moyen-oriental troublé, l'axe Ankara-Damas veut montrer sa solidité. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue syrien, Muhammad Naji Al-Utri, ont inauguré, dimanche 6 février, près d'Antioche à la frontière turco-syrienne, le chantier du « barrage de l'amitié » : une retenue d'eau sur le fleuve Oronte, qui permettra d'irriguer des milliers d'hectares

de terres agricoles de part et d'autre de la frontière.

Le partage des eaux régionales était une source de litiges récurrente entre les deux pays. C'est dans l'ancien sandjak d'Alexandrette, territoire rétrocédé par la France à la Turquie en 1939, mais longtemps réclamé par la Syrie, que M. Erdogan a célébré le renforcement « dans tous les domaines », de la coopération turco-syrienne. Dans la foulée, il a effectué une courte escapade de l'autre côté de la frontière turco-syrienne, à Alep, pour s'y entretenir avec le président syrien Bachar Al-Assad.

Pour la diplomatie turque, la Syrie a valeur d'exemple. La politique de bon voisinage menée par le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a permis de renouer des liens distendus depuis la chute de l'Empire ottoman et a fait de la Syrie l'un des partenaires les plus proches du gouvernement islamo-conservateur turc.

Les deux pays ont aboli les visas pour leurs ressortissants en 2009, mis en place un Conseil stratégique et ont organisé à deux reprises, la dernière en décembre 2010, un conseil des ministres commun. Les échanges commerciaux ont été multipliés par 4 en cinq ans.

Des partenariats se sont noués dans onze domaines, allant du logement à l'éducation en passant par l'énergie et même l'entraînement militaire. Une coopération approfondie « pour créer un climat de sécurité ». « La Turquie veut la stabilité et la prospérité pour toute la région », a déclaré, dimanche, Recep Tayyip Erdogan. Interrogés sur la crise égyptienne, les deux dirigeants ont manifesté leur souhait de voir « la concrétisation des aspirations du peuple d'Égypte ».

Un « jour de colère »

Mais la visite de son très populaire

ami turc tombait à point nommé pour le président syrien, Bachar Al-Assad, rendu nerveux par les vagues de manifestation dans le monde arabe. Ce week-end, des opposants en exil avaient appelé, via le site Internet Facebook, à un « jour de colère » et à des rassemblements contre le régime baasiste syrien.

Dans le pays, l'appel est resté sans réponse. Les manifestations de soutien à l'Égypte ont été interdites à Damas et Alep. Le pays est « stable », a balayé M. Assad qui a toutefois consenti à quelques augmentations des pensions et des salaires de fonctionnaires, en prévention d'un accès de fièvre populaire.

Avant l'arrivée de M. Erdogan, la police syrienne a également procédé à l'arrestation, jeudi, à Alep, d'un militant islamiste de 75 ans, proche des Frères musulmans, Ghassan Al-Najar, qui avait appelé la population à manifester pacifiquement. Décimés au début des années 1980 dans la véritable guerre civile qui les opposa au pouvoir, les Frères musulmans syriens en exil constituent l'une des principales forces d'opposition au régime. ■

Guillaume Perrier

LE FIGARO

mercredi 9 février 2011

La Turquie rêve d'un « espace Schengen » au Moyen-Orient

Baisse des droits de douanes et exemptions de visas dopent déjà les échanges avec la Syrie, la Jordanie et le Liban.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE Ankara regarde avec inquiétude le feu qui embrase la Tunisie et l'Égypte. Devrait-il gagner le reste de la région et ce sont ses intérêts économiques qui seraient durement touchés. Le Moyen-Orient tient une place de plus en plus importante dans la bonne santé de l'économie de la Turquie (7,5 % de croissance l'an dernier). Confrontés à un espace européen en crise, les Turcs sont partis avec succès à la conquête des

marchés sur leur flanc Est. La part des exportations vers cette zone a ainsi atteint 20,3 % sur les onze premiers mois de l'année 2010, quand celle vers l'Union européenne, le partenaire traditionnel, n'est plus que de 46,3 %. De l'électroménager aux voitures, en passant

par les produits agroalimentaires, le « made in Turkey » occupe désormais tous les étals de la région. Aéroports, routes, ponts et bâtiments publics : les carnets de commande des constructeurs turcs sont pleins. En Irak, ils règnent en maître, de Bassora à Erbil.

Cette percée est portée par une politique gouvernementale qui donne la priorité au développement des liens économiques avec les voisins arabes et iraniens. « L'intensification des relations politiques a eu un impact gigantesque sur les échanges commerciaux », souligne Suzan Cailliau, coordinatrice régionale au Deik (le Conseil des relations économiques extérieures). En visite au Koweït et au Qatar en janvier, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan était ainsi accompagné de trois cents hommes d'affaires.

La pierre angulaire de la stratégie turque est l'établissement d'une zone de libre-échange - biens et personnes - avec la Syrie, la Jordanie et le Liban. Le projet, officialisé l'an dernier, se traduit déjà par des allègements de taxes douanières, de diminution des quotas, par la levée des visas entre la Turquie et les trois pays, la signature de multiples accords de coopération industrielle et commerciale. En janvier, les ministres du tourisme de ce quartet du Levant ont planché sur la création d'un visa touristique commun. Le 6 février, le premier ministre turc posait la première pierre d'un barrage « de l'amitié » turco-syrienne sur le fleuve Oronte, qui irriguera des terres et fournira de l'électricité de part et d'autre de la frontière.

Mais cette union économique à quatre n'est qu'une première étape selon les plans d'Ankara, qui a

« L'Union économique à quatre n'est qu'une première étape du plan d'Ankara »

besoin de sécuriser ses approvisionnements énergétiques. À terme, elle souhaite y inclure l'Égypte, l'Irak et les pays de la péninsule arabique. Erdogan plaide pour « une zone Schengen » régionale et un bassin économique incluant l'Iran se dessine. ■

Treize ans de harcèlement judiciaire contre la sociologue turque Pinar Selek

Déjà acquittée à deux reprises, la chercheuse, réfugiée en Allemagne, fait pour la troisième fois l'objet d'un procès. Elle est accusée d'avoir commis un attentat, non prouvé selon les experts

Istanbul

Correspondance

Pinar Selek suivra son procès à distance, depuis son exil berlinois, où elle poursuit ses recherches universitaires grâce à une bourse du PEN club allemand. Sa présence devant la 12^e chambre correctionnelle du tribunal d'Istanbul aurait été trop « risquée », juge l'un de ses proches.

Cette sociologue turque engagée est jugée pour la troisième fois, à partir de mercredi 9 février, après avoir déjà passé treize années à ferrailler avec la justice turque, dont plus de deux en prison. « Une parodie de justice », selon l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch.

« Je me sens fatiguée, témoignait l'universitaire mardi par téléphone. J'ai compris que le chemin de la justice et de la démocratie en Turquie était long. Au début de l'affaire, je me disais que cette histoire absurde allait se terminer rapidement. Mais treize ans ont passé. Maintenant, il est clair qu'il s'agit d'un procès politique. »

Accusée d'appartenir à une organisation terroriste et d'avoir commis un attentat à la bombe qui n'a jamais eu lieu, Pinar Selek se retrouve plongée « dans Le Procès de Kafka », au cœur d'un imbroglio, symptomatique des errements de la justice turque. Ils « m'ont choisie comme symbole de leur résistance », explique-t-elle.

Tout commence à l'été 1998, quand la police vient arrêter cette brillante sociologue de 27 ans, héritière d'une lignée familiale de militants de gauche. Son grand-père fut député du Parti ouvrier turc (TIP) et son père, Alp Selek, avocat, infatigable défenseur des droits de l'homme, a été emprisonné pendant quatre ans et demi après le coup d'État militaire de 1980.

Pinar, elle, s'est lancée dans un travail d'enquête sur le mouvement kurde clandestin du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), un sujet hautement subversif en Tur-



Pinar Selek, en 2007. LORENZO PESCE/CONTRASTO-REA

quie. Elle a ouvert un atelier d'art pour les enfants des rues. Féministe, antimilitariste, bataillant pour le droit des transsexuels, elle participe, à l'époque, à l'éveil d'une conscience citoyenne turque dans un régime toujours autoritaire. La visite des forces de l'ordre n'est donc qu'une demi-surprise.

Pinar Selek subit la torture, mais elle ne livre aucune de ses sources. La jeune femme se retrouve alors accusée d'un attentat à la bombe et de soutien au PKK. Deux jours avant son arrestation, une explosion a frappé le bazar égyptien d'Istanbul, faisant sept morts

et 127 blessés. Le prétexte est tout trouvé pour mettre fin à ses « activités suspectes ». Plusieurs rapports d'experts scientifiques, commandés par la justice, montreront pourtant que l'explosion du bazar était due à une fuite de gaz dans un four à pizza... Rien n'y fait.

L'accusation repose sur le témoignage obtenu, sous la torture, d'un jeune homme de 19 ans, qui s'est rétracté quelques jours plus tard et qui, au procès, déclarera n'avoir jamais vu Pinar Selek. Faute de preuves, elle est donc libérée après deux ans et demi de détention, en 2001, puis acquittée,

à deux reprises en 2006 et en 2008, par le tribunal d'Istanbul, malgré les pressions pour la faire condamner.

Mais, par deux fois, la Cour de cassation décide de casser le verdict et continue de réclamer la prison à vie pour Pinar Selek. « La durée de procédure ne garantit pas un procès juste et équitable. C'est en soi une forme de torture », souligne son amie Yasemin Öz.

Ces treize années n'ont pas entamé la combativité de la sociologue. « Ils veulent me faire taire parce que je suis jeune et que je suis une femme qui a dépassé les limi-

« Ils veulent me faire taire parce que (...) j'ai dépassé les limites sur les critiques de l'armée, la question kurde ou le génocide arménien »

Pinar Selek

tes sur les critiques de l'armée, la question kurde ou le génocide arménien, clame-t-elle. C'est l'expression d'une virilité militariste et conservatrice. »

L'appareil judiciaire, bastion traditionnel d'une bureaucratie kémaliste et nationaliste, s'acharne régulièrement contre des intellectuels, comme l'écrivain Orhan Pamuk, en 2006, ou le journaliste arménien Hrant Dink, avant qu'il ne soit assassiné en 2007. En 2010, l'écrivain Dogan Akhanli, exilé en Allemagne depuis dix-neuf ans et qui revenait pour rendre visite à son père mourant, a été arrêté à l'aéroport et maintenu en détention pendant trois mois. A sa sortie de prison, le vieil homme était enterré. « Il y a des milliers de dossiers scandaleux en Turquie. On fabrique des preuves sous la torture. Il n'y a pas de système judiciaire démocratique », ajoute Pinar Selek. ■

Guillaume Perrier

Irak: l'accord avec Maliki sur le pétrole conclu en janvier (Kurdistan)

par AFP

ERBIL (Irak) - Les responsables kurdes ont affirmé lundi que l'accord avec le Premier ministre Nouri al-Maliki, dans lequel Bagdad avalise les contrats signés par la région autonome avec des compagnies étrangères, a été conclu le mois dernier.

Cette confirmation intervient après que M. Maliki eut affirmé samedi dans un entretien à l'AFP qu'il respecterait ces contrats, mettant fin à un bras de fer entre Bagdad et Erbil.

"L'accord a été conclu à Bagdad lors d'une réunion à laquelle ont participé M. Maliki, le ministre du Pétrole Abdel Karim al-Luaybi et une délégation du Kurdistan conduite par son Premier ministre Barham Saleh", a affirmé le porte-parole du gouvernement autonome du Kurdistan Kawa Mahmoud.

M. Mahmoud a précisé qu'au cours de la réunion qui s'est tenue le 16 ou 17 janvier, les deux parties "s'étaient mises d'accord sur les contrats pétroliers, dont les contrats sur le partage de profit".

Pour sa part, le porte-parole

de Barham Saleh, Twana Ahmed a ajouté que durant la dernière visite à Bagdad de Barham Saleh, "nous nous sommes mis d'accord sur les contrats pétroliers et sur le budget de la région".

Dans un entretien à l'AFP, M. Maliki avait expliqué que le gouvernement central avait finalement accepté les contrats kurdes parce que l'extraction du brut est plus compliquée au Kurdistan que sur le reste du territoire irakien.

"Le ministère du Pétrole a accepté ces contrats parce que la technique d'extraction est différente au Kurdistan et à Bassora", a-t-il dit. "Il faut davantage d'effort au Kurdistan alors qu'à Bassora, il est plus proche de la surface."

"Il est difficile d'avoir des contrats de service au Kurdistan, mais c'est normal d'en avoir dans le sud de l'Irak", a-t-il poursuivi.

Bagdad a longtemps exigé des contrats de service, comme ceux en vigueur ailleurs en Irak et qui rémunèrent les compagnies pétrolières au baril extrait.

Or, le Kurdistan a signé avec les compagnies étrangères des contrats se fondant sur un partage

des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources.

Le Kurdistan avait cessé ses exportations de brut le 14 octobre 2009 en raison d'une dispute avec les autorités centrales de Bagdad sur le paiement des compagnies étrangères qui exploitent les gisements.

Bagdad a maintes fois contesté aux autorités kurdes le droit de signer leurs propres contrats pétroliers, sans que cela n'empêche le Kurdistan de ratifier des accords avec les compagnies étrangères.

Les deux parties s'opposaient également sur l'encaissement des recettes pétrolières. Mais un accord a été annoncé l'année dernière en vertu duquel les revenus de la production pétrolière kurde seront transférés à la Somo (State oil marketing organisation) et le gouvernement de Bagdad sera chargé de payer toutes les dépenses engagées par les compagnies pour extraire le pétrole dans les champs du Kurdistan.

"Les entreprises continuent de produire conformément aux contrats signés avec le Kurdistan et obtiendront leur part, et le reste tombera dans les caisses de l'Etat", a déclaré samedi M. Maliki. "Les Kurdes ne déduiront que la part due aux compagnies".

SYRIE : Bachar, c est du déjà-vu

Face au danger de soulèvement, le président promet des réformes. Mais qui peut le croire ? s'interroge le poète kurde syrien Hosheng Broka.

| Hosheng Broka | Elaph

La presse a récemment rapporté une information extraordinaire : le président Bachar El-Assad promet des réformes politiques ! Cette promesse s'expliquerait par "les événements qui ont eu lieu en Tunisie, en Egypte et au Yémen, et qui ouvrent une nouvelle ère au Moyen-Orient",

selon sa propre expression. Qu'en dit la rue syrienne ? "Ah, Bachar, ne nous la fais pas. Tes belles paroles n'ont rien de neuf !" C'est en effet du déjà-entendu. Dès son serment d'investiture en juillet 2000, Bachar El-Assad avait philosophé sur "l'urgente nécessité d'une nouvelle pensée créatrice", sur la "critique constructive", sur le "besoin de

transparence", sur la "démocratie", sans oublier les droits de l'homme. Toutes sont restées au stade du marketing politique destiné à faciliter la transition du dictateur-père [1971-2000] au dictateur-fils [2000-]. La société civile dont on avait tant parlé s'est évaporée. Le "printemps de Damas" [2001] a été mis en hibernation, hibernation qui dure tou-

jours. Et qu'en est-il des promesses faites à "ses Kurdes" après la révolte qui avait éclaté en mars 2004 à Hassakeh [nord-est de la Syrie] avant de s'étendre à toutes les zones à population kurde, avec un bilan de près de quarante morts ?

Depuis la mort d'Assad 1er, c'est une décennie de perdue. La Syrie est allée de mal en pis. L'état d'urgence est toujours en vigueur – depuis 1963 – et la répression, la terreur d'Etat, les

restrictions des libertés et le combat contre toutes les opinions divergentes et contraires aux intérêts du régime n'ont fait qu'empirer. Les cachots sont pleins de la fine fleur du pays. Les prisonniers d'opinion se recrutent dans toutes les catégories et groupes ethniques et religieux de la population. Il suffit de réclamer une Syrie pour tous pour s'y retrouver à son tour.

Les organisations internationales des droits de l'homme

considèrent la Syrie comme l'un des pays qui pratique le plus la torture. Certaines estiment à 17 000 le nombre cumulé des personnes disparues en trente années de dictature. Mais ces histoires de droits de l'homme sont évidemment le dernier des soucis du pouvoir. Réveille-toi, Bachar ! Tu as raté le train de la réforme, comme Zine El-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak.

Le Monde
16 février 2011

Un « modèle turc » pour les révolutions arabes ?

Quand la plupart des leaders du Moyen-Orient tombent en disgrâce, l'un d'eux renforce sa popularité : c'est le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003, et qui briguera un troisième mandat en juin. Dans un paysage de régimes autoritaires et décrépits, la Turquie montre un visage moderne, propre à séduire les peuples arabes en quête d'un modèle. Ankara s'est projeté sur la région avec un appétit non dissimulé, redevenant, en quelques années, une puissance économique, culturelle et politique dominante, diffusant ses séries télévisées autant que sa vision du monde.

Au moment où la place Tahrir du Caire réclamait le départ d'Hosni Moubarak, un cercle de réflexion turc influent, Tesev, publiait une enquête sur le rayonnement régional de la Turquie. Pour deux tiers des sondés, dans les pays arabes et en Iran, la Turquie « représente un exemple de mariage réussi entre islam et démocratie » et 78 % estiment qu'elle « devrait jouer un rôle plus important dans la région ».

Selon cette étude, les trois forces du modèle turc sont, dans l'ordre, « sa tradition musulmane », « son économie dynamique » et « son gouvernement démocratique ». Le modèle laïque kémaliste, bâti autour de son armée, qui a influencé des régimes autocratiques moyen-orientaux, est devenu obsolète. La perspective d'un Etat islamique aussi.

Le modèle, c'est la Turquie estampillée AKP (Parti de la justice et du développement), qui s'est imposée, en une décennie, comme un pays stable, capable de conjuguer les aspirations conservatrices de l'électorat avec la démocratie et l'économie de marché. Pragmatique, M. Erdogan a dépensé plus d'énergie à libéraliser l'économie qu'à islamiser la société turque. En huit ans, le produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant a plus que triplé, à

Analyse

Guillaume Perrier

Istanbul, correspondance

11 000 dollars (8 180 euros). En Egypte, il est le même qu'il y a vingt ans.

De Rabat à Amman, il est désormais de bon ton, parmi les mouvements islamistes, de se référer à l'AKP. « De nombreux islamistes le voient comme un modèle pour intégrer le système démocratique et devenir des acteurs politiques », analyse Jonathan Leveck, directeur de projet à Tesev. Le Parti de la justice et du développement marocain a emprunté son symbole, une ampoule, en adoptant la lampe à huile. En Irak et en Syrie, des mouvements s'inspirent du modèle turc. En Egypte, les Frères musulmans, bien que divisés, sont attirés par son aura.

« La Turquie démocratique est un exemple à suivre », estime Tariq Ramadan, petit-fils du fondateur de la confrérie. Quant au vieux leader islamiste tunisien Rached Ghannouchi, de retour d'exil, il a comparé son parti, Ennahda, à l'AKP, approuvant même le code du statut personnel tunisien et la possibilité qu'une femme soit élue présidente. Le type de concession à la laïcité d'Etat que le parti islamo-conservateur turc a consenti pour se hisser au pouvoir.

L'AKP, un modèle ? « C'est trop ambitieux, un exemple peut-être », a nuancé le président turc, Abdullah Gül. M. Erdogan, lui, voit la Turquie en « étoile polaire du Moyen-Orient ». Mais, pour que la greffe turque prenne, il faudrait que le monde arabe connaisse un cheminement politique comparable à celui de la Turquie, passée, en trente ans, d'une dictature militaire sanglante à une démocratie, encore imparfaite, mais

solidement ancrée. Emanation de l'islam politique, l'AKP a été fondé, en 2002, sur le schéma de la démocratie chrétienne allemande. Ses racines sont dans un islamisme classique, celui du Milli Görüs (« Vision nationale »), la doctrine de Necmettin Erbakan. Mais l'islamisme turc a participé à plusieurs gouvernements de coalition depuis 1974. Et le modèle n'en serait pas un sans l'héritage laïque et pro-occidental de la République, créée en 1923 par Atatürk, un cadre auquel le dernier-né de la famille islamiste s'est plié.

« Ils ont mis de l'eau dans leur vin », sourit l'intellectuel Mehmet Altan. L'AKP, qui rassemble des sensibilités diverses, a été conçu pour gouverner. Son fonds de commerce est la prospérité de son électorat, et non sa frustration. La pratique du pouvoir dans une république laïque et les négociations d'adhésion à l'UE, ouvertes en 2004, ont transformé l'AKP. « Il faut donner cette chance aux Frères musulmans », ajoute le chroniqueur Mustafa Akyol. La chance de participer librement aux élections, d'arriver au pouvoir, d'affronter les problèmes du monde réel et de trouver sa propre voie vers le pragmatisme. »

C'est ce pragmatisme caractéristique de l'AKP qui devrait lui permettre d'être reconduit au pouvoir, en juin. Le savant équilibre entre des valeurs islamiques ostensiblement affirmées et un opportunisme politique de tous les instants a forgé le succès de M. Erdogan. Bien que membre de l'OTAN et alliée d'Israël, la Turquie a gagné en popularité grâce à ses diatribes contre Tel-Aviv. Mais ce qui séduit, c'est aussi l'image d'un pays moderne et ouvert sur l'Occident, attentif au droit des femmes et aux libertés individuelles. Pour devenir « l'étoile polaire » du monde arabe, M. Erdogan devra donc éviter de tomber dans le piège de l'autoritarisme et de l'hyperconcentration des pouvoirs. ■

perrier@lemonde.fr

Opposition's rally to test Iran regime

NEW YORK

Weakened protesters use Egypt uprising as mirror of their 2009 movement

BY NEIL MACFARQUHAR

An Iranian opposition leader, Mehdi Karroubi, has said that a demonstration planned in Tehran next week, nominally in solidarity with the protest movements in Egypt and Tunisia, is a test for both the Iranian government and its opponents.

In a rare interview from Tehran, conducted Tuesday via an Internet video link, he said denial of a permit would undercut the government's claim that it supports the popular movements, which it is painting as the long-awaited regional blossoming of its own Islamic Revolution.

For the Iranian opposition, events in Cairo mirror the post-election protest movement in Iran in 2009, not the 1979 Islamic Revolution, and could give new life to the movement for political reform, which Mr. Karroubi said had largely been battered into submission by government oppression.

The opposition itself has become known as the green movement, after the campaign color of Mir Hossein Mousavi, who like Mr. Karroubi was one of the candidates defeated in the 2009 presidential election.

Mr. Karroubi, 72, speaking in Persian from his home, where he is largely isolated, said he was able to plan the call for a protest with Mr. Moussavi because the two had met recently at a wake, but otherwise they have had limited contact. They have not decided yet whether a march through central Tehran should be silent, he said.

"Any kind of event that involves the rise of the people and the fight against dictatorship in the Muslim world and in the Arab world is in our benefit," Mr. Karroubi said. "Next Monday will be a test for the green movement — if the government issues a permit, there will be a huge demonstration, and it will show how alive the green movement is."

But on Wednesday, the state prosecutor, Gholam Hossein Mohseni Ejei, warned of repercussions if the opposition staged its own rally, the semiofficial news agency Mehr reported. He said that those seeking to show solidarity with Egyptians and Tunisians should join a state-organized rally Friday marking the 32nd anniversary of the Iranian Revolution and that rallying on another date would be divisive and politically motivated.

Both sides in Iran are invested in the outcome in Egypt because of possible repercussions at home. There is an imperfect connection between the two worlds: the ancient enmity between Persians and Arabs has extended into the modern era, amplified by the fact that most Iranians are Shiite Muslims, while Arab countries are overwhelmingly Sunni Muslim.

But events in one can echo in the other. For instance, the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, has gained widespread popularity among Arabs in recent years for his tough posture toward the United States and Israel.

Tehran has tried to leverage its stance on the Palestinian-Israeli dispute into a means to influence Arab countries. Now it seeks to portray the political unrest in Egypt, Tunisia and elsewhere as the long-delayed rippling of the Islamic Revolution through the neighborhood. The supreme leader of Iran, Ayatollah Ali Khamenei, gave a prayer sermon on Friday lauding the demonstrators.

Mr. Karroubi said that all the news in the official Iranian media tended to highlight statements from Islamic organizations and focus on Western concerns that the Muslim Brotherhood is about to triumph in Egypt. Hence the pressure on the Iranian government to allow the protest march through central Tehran to go forward on Monday despite the risk that it could be transformed into an anti-government rally of a kind not seen in a year.

"If they are not going to allow their own people to protest, it goes against everything they are saying, and all they are doing to welcome the protests in Egypt is fake," Mr. Karroubi said.

Some analysts and opposition members criticized the planned march and suggested that the government was un-

Both sides in Iran are invested in the outcome in Egypt.

likely to issue a permit, further demoralizing the movement.

It is also unclear how many people might turn out, and there is some sense that the green movement lacks the kind of clear aims that inspired protesters in Egypt.

"There is no consensus in the Iranian opposition of what they are trying to achieve — is it the reform of the Islamic Republic, the end of the Islamic Republic?" said Karim Sadjadpour, an Iran analyst at the Carnegie Endowment for International Peace, based in Washington. "It is tough to recruit people to the street for ambiguous ends."

Mr. Karroubi, while conceding that public activism had faded in the face of a harsh crackdown, said the greens were still working for the kinds of basic rights they have always sought: free elections, freedom of assembly and freedom of speech.

The movement has tried to highlight the incongruity between the Iranian government's oppression at home and the fact that it welcomes political protests elsewhere.

The Web site of Mr. Moussavi recently displayed two pictures side by side.

One showed the Egyptian police beating a protester, while the other was a similar photo of Tehran security forces. The Egyptian protester was labeled "heroic" while the one in Iran was an "agent of imperialism."

Artin Afkhami contributed reporting from Washington.

Los Angeles Times

FEBRUARY 10, 2011

3 car bombs explode, killing 10 and wounding 90 in Kirkuk

Asso Ahmed, Raheem Salman

Los Angeles Times

Kirkuk, Iraq -- Three car bombs exploded Wednesday in the northern city of Kirkuk, killing 10 people and wounding more than 90, Iraqi police said.

The explosions were a combination of timed bombs and a suicide attack that occurred midmorning, almost simultaneously. The first car bomb blew up as a police patrol passed. The second bombing was a suicide attack outside the front checkpoint for the headquarters for Kurdish intelligence. The third blast took place not far from the compound's back side.

"The city hasn't witnessed explosions like this in seven months," said Khalil Abdullah, 52, who owns an ice cream shop near the Kurdish intelligence office. "We can't say that this place is 100 percent safe or that explosions will no longer happen."

The neighborhood of Tariq Baghdad is primarily Arab, despite the Kurdish security office.



Kirkuk is home to bounteous oil fields and is claimed by Arabs, Kurds and Turkomans. The sides have been unable to find a solution to the stalemate over the province's future. U.S. forces continue to play the role of buffer at joint checkpoints, coordinating with Iraqi army and Kurdish troops. U.S. troops are scheduled to leave the country at the end of 2011,

and whether the departure will jar the status quo in Kirkuk remains to be seen.

Last month, Iraq saw a wave of car bomb attacks around Baghdad and southern and northern Iraq, but since then the situation has quieted. The country's government remains deadlocked over filling posts in the Cabinet, including the security ministries.

OIL&GAS JOURNAL

Al-Shahristani: Baghdad still wants changes in Kurdish oil agreements

February 11, 2011 - Eric Watkins, OGJ Oil Diplomacy Editor

LOS ANGELES, - Iraq's Deputy Prime Minister Hussain Al-Shahristani, who oversees energy for the government, said Kurdistan's production-sharing contracts (PSCs) with international oil companies (IOCs) must be turned into service contracts in order to be approved by the central government.

"All the contracts we [central government] have signed were service contracts, and we expect that all these [Kurdish PSCs] should be amended to be service contracts in order to be approved," Al-Shahristani said, contradicting earlier remarks by Prime Minister Nuri Al-Maliki.

Just a day earlier, in an interview with the AFP news agency, Al-Maliki appeared to signal an end to the long-running feud between Baghdad and the Kurdish Regional Government over the status of agreements signed with IOCs.

"The Oil Ministry accepted these contracts because the nature of the extraction in Kurdistan is different from Basra," Al-Maliki told AFP. "There is a need for bigger efforts there, while in Basra it [oil] is closer to the surface. It's difficult to have service contracts in Kurdistan, but it's normal to have them in southern Iraq," he added.

"In fact, this was a misunderstanding and misquoting by the AFP

of what the prime minister said," Al-Shahristani told the Reuters news agency in a later interview. "It did not actually represent the position of the prime minister and the Iraqi government towards this issue."

AFP said it stood by its story, despite the comments by Al-Shahristani. "Mr. Maliki was not misquoted, and we stand by our story in full. In no part of our interview did Mr. Maliki suggest revising the Kurdish contracts into service agreements," said AFP Baghdad Bureau Chief Sammy Ketz, who conducted the interview.

According to analyst IHS Global Insight, it is "virtually impossible" that AFP would have misquoted or misinterpreted Al-Maliki, given the rather extensive arguments he was giving as to why dual contract framework systems were justified.

The analyst suggested that Al-Maliki might have been trying to create facts on the ground, or at least send up a test balloon, by increasingly tying himself to a solution, which is likely to be along the lines of what he has negotiated with the Kurds.

"Having gone on record with these views," the analyst concluded, "it will be harder and more politically expensive for others to undermine Al-Maliki."

The feud between Baghdad and the KRG began in October 2009 when exports from two fields—Taq Taq and Tawke—started but were suddenly halted when the central government refused to pay oil companies operating the two fields, including Norway's DNO and Turkey's Genel Enerji.

The national parliament has yet to pass a key hydrocarbons law that would regulate the sector and divide responsibility between Baghdad and Iraq's provinces. The law has been delayed for more than 3 years due to disagreements between legislators from the country's various communities.



Des milliers de Kurdes manifestent à Strasbourg pour faire libérer Öcalan

STRASBOURG — 12 févr. 2011 - (AFP)

PLUSIEURS milliers de Kurdes ont manifesté samedi à Strasbourg pour réclamer un "Kurdistan indépendant" et la libération d'Abdullah Öcalan, l'ex-chef du parti séparatiste PKK, détenu en Turquie depuis 1999.

Selon la préfecture ils étaient 6.500 alors que les organisateurs affirmaient qu'"au moins 30.000 Kurdes" avaient fait le déplacement.

Öcalan avait été arrêté en 1999 au Kenya par des agents turcs avec l'aide des services de renseignement américains.

Transféré en Turquie, il a été condamné à mort pour "séparatisme" en juin 1999, peine commuée en 2002 en prison à vie après l'abolition de la peine capitale. La Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg avait recommandé en mai 2005 l'organisation d'un nouveau procès, estimant que celui de 1999 était "inéquitable".

De nombreuses familles kurdes, venues d'Allemagne et de France, mais aussi de Belgique, des Pays-Bas ou de Suisse, ont défilé pacifiquement de la gare jusqu'au quartier de la Meinau où ils devaient participer en début d'après-midi à un pique-nique géant accompagné de prises de parole.

Organisée par la Fédération des associations kurdes en France et "Les amis du peuple kurde", la manifestation a réuni un cortège très coloré d'où s'élevait une mer de drapeaux à l'effigie d'Öcalan.



Des kurdes manifestent dans les rues de Strasbourg pour la libération d'Abdullah Öcalan, le 12 février 2011 à Strasbourg

Les banderoles réclamaient "Liberté pour Öcalan" et "Kurdistan autonome".

"Europe réveille-toi" réclamait une autre banderole, alors que les manifestants scandaient "A bas le régime fasciste en Turquie" et "Solution politique pour le Kurdistan".

"Hier la Tunisie, aujourd'hui l'Egypte, demain le Kurdistan", proclamait une banderole des "Jeunes Kurdes".

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a déclenché en 1984 une rébellion sécessionniste dans le sud-est de la Turquie. Le conflit a fait plus de 37.000 morts.

A l'appel d'Öcalan, ses partisans ont décrété une trêve unilatérale le 1er octobre 2006, rejetée par Ankara. Les rebelles kurdes ont prolongé leur trêve unilatérale jusqu'en été 2011.



L'Irak aura des problèmes sans l'armée américaine, juge Gates

17 février 2011 - Reuters, Phil Stewart et Susan Cornwell

L'IRAK SERA confronté à des problèmes en matière de défense - de la protection de son espace aérien à l'analyse des renseignements - sans une révision de l'accord prévoyant le départ de toutes les troupes américaines d'ici fin 2011, a déclaré mercredi Robert Gates.

Dans le cadre d'un accord signé du temps du président américain George W. Bush, toutes les forces américaines doivent avoir quitté l'Irak fin 2011, hormis environ 150 membres d'un bureau de liaison. Barack Obama, successeur de George W. Bush à la Maison blanche, s'est engagé à respecter cet accord.

Le Pentagone a toutefois fait savoir depuis longtemps qu'il examinerait toute requête de la part du gouvernement irakien visant à maintenir une présence militaire américaine en Irak.

Robert Gates, le secrétaire à la Défense, est allé encore plus loin mercredi en déclarant qu'une telle initiative servirait également les intérêts des Etats-Unis.

"Il y a certainement un intérêt de notre part à disposer d'une présence supplémentaire", a déclaré Robert Gates devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, sans avancer de chiffres.

"Et la vérité, c'est que les Irakiens rencontreront quelques problèmes qu'ils auront à affronter eux-mêmes si nous ne sommes pas présents en nombre suffisant", a-t-il ajouté.

"PAYS SOUVERAIN"

Le Premier ministre irakien, Nouri al Maliki, a déclaré qu'il ne renégocierait pas le pacte de sécurité conclu du temps de George W. Bush. Il a cependant laissé la porte ouverte à une initiative du parlement irakien pour approuver si nécessaire une prolongation de la présence militaire américaine.

Moins de 50.000 militaires américains sont encore présents en Irak. Ils ont été jusqu'à 170.000 sur place.

Sous la supervision des Etats-Unis, l'Irak s'est doté d'une imposante force terrestre mais son armée de l'air ne sera pas prête à défendre le pays tant qu'elle n'aura pas acquis ses premiers avions de combat, dont la vente a été reportée.

Les autorités irakiennes n'ont toujours pas entièrement maté une insurrection de rebelles islamistes et les tensions entre Arabes et Kurdes restent vives.

"Ils ne seront pas capables de faire le travail de recoupe-ment des renseignements, ils ne seront pas capables de protéger leur propre espace aérien", a poursuivi Robert Gates. "Ils auront des problèmes de logistique et d'entretien."

Répondant à une question d'un représentant républicain, il a toutefois ajouté: "Il s'agit d'un pays souverain. Il s'agit d'un accord signé par le président Bush et le gouvernement irakien et nous respecterons cet accord, sauf si les Irakiens nous demandent de déployer des forces supplémentaires."

Democracy in the land of caliphs and conquerors

By E. Randall Floyd
Guest Columnist

SULAIMANI, Iraq — The rugged brown hills of northern Iraq are a long way from the lush gardens of Augusta, but this quiet and ancient land of caliphs and conquerors has been my home for the past year and a half.

I came to Iraq as a teacher — a professor of history at the American University of Iraq-Sulaimani, an American-styled institution nestled in the purple shadows of Kurdistan's lofty Zagros Mountains, one of the oldest and most history-laden regions in the world.

Even though I dreaded the long separation from family and friends — and the perils of living in a war zone — the opportunity was simply too dramatic to pass up.

AS A HISTORIAN and writer, I had long dreamed of visiting Mesopotamia — the fabled "Land Between Two Rivers," as the ancient Greeks called it, a region known for its ziggurats and mosques and famous conquerors from Nebuchadnezzar and Hammurabi to Alexander the Great.

It was south of here that the mighty biblical kingdoms of Ur and Babylon once flourished, followed by the powerful Assyrians who ruled from their legendary capital cities of Nineveh, Khorsabad and Ashur along the Tigris.

Some experts argue the Garden of Eden was actually here among the fertile hills of Kurdistan where Turkey,

Iran and Iraq converge — not further south in the marshy deltas that empty into the Persian Gulf.

Since arriving in the fall of 2009, several colleagues and I have spent many hours combing the dusty plains and craggy hillsides in search of abandoned castles, forts, monasteries and other ruins. This pursuit of the past has taken us from legend-haunted Shanidar Cave in the north — where Neanderthals buried their dead with flowers some 60,000 years ago — to Jarmo, site of the world's oldest Neolithic village.

Like most Americans, I knew little about Kurdistan until Saddam Hussein started gassing and bulldozing its population into oblivion. Before the intervention of American troops in the spring of 2003, hundreds of thousands of these fiercely independent mountain warriors were imprisoned and slaughtered, their homes and villages destroyed.

"You are an American," one of my students told me. "You have much to learn about our country. I think you will see that we are a lot like you."

Truer words were never spoken.

While Kurdish men still dress in traditional baggy pants and headscarves and womenfolk flutter about in long black robes and veils, most young people — certainly those on campus — prefer tight-fitting jeans and T-shirts.

Cell phones, iPods and laptop computers are as common as prayer rugs and pointed shoes. Music and television programming are at least 50



Sulaimaniyah city, Kurdistan region of Iraq.

percent American — from old re-runs of CSI, ER and The Walking Dead and slasher-horror flicks to The Terminator and Alien vs. Predator — all in English with Kurdish and Arabic subtitles.

FAST-FOOD STORES abound, as do coffee shops, music shops, elegant boutiques and high-end grocery stores hawking everything from cornflakes to Liquid-Plumr. Familiar American favorites such as hamburgers, French fries and Diet Coke — "Coke Light" in this part of the world — are never far away.

Until recently, there was even a fast-food joint near campus called "MaDonal's."

But the old world is never far away either, from the quiet corners of the bazaar downtown to mud-walled villages and farmsteads out in the hinterlands. BMWs and gleaming new SUVs jockey for highway space with donkey-drawn wagons and carts.

Today, more than eight years after the overthrow of

Saddam Hussein, this remote region sandwiched between Baghdad, Tehran and Istanbul is staging a remarkable comeback — a political, social and economic renaissance, thanks in large part to the hard work and sacrifice in blood and resources by Coalition Forces under former President George W. Bush.

The affection most Kurds feel for Bush seems boundless — a fact that's often overlooked by the Western media. They lionize Bush because he liberated them from the iron clutches of Saddam and his diabolical scheme to bulldoze their villages and eradicate their way of life from the earth.

As one of my students put it, "George Bush is our hero. He saved us from Saddam and gave us fresh hope to build a new and better life."

It's sentiments like these that offer hope that this ancient people will survive both as a civilization and as a democracy.

Under Saddam, the Kurds

had no hope. Their plight was largely the result of their decision to side with Iran against the Iraqi regime during the eight-year Iran-Iraq War in the 1980s. The U.S. actually supported Iraq during this conflict as a way to offset growing Iranian power in the region.

Iraq struck back — gassing populations and executing countless thousands during the so-called Anfal — a campaign to purge the northern regions of Kurdish influence. It is said that the mountains ringing Sulaimani are bare of trees today because Saddam ordered the slopes deforested

so the Kurdish guerrilla fighters would have no place to hide.

Even today, mass graves continue to be uncovered — from Erbil to Halabja — grisly reminders of Saddam's handiwork. In downtown Sulaimani, there is even a museum — The Red Museum — dedicated to preserving the memory of resistance fighters who were tortured and killed by Saddam's Baathist Party.

THE SCARS OF SADDAM'S holocaust remain. Yet, from the ash and rubble of the Anfal, there is

emerging a new generation of Kurds who say "never again," and look to James Madison and Thomas Jefferson for support and inspiration.

Nowhere are the winds of change more noticeable than right here in Sulaimani, home of the American University of Iraq where future leaders of the Middle East are learning the fundamentals of Jeffersonian democracy.

While Cairo, Tunis and other parts of the Arab world erupt in chaos, there is good reason to hope that demo-

cracy will triumph over tyranny here in this ancient land of caliphs and conquerors.

(The writer is the author of more than 15 books and a former history professor at Augusta State University. He resides in Kurdistan, where he is a professor of history at the American University of Iraq-Sulaimani, and is working on several new books.)



ALJAZEERA.NET

14 FEBRUARY 2011

Northern Iraq's budding Chinatown

As foreign investment increases in Iraqi Kurdistan, cultural boundaries are being broken.

Rhodri Davies in Northern Iraq

While Ling Ling stacks hot and spicy prawn crackers and dried black beans with ginger onto the shelves of, to her, a familiar looking Chinese market, her wider surroundings of northern Iraq are more foreign.

Ling, from Anhui province in eastern China, has been managing the shop there for about six months after responding to a newspaper advertisement by a Chinese firm.

She plans to stay for a few more years to take a share of what she sees as the nascent economic potential of the northern semi-autonomous region of Kurdistan.

"I came to do business here. I think people are not very clever here. They need people to come with good idea to sell things here," Ling, 34, said.

"So I can help people here and they can help me."

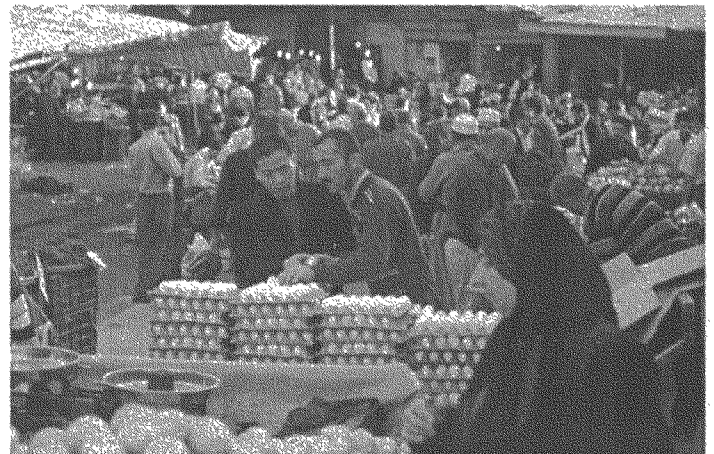
The Chinese market is in the newly opened Kawa Mall in Sulaimaniyah, Iraqi Kurdistan's second city. Chinese people, outlets and a restaurant dominate the top two floors, which are reserved for firms from the world's second biggest economy, of the Kurdish-owned shopping centre.

With her husband, mother and sister also in the city, Ling has felt comfortable enough to move from living among the Chinese community to living within a Kurdish one.

Foreign attraction

"I want some touch with Kurdi people. They have some good idea. They know what job is good, what business is good. We want to know that," she said.

The majority of the approximately 500 Chinese in Sulaimaniyah, which has a municipal population of about 750,000, work in the mall. Chinese flags, lucky cats and paper lanterns make for an incongruous sight as locals in the widely pleated trousers, flayed



There are several hundred Chinese in Sulaimaniyah, where traditional Kurdish life is still the norm [Rhodri Davies]

suit jackets and turbans of Iraqi Kurdistan pass by.

Statues of two dragons have been placed at the main entrance looking out towards the neighbouring mosque, traditional souq and street sellers.

Foreign investment is increasing in Iraqi Kurdistan. More than half of the 1,170 foreign firms investing there are Turkish, working in areas such as construction. Multinational firms are monitoring development of the area's 43.7 billion barrels of proven oil and 25.5 billion barrels of potential reserves.

Funds from abroad are also making their way into retail in an attempt to exploit the consumer potential of the 4.7 million strong local population, of which more than half are under the age of 20.

International investment surpassed \$14bn from mid-2006 to September 2010, unconfirmed official sources have said.

Iraqi Kurdistan has had limited autonomy since 1991, due to a no-

fly zone placed over it by international powers after attacks by Saddam Hussein's Ba'athist regime.

The region was also relatively unscathed by the subsequent war with the US that decimated the centre and south of the county. However, the proximity to Saddam's Iraq and the recent conflict has left it poor, lacking in infrastructure and skills.

The Kurdistan Regional Government (KRG) is hoping the estimated 250,000 to 300,000 foreigners it has so far attracted to the region will help to enervate some of those deficiencies.

Legal aid

The passing of new immigration and investment legislation in the KRG and federally has encouraged foreign investment.

There is no initial visa requirement for visitors and businesspeople in the KRG and foreign businesses are permitted the same rights as their domestic counterparts, permitting them full ownership of properties and activities. This is in addition to entitlements to 10-year tax breaks and the freedom to repatriate all capital.

Fryad Rwandzi, a member of the Patriotic Union of Kurdistan and a former representative in the national parliament in the capital Baghdad, said: "The local parliament adopted a law called the investment law [in July 2006] and this is attracting a lot of companies and countries to come to Kurdistan and invest.

"The law is protecting investors very well and is giving opportunities to them to invest.

"From Turkey and Iran, the Emirates, Lebanon, Egypt. Now many companies from Italy, Germany, Korea, have come to Kurdistan to invest."

Commercial air links have also proliferated to the Middle East and Europe, where many Iraqi Kurds have emigrated.

These changes have been a big move forward for Iraq which has previously known little immigration or foreign investment, not only during 21 years of Saddam's rule but previously under the country's monarchy.

Rwandzi said: "When we adopted the immigration law many politicians could not understand what is going on or why we should adopt this law.

"We said that globalisation is going on and many people come to Baghdad or other parts of Iraq and they might stay. Therefore we have to create a good ground for them to stay."

Difficult early trading

Yet, life with regular electricity blackouts and military checkpoints between towns in the KRG is not easy. Unemployment is at 14 per cent.

"People like nice things here, but they don't want to pay too much money. That is the problem," Ling said.

"Business has been okay," she added. "I think that I will stay maybe two more years."

However, other shop managers in Kawa Mall did not have such a positive take on trade there.

Andy Liu, a 31-year-old from Hunan province, said the lack of wealth in the local economy was putting his business under strain.

"Maybe after six months I will quit. Business is very bad. In one day I pay \$150 for everything but I only sell \$100 to \$200 worth."

Additionally, working hours can be long and integration into a country without any precedent for immigration is difficult.

"We work in the morning 9.30am to 10pm. After we go home. We don't spend time with Kurdi people. Only go home, cooking, playing computer, watching TV. Very boring," Liu said.

Ling also finds little time to mix with locals.

"In China I have a lot of free time. I can do what I want. I have very nice food and shopping. But here nothing. Just work," she said, laughing.

Of those locals she interacts with, Ling said: "Some people are very good, very friendly. But some are very bad. They cheat people and steal. But I think that a lot of people are nice and very friendly. They agree with people from other countries."

Embryonic integration

There is no office to aid legal or illegal immigrants and no government programmes to help integrate locals and foreigners.

Sareng Aziz, a lecturer in sociology at Sulaimaniyah University, said that foreigners can help to strengthen the region in the areas where it is weak, such as corruption and employee rights. She also believes they will help to promote harmonious living among different ethnicities.

"The Iraqi or Kurdish people have to learn to live in a multi-cultural society and accept other norms and values. There are many other people living with other habits, traditions, norms and values and this is very important.

"Because most people can't travel outside of the country so this is very important for them to see other cultures."

Aziz also asserts that the initiative has political implications during this period of change for the country.

"This is the first time that the doors are opening for the foreigners. Sometimes we hear about some cultural shock but I think that this is a very great opportunity for us to accept others. This is the beginning of living in a democracy. To accept the other and the difference."

In fact, northern Iraq has traditionally been home to numerous religious and cultural groups - different sects of Sunni and Shia Islam, Yazidis, Armenians, Jews and Christian Assyrians and Chaldeans - although tensions have also been present historically.

Iraqi testbed

Rwandzi said that the KRG's culture is open and lacks "the hardline parts of Islamic society".

"People in Kurdistan deal with immigrants with a very open mind and that they are part of society. Therefore, I don't think that they have any problem coming to Kurdistan and mixing," he said.

"In [the KRG capital] Erbil as well, we have restaurants, nightclubs, singers and many people."

The KRG is seen as a testbed for Iraq as a whole. Businesses are looking at options for the country's mineral wealth, abundant agricultural and construction potential, enterprising human capital and tourism.

The International Monetary Fund predicts GDP growth in Iraq to be 11.5 per cent for 2011, although at present conditions are generally considered too unsafe for widespread outlays.

Ling hopes that the investments made in the KRG will mean that her move there will be an economic success, and has enough faith in the region to give the process time.

"After maybe a few years here it will be a very strong country, it is a very nice country," she said.

"Now we need more people to come here. I think more people are coming here from China all the time.

"But I think business is better here than in China. It is good for me."

Irish republicans to hold peace summit with Kurdish and Basque separatists

Sinn Féin activists to meet members of Sortu and Kurdish BDP in Venice to discuss negotiation tactics and dialogue with state

Owen Bowcott

Irish republicans will meet Kurdish and Basque separatists at a summit designed to encourage armed movements to adopt political dialogue and put an end to two conflicts that have cost thousands of lives.

The two-day meeting in Venice, which starts on Friday, will bring together activists from Sinn Féin, Sortu – successor to Herri Batasuna, Eta's former banned political wing – and the Kurdish BDP (Peace and Democracy party).

In decades gone by the IRA, Eta, Corsican nationalist and other armed groups closely co-ordinated bomb-making technologies and military expertise. But now activists say they are comparing notes on negotiation tactics and dialogue with the state.

Despite attacks by dissident republicans, the success of the Irish peace process has established a template that many armed groups are eager to adapt to their "national struggles".

The meeting comes barely a month after Eta, the paramilitary wing of the Basque separatist movement, announced a "permanent ceasefire" ending more than 50 years of fighting – a declaration as yet unrecognised by the Spanish government.

In Turkey, the Kurdistan Workers' party (PKK) extended its temporary ceasefire until the summer's general election amid rumours of behind-the-scenes contacts and allegations that "show trials" of Kurdish civic leaders are undermining hopes of reconciliation.

One prominent participant is Alex Maskey, a member of the Northern Ireland assembly who was interned as an IRA suspect during the Troubles and later served as the first Sinn Féin lord mayor of Belfast. He has travelled widely to promote Belfast's peace process; in 2008 he



Kurdish demonstrators throw molotov cocktails during a clash against Turkish riot police in Istanbul last year to mark the 11th anniversary of the capture of Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan. Photograph: Bulent Kilic/AFP/Getty Images

accompanied Sinn Féin's Martin McGuinness to Iraq.

Maskey stopped off in the Basque country on the way to Venice to advise the nationalist movement on how it might engage in a dialogue with the Spanish government and to attend the launch of Sortu on Wednesday, at which the new party emphasised its rejection of violence and unveiled plans to field candidates at the next election. Maskey said: "Nobody will ever agree on the past, but you can agree on the future."

Several Basque mayors from radical Basque groups will be in Venice to discuss the prospects for advancing their cause by political rather than paramilitary means.

But it is the Kurds – whose conflict in south-east Turkey has cost most lives – who have most to gain from the experience of more advanced peace processes. The BDP succeeded the Democratic Society party – Turkey's main Kurdish party – which was banned in 2009 over alleged links to the PKK. The PKK has been designated a terrorist organisation by the US and the European Union.

Fayik Yagizay, the BDP's representative in Brussels, said: "The conference will exchange notes and compare examples. You can't apply exactly one example to another country but there are common themes.

"We believe the Irish example is a good one for the Kurdish conflict. Turkey says the PKK is a terrorist organisation and that they won't talk to it – but they said that in the UK even when the government was talking [to the IRA] in secret.

"Everyone knows there's a dialogue between the Turkish state and

Abdullah Öcalan [the imprisoned leader of the PKK] but we don't know its content and it seems it may be for stopping the fighting and not a solution. Without dialogue it's impossible to solve these questions."

Andy Carl, executive director of the London-based Conciliation Resources charity, has been involved in conflict resolution around the world. "There are a lot of these conferences happening now," he said. "The Basque process is in a very dynamic state. They believe what they are going through is very relevant for the Kurds.

"Many of these meetings have had to take place in Switzerland or Norway because some of these groups are on EU lists of banned terrorist organisations. That has been one of the unintended consequences of keeping anti-terrorist lists."

The Venice conference, supported by Venice city council, has been co-ordinated by Orsola Casagrande, an Italian journalist and activist who first brought the three national groups together at the Venice Art Biennale in 2009. On that occasion the Basque Independent Left party endorsed the Mitchell Principles – established for the Northern Ireland peace process as a means of renouncing violence – and subsequently accepted by Eta.

"There have always been strong links between the Basques and the Irish," she said, "but there have never been such close relations with the Kurds. We are hoping to build bridges and improve relations."

The Kurdish BDP will be presenting the conference a paper on its "democratic autonomy" project, she said,

proposing the principle of regional devolution for south-east Turkey and stressing the need for peaceful co-existence between Turks and Kurds.

THE CONFLICTS

Northern Ireland conflict: 1968-1998

The Provisional IRA has decommissioned its weapons and disbanded. Sinn Féin, its onetime political wing, now forms part of the power-sharing executive in the devolved Northern

Ireland assembly at Stormont. Dissident splinter groups with little political support, such as the Real IRA, continue the "armed struggle".

Deaths: 3,500

Basque conflict: 1959-2011

"Permanent ceasefire" declared by Eta on 10 January this year. A new political party, Sortu, formed to contest elections. Renouncing violence, it hopes to open up a dialogue with the Spanish government to advance its ultimate aim: an independent Basque

homeland.

Deaths: about 1,200

Kurdish conflict: 1984-present day

The PKK (Kurdistan Workers' party) has extended its temporary ceasefire until after the Turkish election in June. The Kurdish BDP has 20 deputies in the Turkish parliament; members have been accused of supporting the PKK and several are currently on trial in the Kurdish city of Diyarbakir.

Deaths: approaching 40,000.



14 FEBRUARY 2011

KRG, a Model for the Middle East



By CHRIS BOWERS

It has been an interesting few weeks in Kurdistan – though I think I could have safely written that each week that I have been here so far – as society and politicians have been discussing, in public and private, the boundaries of legitimate opposition in the Kurdistan Regional Government (KRG).

This is a common thread in Kurdish politics but has come into sharper focus following the uprisings across the Middle East. That said, it is clear that Tunisia and Egypt are not like KRG in many ways. Iraqi Kurds for one thing enjoy more freedom. If this is the 'Arab Spring' then the Kurds have already had theirs – a Kurdish Newroz? - and moved on some time ago.

But it is striking the extent to which events across the Middle East have prompted Kurdish society to look at itself. That can only be a good thing. The consensus seems to be that further reforms in governance and public services in the KRG are needed. The most encouraging aspect for an outsider is that this is being done through dialogue and debate.

The United Kingdom stands ready to help the reform process. A good, current example: the UK's chief fire officer, Sir Ken Knight, is currently in

the KRG advising the Ministry of Interior and Civil Defence teams on how to reduce fire deaths.

Watching from afar, it seems to me that people in Tunisia and Egypt are demanding accountability, fairness and the rule of law.

And that leads me to an issue of rule of law from the British perspective, and an issue that has proved controversial in the KRG, unnecessarily so, in my view: the return of failed asylum-seekers, criminals and others living illegally in the UK, to the KRG.

The first thing I want to get across is that living illegally in Britain is not an option. If the authorities in Britain find someone living illegally in Britain – be they Kurdish, Chinese, African or from wherever – the police will deal with them, but that is not the end of the matter. That person gets their day in court, the court hears them, they can appeal and then, finally, the court decides.

For us in Britain a decision by a court is final – it is a central feature of our social, political and economic life: it is the cornerstone of Britain. And so, if the court decides the person can stay, they stay. End of story. But if the court decides that they cannot stay, then the UK expects that person, again, whatever their nationality, to leave the country. Our preference is that the person does so voluntarily. And the UK helps them to do so.

But what if they refuse to leave voluntarily? Let me put it another way. What if someone came to your own house illegally and then refused to leave? Most people would be hospitable but in the end, their patience would wear thin and they would ask the authorities to remove them. That

is all the UK is seeking to do.

This is particularly so with people who have been convicted of criminal offences in Britain. Are we really to think that people of whatever nationality who live illegally in the UK and then are convicted of crimes should be allowed out of prison and put back on the street, free? Would any government or citizens of any state accept that?

No, and that is why returning to their country of origin is a regular and routine part of inter-governmental relations. It happens on a daily basis throughout the world and is a standard part of international law.

But what about asylum? People have a right to claim asylum, and during the Saddam era the UK was generous and proud to give asylum and nationality to Kurds fleeing barbarity. Many have made outstanding contributions to life in the UK; they are an asset to both nations and a bridge between the KRG and UK.

But, today is a far, far cry from those days. An Iraqi Kurd who claims asylum in the UK is going to have a pretty hard time proving that they are being persecuted and in need of protection. Because, as I wrote at the beginning, the KRG is a mature society that looks at itself carefully, has a vibrant and growing economy, debates its future in public with a freedom that is a model for the rest of the Middle East, and comes to sensible conclusions. And then delivers on them.

Chris Bowers is British consul general in Erbil.

La Turquie espère que les révoltes arabes accéléreront sa candidature à l'UE

Bruxelles
Bureau européen

C'est l'espoir secret de la diplomatie turque à Bruxelles: «Les crises tunisienne et égyptienne vont peut-être amener les Européens à ouvrir les yeux et à considérer le rôle de stabilisateur que nous pouvons jouer dans cette partie du monde», résume un lobbyiste de la cause turque. En filigrane, il y a, bien sûr, chez ce partisan d'une entrée d'Ankara dans l'Union européenne (UE), l'espoir d'une accélération des négociations d'adhésion.

Commencées en 2005, les discussions s'enlisent et pourraient, selon le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, se poursuivre jusqu'en 2021. Un tiers environ des 35 chapitres prévus ont été ouverts. Aucun – sauf celui qui concerne la science – n'est refermé, en raison du contentieux non résolu entre Ankara et la République de Chypre.

D'autres sujets à aborder sont gelés; cinq chapitres font l'objet d'un veto de la France, qui refuse qu'ils puissent présumer une adhésion. L'Allemagne et l'Autriche sont d'autres adversaires intransigeants de l'entrée des Turcs dans l'UE.

Le Royaume-Uni, les pays scandinaves, Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, et Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN, ainsi que la diplomatie américaine sont les meilleurs avocats d'une ouverture à la Turquie. Les autres Européens hésitent: ils savent qu'une partie de leur opinion est hostile mais craignent qu'un rejet de la candidature d'Ankara provoque un regain d'antioccidentalisme. «Sept Turcs sur dix se disaient proeuropéens en 2004; ils ne sont plus que quatre aujourd'hui», souligne un diplomate de l'UE, «inquiet» du sentiment proiranien qui animerait une partie de la population turque.

«Les événements récents renforcent l'importance stratégique de la Turquie et son rôle de démocratie vivante, mais les dossiers ne s'en trou-

vent pas fondamentalement modifiés», résume un diplomate français. «Il faut déterminer quel rôle exact jouera Ankara dans cette partie du monde, où la situation reste très fluide, ajoute un autre haut responsable. Je ne suis pas certain qu'une éventuelle ingérence turque soit bien acceptée en Egypte.»

Les révoltes à Tunis et au Caire ne devraient pas rester sans conséquence, admettent les adversaires d'une adhésion. Trois autres chapitres (concurrence, marché public, emploi et politique sociale) pourraient être vite ouverts. On devrait aussi proposer à Ankara de jouer un rôle-clé dans la relance d'un partenariat pour la Méditerranée étendue et rendu plus concret, avec des projets économiques, environnementaux mais aussi «sociétaux», dans le but de conforter les perspectives démocratiques de la région.

Y aurait-il là de quoi sortir de leur «coma», selon l'expression du politologue Soli Ozel, professeur à l'université Bilgi d'Istanbul, les relations entre l'Union et la Turquie? «Le danger n'est pas une rupture des négociations par l'un ou par l'autre mais un lent effondrement», diagnostique, dans la revue *Europe's World*, Stephen Larabee, un expert de la Rand Corporation.

L'espoir de la diplomatie européenne, empêtrée dans ses divisions, est, en fait, d'amener le régime turc à accepter une perspective intermédiaire. «Un partenariat privilégié» ou, mieux, une situation comparable à celle de la Norvège, qui a décidé d'elle-même de ne pas intégrer l'UE, tout en collaborant étroitement avec elle.

Jeudi 10 février, lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, le groupe du Parti populaire européen a retiré un amendement demandant à la diplomatie des Vingt-Sept de proposer à Ankara le «partenariat privilégié». Le moment était mal choisi. En échange, le groupe socialiste a vu repousser ses amendements évoquant

En Iran, le régime, sur la défensive, accroît la répression

Après deux manifestations de l'opposition, Téhéran tente d'occulter l'ampleur du mouvement

En Iran, le régime reste sur la défensive. Par deux fois déjà, les 14 et 20 février, des manifestants sont descendus dans les rues des grandes villes du pays. Et s'ils n'ont pu souvent se regrouper, en raison de la présence massive des forces de l'ordre qui les ont isolés et dispersés par petits groupes, ils sont descendus tout de même. Ce qui, étant donné le niveau de la répression qui sévit depuis les révoltes populaires qui ont suivi la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009, est un signe inquiétant pour les autorités en place.

Celles-ci ont continué leur tactique d'«isolement» des contestataires en renforçant la surveillance autour des deux grandes figures du mouvement «vert», l'ancien premier ministre Mir Hossein Moussavi et l'ex-président du Parlement, Mehdi Karoubi, assignés à résidence avec leurs épouses, sans pouvoir communiquer avec l'extérieur. Selon le site de M. Karoubi, Saham News, sa maison a été fouillée avec brutalité et «les serrures changées». Ali Karoubi, l'un de ses fils, a été arrêté lundi soir 21 février, ainsi qu'une quinzaine de personnalités proches des milieux réformateurs.

Pour faire bonne mesure, le procureur général de Téhéran, Gholam Hossein Mohseni Ejei, a prévenu que la justice iranienne considèrerait désormais les deux opposants comme des «contre-révolutionnaires qui seraient traités comme tels».

Toutefois, même si la réclusion forcée de MM. Moussavi et Karoubi est sévère, on est encore loin de la prison ou de la pendaison, réclamée il y a quelques jours par les par-

tisans du régime, y compris tout un groupe de parlementaires.

«Cela montre que les autorités sont sur la défensive, elles n'osent pas franchir une certaine ligne, de peur de voir la situation leur échapper, en réprimant trop fort», commentait un dirigeant du parti Mocharekat (parti réformateur, suspendu) de passage à Paris, qui préfère garder l'anonymat. «Le guide suprême Ali Khamenei, disait-il encore, est au courant de la fragilité de la situation. Il ne veut pas aller jusqu'au bout et prendre le risque d'un bain de sang. Pour le moment, il module la répression et arbitre entre les factions pour ne pas laisser les extrémistes fondamentalistes prendre la main.»

Jeté du haut d'un pont

Est-ce de cette «prudence» qu'est née la dernière tactique gouvernementale, celle du déni pur et simple de la réalité? Ainsi, le 14 février, lors de la manifestation non autorisée de l'opposition en soutien «à la lutte pour la démocratie des Egyptiens et des Tunisiens», deux manifestants ont été tués. La police, contre toute évidence, a affirmé qu'il s'agissait de miliciens bassidjis tués par les opposants.

Quant à la manifestation du 20 février, les autorités ont nié qu'elle ait eu lieu, occultant la mort d'un manifestant. Après enquête, la Ligue des droits de l'homme iranienne a révélé, mardi, qu'un étudiant en biologie, Hamed Noormohammadi, avait été jeté du haut d'un pont à Chiraz par des agents de sécurité. Il y aurait eu de très nombreuses arrestations. ■

Marie-Claude Decamps

«le but commun de l'adhésion de la Turquie».

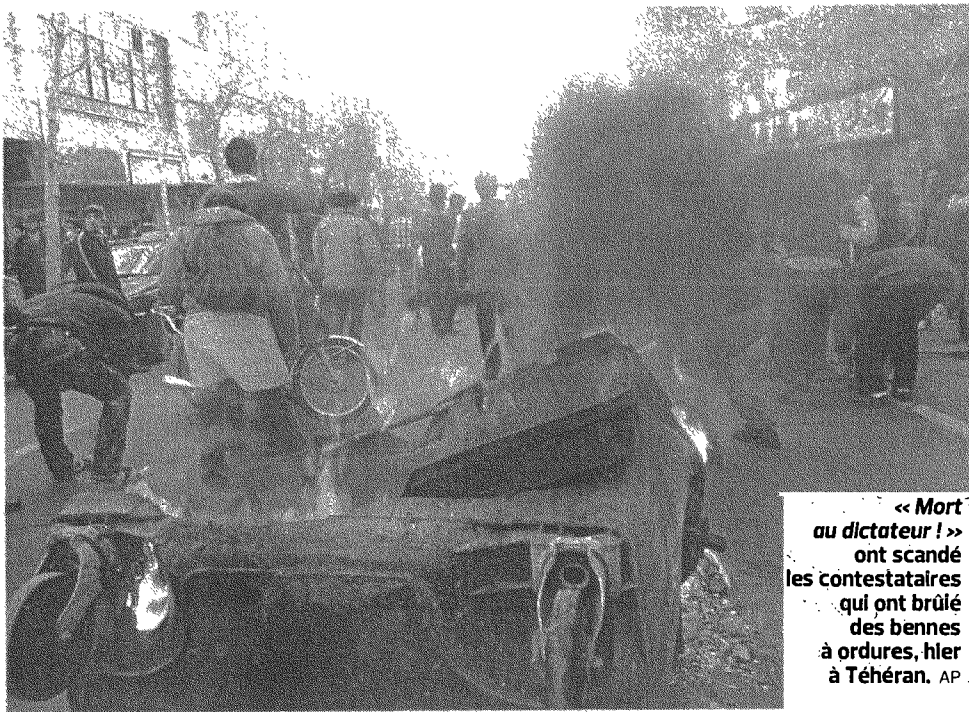
Une illustration des difficultés liées à l'exercice d'équilibrisme que tentent les Européens: ne pas perdre le contact avec la Turquie et

bénéficier du rôle qu'elle peut jouer en Iran, au Maghreb ou dans les Balkans. Mais, simultanément, ne pas céder à ses exigences. ■

Jean-Pierre Stroobants

L'opposition iranienne défie à nouveau le régime

Des manifestations ont été durement réprimées hier par le pouvoir, qui craint la contagion égyptienne.



« Mort au dictateur ! » ont scandé les contestataires qui ont brûlé des bennes à ordures, hier à Téhéran. AP

DELPHINE MINOUI
CORRESPONDANTE AU MOYEN-ORIENT

MOYEN-ORIENT Pari tenu. Après plus d'un an de silence, les insoumis de Téhéran ont osé reprendre, hier, le chemin de la contestation. Rassemblés par grappes éparses - pour tenter de contourner les cordons sécuritaires déployés à travers la capitale -, ils sont plusieurs milliers à s'être déplacés, à pied ou en voiture, de la place Imam Hossein à la place Azadi (Liberté), dans l'ouest de la capitale. Dans les contre-allées, à l'abri du regard des officiers de police, les plus enhardis se sont

Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi ont été empêchés de sortir de chez eux par des agents en civil

même risqués à crier quelques slogans. « Mort au dictateur ! » ou encore « Libérez les prisonniers politiques ! », peut-on entendre sur quelques vidéos d'amateurs

transmises au Figaro. Une jeune femme, présente sur les lieux, raconte avoir également noté de nouveaux slogans, inspirés des révoltes du monde arabe, comme « Moubarak ! Ben Ali ! Nobaté Seyed Ali ! » (« Moubarak ! Ben Ali ! Au tour de Seyed Ali » - en référence à Ali Khamenei, le guide suprême).

Sur d'autres images, en provenance de villes de province - Ispahan, Tabriz, Kermandah -, on peut voir les manifestants faire le V de la victoire, les doigts tendus vers le ciel. Une victoire qui reste néanmoins relative. En fin d'après-midi, les rassemblements pacifiques ont viré, dans plusieurs endroits, en accrochages entre manifestants et forces de l'ordre. Ces dernières ont chargé la foule avec du gaz lacrymogène. Les contestataires, eux, ont brûlé des bennes à ordures renversées sur la chaussée. L'agence de presse Fars a fait état d'un mort par balle et plusieurs blessés ont été signalés des deux côtés. L'opposition parle aussi de dizaines d'arrestations. « On s'attend à des clashes pendant la nuit », prévenait, en fin de journée, Arash, un manifestant joint par téléphone.

Officiellement, la manifestation, lancée à l'initiative des deux principaux leaders de l'opposition, Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karoubi, avait pour objectif de « soutenir la lutte des peuples égyptien et tunisien » contre la « dictature », en saisissant au pied de la lettre les discours anti-Moubarak du pouvoir iranien. Officieusement, il s'agissait d'une journée « test » pour la dissidence iranienne, largement fragilisée par une répression sans merci. Depuis plusieurs mois, la « vague verte » née de la contestation postélectorale de juin 2009 - et dont l'activisme, à travers Facebook, Twitter et YouTube inspira les résistants tunisiens et égyptiens - peine à se ressaisir. L'expulsion de nombreux étudiants de l'université, l'arrestation de milliers de manifestants, la condamnation de journalistes et dissidents à de lourdes peines de prison - voire à la pendaison pour certains - ont rendu quasi impossible toute nouvelle forme de mobilisation.

« Un nouveau départ »

En fin de semaine dernière, l'étau s'était resserré d'un cran avec l'interpellation d'une vingtaine de personnes proches des ténors de l'opposition et le brouillage stratégique des programmes en persan de la chaîne britannique BBC - très regardés par les jeunes. Hier, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi ont même été empêchés de sortir de chez eux par des agents en civil. Craignant une contagion venant d'Égypte, les autorités avaient fait couper leurs lignes téléphoniques.

Contactés sur place, plusieurs manifestants ont également fait part de leurs craintes d'être convoqués par les services de renseignements dans les jours à venir. « Mais ça valait quand même le coup d'aller manifester », précise l'un d'entre eux, qui y voit « un nouveau départ ». Pourtant, il sait que les obstacles au changement sont encore très nombreux. Selon lui, on ne peut pas comparer l'Iran à l'Égypte ou à la Tunisie. « Les Tunisiens ont eu la chance d'avoir l'armée de leur côté. Ici, ce n'est pas le cas. Et puis, en Tunisie comme en Égypte, les couches défavorisées ont joué un grand rôle dans les manifestations. En Iran, le mouvement vert, encore très citoyen, devrait en tirer des leçons pour l'avenir », dit-il. ■

Turkey's BDP looks to build democratic bloc for June polls

ANKARA - Hürriyet Daily News

Turkey's biggest pro-Kurdish party hopes to cultivate an alliance with non-Muslims, women's rights activists and environmentalists for 2011 elections, its co-chairman said Wednesday.

Peace and Democracy Party, or BDP, did not look for an election alliance with Republican People's Party, or CHP, Kurdish party chief said.

We want to create a democratic block with groups with whom we can agree on the level of principles. We don't argue that Kurds are not the only ones lacking in Parliament. Non-Muslims, environmental groups, women's movements leaders and Syrians are not represented in Parliament, Selahattin Demirtas, co-chairman of the Peace and Democracy Party, or BDP, told reporters in a meeting with the Diplomatic Correspondents Association on Wednesday.

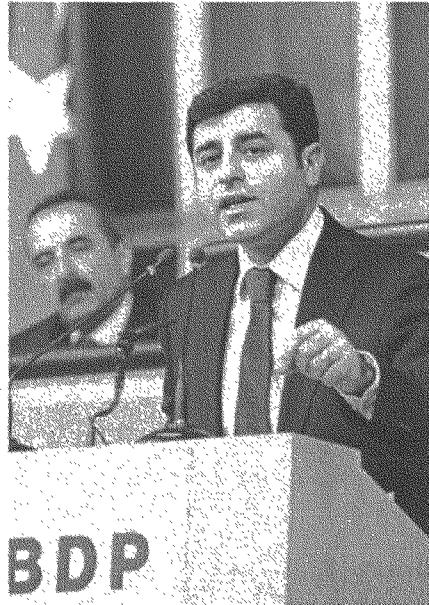
If we are going to discuss the new constitution, then everybody should be represented. We will use our power to be united with these movements, he said.

The BDP plans to evaluate its standing to determine whether it would likely surpass the 10 percent threshold for the elections that are expected in June; if so, the party will run as the BDP, but if not, the party will field independent candidates.

We will consider our opportunities until the last minute in order to contest the elections as a party. Anyhow, we will find a way to be represented in Parliament, Demirtas said.

Demirtas also defined his party's expectations for a new constitution. It should not be a nationalist constitution. We don't say Kurds must be written in the text. Everybody is bound to the state with the bonds of citizenship, he said.

The party leader also said his party had not initiated any contact with the Fethullah Gülen religious movement, adding that there was also no conflict with the group.



BDP co-chairman Selahattin Demirtas.
AA photo

The BDP head, however, said the party's and the movement's principles were different. However, if the target is to stop blood, everybody could come together to achieve it.

Northern Iraq is no role model

Northern Iraq, meanwhile, does not represent a potential model for Turkey's Kurds, he said.

A federation is not appropriate for us with regard to administration and practice. In that case Istanbul would be a Kurdish federation region, he said. The roots of administration for Iraqi Kurds are different than us. They practiced an ideology based on feudalism and tribalism, he said.

Iraqi Kurds are also more nationalist than Turkish Kurds, Demirtas said. They are on the right wing and have embraced capitalism.

Assessing the international dimension to Turkey's Kurdish problem, Demirtas touched on the interests of foreign countries such as Britain and Israel on the region.

The Kurdish problem is not independent from Britain. The policy Britain has been practicing for the last 30 years avoids solving the Kurdish problem. Israel does the same. The United States is also an

imperial power, he said, adding that it would be possible for Turks and Kurds to solve their problems by sitting down at the table.

If it were possible we could solve it maybe in one day, he said, but added that some international actors would not be happy about solving the Kurdish problem.

AKP's foreign policy

The BDP leader also gave five points out of 10 to the government's foreign policy performance, but criticized the government on its foreign policy arguing that it had been unable to turn conditions to its advantage when it came to power.

Citing the deadlock problems of Turkey's foreign policy such as relations with Armenia, Greece and Cyprus, Demirtas said the ruling Justice and Development Party, or AKP, had initiated a sustainable problem policy.

They don't want to solve those problems, they just keep them on a sustainable level, he said. The government cannot solve most of those foreign policy problems because of its concerns from domestic policy and the possible reactions that could arise.

Demirtas also said the government must first work on Turkey's public through acts such as removing insulting comments about Armenians in schoolbooks.

The BDP co-chairman also criticized the current government for implementing a foreign policy that had been built on political Islam.

Turkey should develop its relations with Arab countries. But, it's a mistake to do so [on the basis of being] an Islamic country. The relations with Middle East countries are being built on this ideological point of view, he said, adding that while there was an effort to change Turkey's axis, such a goal was impossible in a globalized world.

If the BDP were ruling the country, it would enact more reforms to accelerate negotiations between Turkey and the European Union.

Barzani Says Kurds Can Replace Him in Six Months

By NAWZAD MAHMOUD

SULAIMANI, Iraqi Kurdistan:

Although all the Kurdish political parties are making promises to maintain unity in dealing with Baghdad's Arab parties over Kurdistan's non-local affairs, they are witnessing their highest rift since the United States-led invasion of Iraq in 2003.

Relations between the Gorran opposition movement and the ruling bloc – the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) – were seriously damaged after the opposition party issued a statement in late January calling for major reforms and the dissolution of the Kurdish Regional Government (KRG) and parliament.

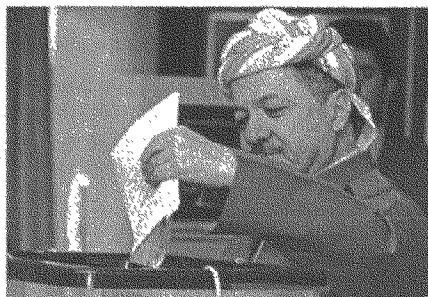
The statement came amid the protests in Egypt and Tunisia that led to the overthrow of the governments in both countries.

"The political earthquake that happened in Tunisia, and later in Egypt, may prove to be the beginning of a radical change in the entire Middle East," said Gorran's leader, Nawshirwan Mustafa, on his party's KNN television station Sunday, adding that it could extend to Iraqi Kurdistan as well.

"The one-party system we have in Sulaimani and Erbil will collapse," added Mustafa, referring to the Kurdistan region's two largest provinces where the PUK, led by Iraqi President Jalal Talabani, and the KDP, led by Kurdistan President Massoud Barzani, hold sway respectively.

Gorran's revolutionary calls have not only infuriated the KDP and PUK, who have accused the opposition party of encouraging a coup against the "legitimate institutions" of Iraqi Kurdistan, but also have made the two ruling parties rethink their policies. The Kurdistan region has been experiencing a war of words between the ruling parties and the main opposition group ever since.

On Sunday, President Barzani called for reform in the parliament and government in regard to corruption and the lack of public services, emphasizing that the Kurdish govern-



"This is not a place where you can say that the president, the parliament and the government are in power for ever," said Kurdistan President Barzani.

ment was democratic.

"This is not a place where you can say that the president, the parliament and the government are in power for ever," said Barzani, addressing a conference on religious tolerance in the Kurdish capital, Erbil. "If you like, in two years' time, [or] in six months' time, call for elections, elect whoever you want and remove whoever you want."

Despite the tensions within Kurdistan, officials from both ruling and opposition parties insist that they have not impacted on the unitary approach in regard to Baghdad-Kurdistan relations.

Bakir Hama Sdiq, a member of parliament from the Kurdistan Islamic Union (KIU), one of the smaller Kurdish opposition parties, said relations between Kurdish lawmakers are "fortunately normal and without problems," and that the tensions in Kurdistan had not made their way to Baghdad.

He said handling the immense challenges that existed between Baghdad and the KRG was difficult, so it was necessary for Kurdish lawmakers in the Iraqi capital to have better relations with each other.

The tensions were especially high in Sulaimani city, the location of the powerbases of both Gorran and the PUK. The city's security forces, controlled by the PUK, deployed tanks around Gorran's headquarters, further increasing tensions, but the tanks were removed after the news of their deployment made it to the media. Also, to protest against Gorran's

demands, PUK supporters took to the streets there.

However, there are attempts being made to soothe the tensions between Gorran and the Kurdish ruling parties, mainly Barzani's KDP.

Ali Bapir, leader of the Kurdistan Islamic Group (KIG), another opposition party, is playing the role of mediator between Barzani and Mustafa, who have never sat down together since the establishment of Gorran in 2009, according to Zana Rustai, a senior KIG official. "He has exchanged words between Kak Massoud and Kak Nawshirwan," added Rustai, using a respectful Kurdish word of address for both men.

Some officials downplay the tensions between Gorran and the KDP.

Muayad Tayib, a KDP lawmaker in the Iraqi parliament, said he was happy because he believed his party's relations with Gorran were normal and not affected by the tensions in Kurdistan.

However, he said his parliamentary bloc was abiding by the statement released by the ruling parties in Kurdistan and the presidency of the Kurdistan region.

"We have made it clear that comparing the situation in Kurdistan to Egypt and Tunisia is inappropriate," said Tayib.

As a range of disputes between Baghdad and Kurdistan over issues such as territory and budget need to be settled, Kurdish lawmakers say they will work together to defend Kurdish interests in the Iraqi parliament.

Adel Abdullah, a PUK lawmaker, said the political environment was "different here in Baghdad and we cannot permit tensions among ourselves here, given the challenges that we are facing."

He expressed hope that Kurdish lawmakers from all groups would continue their relations in a positive way.

Gorran has eight lawmakers in Baghdad, while the KDP-PUK dominated bloc has 58.

Saman Fawzi, another PUK lawmaker in Baghdad, said Kurdish lawmakers had refrained from speaking to the Arab media about the tensions between their parties back in Kurdistan.

"We have always said [to the Arab media] that these are our own problems and we will sort it out among ourselves," said Fawzi during a Kurdish television broadcast.

But Abdullah, the PUK lawmaker, said cracks could appear within the

Kurdish front in Baghdad if sensitive issues like oil and budget were discussed in parliament in the future.

The KIU's Sdiq, however, insisted that the Kurdish parties in Baghdad were showing a good example.

"We drink tea in the cafeteria toge-

ther," he said. "If the same good relations we have here would prevail in the Kurdistan region then there would be no problem."

Bayazid Hassan, a Gorran lawmaker, echoed Sdiq's views saying the parties would "work together nor-

mally here in defense of Kurdish rights. We all want to secure the Kurdish interests here and there is no disagreement among us."

AKnews

Agency of Kurdistan for News

Kurdish deputies called back home for emergency in Sulaimaniya

February 18th 2011 by Khabat Nawzad

Sulaimaniya, (AKnews)- A Kurdish lawmaker to the Iraqi parliament called on his Kurdish counterparts in parliament to return to the Kurdistan Region due to the emergency situation in Sulaimaniya.

Protesters in the second largest city in Kurdistan, Sulaimaniya, poured into the streets Thursday demanding dissolution of the Kurdistan Regional parliament and government. Though it meant to be a peaceful demo and the Kurdish authority had sanctioned it, the protesters used stones to attack the headquarters of the major political parties in the Region. In response to which live rounds targeted the protesters, killing one and wounding 51.

Speaking to AKnews, Baker Hama-Said said Thursday's events were "abnormal, endangering the security of Kurdistan."

"We demand all the Kurdish lawmakers to the Iraqi parliament to come back to Kurdistan for the urgent situation."

At the same time, Hama-Said stressed the lawmakers support freedom of express "but modeling Kurdistan on the Tunisian and Egyptian uprisings is pointless and illogical."

Recent public uprisings in Tunisia and Egypt forced out the decades power-clamping presidents, Zain al-Abedin Bin Ali and Hosni Mubarak.

For his part, Mahmoud Othman, another Kurdish deputy urged the leaders of the political parties in Kurdistan to meet and manage the situation through negotiations.

It is generally believed the Thursday protest, and another rally the previous day, were organized and called by the major opposition party, the Gorran (Change) Movement. The party issued a statement almost two weeks ago calling for dissolving the Kurdish cabinet and



parliament and re-running the inclusive parliamentary voting.

The two major parties in Kurdistan, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) were quick to take defense, branding the call as "seditious" and condemning it through their media outlets. Public protests were also organized to criticize the call. Goran reported hours after the statement issuance tanks were placed around the headquarters of the opposition party in Sulaimaniya.

Mahmoud added currently the Kurdish lawmakers in Iraqi parliament are engaged in "difficult duties, especially with the Iraqi 2011 budget bill."

The Iraqi budget is to be finalized Sunday but a meeting is expected today between the presidency of parliament and the related committees as well as the bloc leaders to agree on the disputed issues in the bill.

Goran headquarters in Erbil, the Kurdistan Regional capital, was set on fire Thursday evening for which the opposition pointed the finger at police and Asayish (security) forces, affiliated with the PUK and the KDP. Reports also say Thursday night the local security announced curfew in Sulaimaniya.

Goran is led by Nawshirwan Mustafa, a former PUK leader. The PUK's general secretary is Jalal Talabani, the Iraqi president, and the KDP is led by Massoud Barzani, the Kurdistan Region president.

► La Turquie est-elle une référence politique pour les peuples arabes ?

► Pourquoi ce mariage de la démocratie et de l'islam est-il populaire dans la région ?

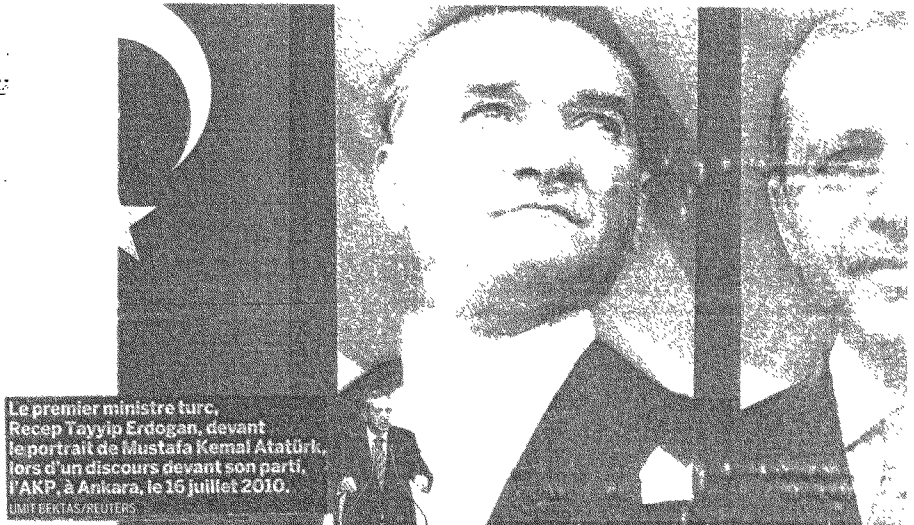
Décodage

Pour son premier voyage dans un pays musulman, le président américain, Barack Obama, avait choisi la Turquie. Deux jours pleins au printemps 2009, à Ankara et Istanbul, pour renouer, comme il l'évoquait, le dialogue avec le monde musulman, particulièrement mis à mal par la politique de George Bush après le 11 septembre 2001. Six semaines après sa nomination au poste de secrétaire d'Etat, Hillary Clinton avait choisi, elle aussi, la Turquie pour une visite officielle. Avec faconde, elle y vantait les capacités de ce pays allié d'être un « modèle » et un « exemple » pour la région. Rien de moins.

Un premier ministre populaire dans la région A l'heure où les voisins arabes sont saisis d'une fièvre démocratique, ces paroles et intentions résonnent de façon prémonitoire. Depuis des semaines, en effet, un débat autour du « modèle » turc de démocratisation ne cesse de s'intensifier. Ça et là, les mouvements de contestation en cours dans le monde arabe en appellent à l'exemple turc. D'après un sondage Zogby, la popularité du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'est répandue à travers toute la région où son nom apparaît en tête des leaders les plus appréciés. Loin, très loin devant le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

En Tunisie, les dirigeants du parti islamique ont affirmé, peu après le départ précipité du président Zine El-Abidine Ben Ali, le 14 janvier, que le pays pourrait imiter la Turquie. Des propos également entendus dans la bouche d'opposants marocains, jordaniens et égyptiens, pour ne citer qu'eux.

C'est dire si les paroles prononcées par M. Erdogan à l'adresse des manifestants du Caire, début février et en présence de son homologue syrien, Muhammad Naji Al-Utri, ont été perçues avec encouragement : « *Les soucis de nos frères et sœurs sont aussi nos soucis.* » Un peu plus tôt, le 1^{er} février, rompant le silence qu'il avait observé pendant les premiers développements de la révolution égyptienne, l'homme fort d'Ankara avait lâché, devant son Parlement national, qu'il soutenait les revendications de ce mouvement, mais aussi que l'expérience turque pouvait lui servir de... « modèle ».



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, devant le portrait de Mustafa Kemal Atatürk, lors d'un discours devant son parti, l'AKP, à Ankara, le 15 juillet 2010.

Coup d'éclat à Davos Ce positionnement hautement symbolique et stratégique est l'aboutissement d'un long processus, complexe, toujours en mouvement, avec de multiples acteurs, internes et externes. Pendant la guerre froide, les liens entre la Turquie et ses voisins arabes étaient réduits au minimum. Le mépris était réciproque. En 1998 encore, les tensions entre Damas et Ankara étaient à deux doigts de déboucher sur un conflit armé.

Depuis les années 1950, la Turquie est membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'alliée des Etats-Unis et d'Israël. Cette alliance, structurée autour des intérêts militaires, s'est affaiblie à partir de 2003, avec la perte d'influence de l'armée turque. Un premier tournant s'opère alors, lorsque les députés de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdogan, s'opposent au passage sur le sol turc des troupes américaines dans la guerre contre l'Irak.

En janvier 2009, au Forum économique mondial de Davos, la colère du premier ministre turc contre le président israélien, Shimon Pérès, fait le tour du monde des journaux télévisés. M. Erdogan quitte la scène, alors qu'Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, reste assis. L'image est symbolique de la prise de leadership turc. Des drapeaux rouge et blanc turcs sont immédiatement peints sur des murs palestiniens. En mai 2010 survient l'assaut meurtrier par l'armée israélienne de la « flottille de la liberté », au large de Gaza.

Les hommes forts d'Ankara donnent de la voix. Des portraits d'Erdogan sont brandis dans les manifestations de soutiens aux Palestiniens. Les exercices militaires

entre Israël et la Turquie sont gelés. En revanche, les négociations économiques continuent malgré la crise. Le groupe Zorlu, par exemple, poursuit son marché de prospection de gisements offshore, sur les côtes israéliennes.

Des liens solides avec le monde sunnite Parallèlement, la politique d'ouverture sur le Moyen-Orient s'intensifie, suivant le chemin tracé par l'actuel ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. Pour lui, la Turquie a besoin d'un environnement pacifié pour assurer sa stabilité et sa prospérité. Une réconciliation spectaculaire s'opère avec Damas, précédant la création d'une zone d'échange économique avec la Syrie, le Liban et la Jordanie.

Ankara s'implique fortement en Irak, crée des liens solides avec le monde sunnite. Un peu partout, des centres culturels sont ouverts. Les fameuses séries télévisées turques passionnent des millions d'Arabes. La télévision publique TRT a lancé une chaîne en arabe. Al-Jazira, de son côté, se prépare à inaugurer un canal en langue turque.

Autant de preuves que les responsables turcs ont largement fait la promotion de leur modèle ces dernières années. Ils en tirent aujourd'hui les fruits. Même le chef de l'opposition kémaliste, Kemal Kılıçdaroglu, estime que le pays peut être un « modèle » pour le Moyen-Orient. C'est dire.

« Un Occident de substitution » D'après une étude récente menée dans sept pays arabes par le cercle de réflexion Tesev, deux tiers des personnes interrogées estimaient que la Turquie était l'exemple réussi d'un mariage de l'islam avec la démocra-

tie. Une sorte de synthèse de valeurs conservatrices, adaptées au modèle turc, nationaliste et laïque. Mais adaptées aussi au contexte international, celui de la mondialisation, de la libéralisation des échanges et de la construction européenne. La Turquie, comme on peut encore l'entendre dans certaines rues arabes, est devenue une fenêtre sur l'Occident. « *Un Occident de substitution*, selon les termes employés lors d'un séminaire en septembre 2010 à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman. Un

mythe mobilisateur (...) non soupçonné de reniement identitaire et de dépendance néocoloniale. »

Impasses et tabous Toutefois, et en dépit des mutations politiques profondes accomplies ces dernières années, comme le fait remarquer le site de l'Observatoire de la vie politique turque (Ovipot), « *l'impasse à laquelle ont abouti les projets de règlement politique de la question kurde, les blocages qui affectent le procès des assassins du journaliste Hrant*

Dink ou les difficultés que rencontre la tentative de levée de certains tabous de l'histoire turque, anciens (génocide arménien) ou plus récents (sale guerre contre les rebelles kurdes), devraient inciter les promoteurs officiels du "modèle turc" à rester modestes. » ■

Nicolas Bourcier
et Guillaume Perrier

Le Monde

Jeudi 17 février 2011

La lente mutation de l'armée turque

Zoom

Impensable il y a seulement cinq ans, la scène est aujourd'hui devenue presque banale. Vendredi 11 et samedi 12 février, des dizaines d'officiers turcs, dont certains de haut rang, ont été embarqués devant les caméras de télévision dans des voitures de police et de la gendarmerie, arrêtés pour leur implication supposée dans un projet de coup d'Etat contre le gouvernement. Des images spectaculaires, mais au goût de déjà-vu dans cette Turquie en pleine mutation.

Depuis de longs mois, le pays vit au rythme des révélations impliquant des militaires dans des affaires judiciaires. Un feuilleton interminable qui n'a eu de cesse de saper un peu plus l'autorité de la toute-puissante armée déjà mise à mal par l'activisme de l'AKP (Parti de la justice et du développement), le parti du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, arrivé au pouvoir en 2003.

Pour comprendre cette transition qui est en train de conduire la Turquie vers un système débarrassé de son emprise militaire, il faut remonter aux sources mêmes de son pouvoir et s'interroger sur les raisons qui expliquent comment les hommes forts de ce gouvernement issu de la mouvance islamiste sont devenus l'un des principaux vecteurs d'émancipation politique.

L'armée turque a longtemps été perçue comme le garant d'une république laïque fondée voilà

plus de quatre-vingt-sept ans par Mustafa Kemal. Longtemps, elle est restée cette valeur sûre, certainement l'institution la plus respectée du pays, éloignée des scandales liés aux partis traditionnels. Mais la persistance des généraux à vouloir s'immiscer dans la vie publique a eu raison de leur entêtement.

Au nom de la « sécurité nationale », l'armée est intervenue brutalement à trois reprises depuis 1960, imposant un Conseil national de sécurité (MGK) et ses propres cours de justice. « *Ils ont créé un véritable Etat parallèle* », explique Umit Kardas, un ancien juge militaire devenu avocat.

Lors du coup d'Etat sanglant de 1980, les généraux ont consolidé leur pouvoir d'influence en imposant une Constitution autoritaire. Plus de 1,6 million de personnes sont fichées, 230 000 jugées et 7 000 condamnations à mort prononcées.

Le 28 février 1997, les généraux écartent le premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, dont le Parti de la prospérité, le Refah, avait pourtant remporté les élections. La chute de ce vieil acteur de la scène politique entraînera un aggiornamento de l'islamisme turc et la naissance de l'AKP.

En 2007, l'armée menace à nouveau d'intervenir, cette fois-ci en s'opposant à la nomination au poste de président d'Abdullah Gül, le bras droit de M. Erdogan. Mais la tentative se retourne contre ses instigateurs. M. Erdogan précipite les élections, son parti remporte haut la main le scrutin et M. Gül décroche la présidence.

Depuis lors, l'AKP prend sa revanche. « *Ce parti a poussé ses pions devant les militaires et rien n'est arrivé*, estime Hakan Yilmaz, professeur de sciences politiques à l'université du Bosphore. *Alors ils ont poussé plus fort. Jamais, depuis trente ans, l'armée n'a été aussi faible.* » En 2007 éclate l'affaire Egernekon, du nom d'un présumé réseau criminel composé de militants de l'extrême droite, de la gauche kémaliste, d'officiers de l'armée, de magistrats et de mafieux.

« **Tant que la Constitution n'est pas totalement remplacée, le contrôle civil sur l'armée est un rêve pieu** »

Lale Kemal
journaliste au quotidien
« Taraf »

Deux ans et demi plus tard, le quotidien *Taraf* révèle l'existence d'un vaste complot baptisé *Bayloz* (« Marteau de forge »), visant à renverser le gouvernement islamo-conservateur. Là encore, s'ensuivent plusieurs vagues d'arrestations, comme celles survenues ces derniers jours. D'après les médias, un général sur dix serait impliqué.

Ces affaires ont terni le prestige de l'armée. Mais les réformes destinées à satisfaire les critères d'adhésion à l'Union européenne, activement soutenues par le AKP, sont, elles, venues corroder son pouvoir.

Le MGK a été mis sous tutelle civile. Les tribunaux militaires

ont vu leurs compétences réduites. En septembre 2010, pour la première fois, les Turcs ont approuvé par voie référendaire une légère modification de la Constitution. Peu avant, M. Erdogan s'était opposé avec succès à certaines nominations et promotions de généraux impliqués dans les affaires de complots.

Alors ? Pour Lale Kemal, journaliste à *Taraf* spécialiste des questions militaires, la transition actuelle sera longue et difficile. « *Il faudra encore du temps avant que les mentalités changent, que le lavage de cerveaux cesse dans les écoles* », dit-elle, avant d'ajouter : « *Tant que la Constitution n'est pas totalement remplacée, le contrôle civil sur l'armée est un rêve pieux.* »

Une mise en garde reprise par l'ancien juge, M. Kardas, qui rappelle que les structures même du pouvoir des militaires sont toujours en place : « *Ils ne dépendent toujours pas du ministère de la défense, comme dans n'importe quelle autre démocratie.* »

Il n'empêche. « *Le ton qu'ils emploient reste inchangé*, reconnaît Esra Küyas, professeur de sociologie à l'université de Galatasaray. *Mais on les entend moins. Comme si le gouvernement et ses alliés occidentaux avaient réussi à transformer l'armée turque en grande muette !* »

Dimanche 13 février, après les nouvelles arrestations, le premier ministre s'est entretenu avec le chef de l'état-major. La réunion a duré près d'une heure. Elle s'est déroulée « *normalement* », selon les communiqués. ■

N.Bo.
(Istanbul, envoyé spécial)

Parliament in Tehran calls for death of top foes after big protest rallies

Biggest rallies since '09; in Bahrain, over 10,000 urge change in kingdom

BY ALAN COWELL
AND MICHAEL SLACKMAN

An overwhelming majority of the Iranian Parliament called loudly on Tuesday for the two most prominent opposition leaders to be prosecuted and sentenced to death following the most significant street protests in Iran since the end of the 2009 uprising there.

The call came as confrontations between the government authorities and protesters inspired by the Tunisia and Egypt revolutions continued to unfold elsewhere in the region. There were violent clashes in Yemen, while in Bahrain, more than 10,000 people streamed into Pearl Square in central Manama chanting "peaceful."

The protests in Tehran and other Iranian cities on Monday brought thousands onto the streets, defying an official prohibition and reviving memories of the demonstrations that convulsed Iran after the disputed presidential election in 2009. The official fury in response seemed to denote the authorities' displeasure and embarrassment at their opponents' ability to muster a significant display of defiance.

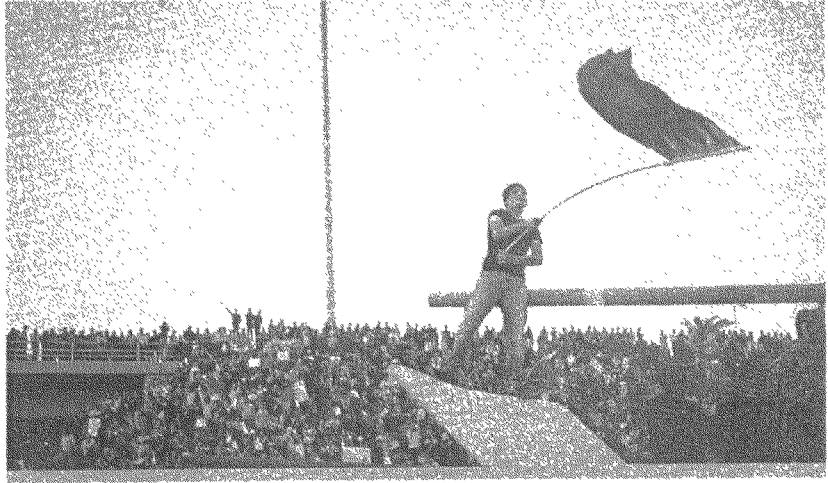
At a news conference in Washington, President Barack Obama said he supported the courage of the Iranians who were seeking a more representative government, and he criticized the government's response to the rallies.

"I find it ironic that you've got the Iranian regime pretending to celebrate what happened in Egypt, when in fact they have acted in direct contrast to what happened in Egypt by gunning down and beating people who were trying to express themselves peacefully in Iran," he said.

The protests there were ostensibly called to offer support for the uprisings in Tunisia and Egypt, but they soon turned into what opposition figures depicted as a renewal of the anti-government sentiment that the authorities sought to quash last year.

Iran's two main opposition leaders, Mehdi Karroubi and Mir Hussein Mousavi, were prevented from attending. Nonetheless, the official news agency IRNA reported, 222 members of the 290-seat Parliament issued a statement Tuesday saying they "are corrupts on earth and should be tried."

The offense of being "corrupt of the earth," a catchall indictment of political dissent, carries the death sentence. It



Thousands of peaceful protesters filled Pearl Square in central Manama, Bahrain, on Tuesday. King Hamad bin Isa al-Khalifa said the process of change "will not stop."

was not immediately clear whether the two men would be arrested. Both are under effective house arrest, with their communications and movements severely restricted.

Prosecutor General Gholam-Hossein Mohseni-Ejei said the judiciary would deal "firmly and swiftly" with those behind the riots, the state-controlled Press TV said.

A spokesman for Mr. Moussavi said the protests showed that the Green Movement, formed to challenge the disputed election in 2009, had scored a "great victory" and was "alive and well" despite a huge government crackdown when the government quashed dissent through the shooting of demonstrators, mass trials, torture, lengthy jail sentences and even executions of some of those taking part.

The authorities had refused to issue a permit for the demonstration Monday. Amir Arjomand, the spokesman for Mr. Moussavi, said, "If the government had issued a permit and guaranteed the safety of the people, there would certainly have been millions of people out in Tehran and other cities."

The protests were not reported in Iran's state-controlled media Monday, and a summary of headlines in the newspapers carried by IRNA on Tuesday made no reference to them.

Initial reports said one person died in the clashes. Saane Zhaleh, a student at Tehran Art University. The opposition said he had been beaten to death by plainclothes government forces.

In Yemen, police officers wielding wooden batons prevented several hundred antigovernment protesters from marching near Sana University in the capital, witnesses said, and a group of

pro-regime demonstrators set upon them hurling stones. In the south of the country, hundreds of protesters continued to camp out on the street in Taiz, vowing to stay put until President Ali Abdullah Saleh is removed from power. Mr. Saleh promised to step down by 2013 in response to earlier demonstrations.

In Bahrain, protesters galvanized by the death of a demonstrator in clashes with the police the day before waved flags under Pearl Square's towering monument Tuesday as a police helicopter hovered overhead. Hundreds of protesters also massed on a nearby bridge overpass. Protesters chanted: "We're not Sunni. We're not Shiite. We just want to be free."

While festive, the atmosphere among protesters, who passed out sandwiches and talked about creating their own version of Tahrir Square in Cairo, was cut through with a sense of foreboding as dozens of police cars could be seen gathering nearby. The police had blocked protesters from the square on Monday.

Earlier Tuesday, protesters clashed with the police and a second demonstrator was killed by gunfire, spurring the largest Shiite bloc to suspend its participation in Parliament.

Those events came after thousands of mourners gathered for the funeral of the Shiite protester shot to death during what was called a Day of Rage protest on Monday, modeled on outbursts of discontent that toppled the autocratic regimes in Tunisia and Egypt.

With only about a million residents, half of them foreign workers, Bahrain has long been among the most politically volatile countries in the region. The principal tension is between the royal

family under King Hamad bin Isa al-Khalifa and the ruling elites, who are mostly Sunni, on one side, and the approximately 70 percent of the population that is Shiite, on the other.

But protesters young and old called for a new Constitution and democratic changes to allow for a more effective representative Parliament and government. King Hamad has been promising to open

up the political system for a decade, but progress has been slow. The king made a rare television appearance in which he offered condolences on the protesters' deaths and said the process of change in the kingdom "will not stop," according to the official Bahrain News Agency.

Neil MacFarquhar and J. David Goodman contributed reporting.

Herald INTERNATIONAL Tribune FEBRUARY 16, 2011

Trust courts, not critics, leader of Turkey urges

ISTANBUL

Opposition says Erdogan using intimidation tactics in wide arrests of military

FROM NEWS REPORTS

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan rejected allegations by the opposition Tuesday that his government was trying to silence critics through intimidation after a court jailed more than 160 members of the military on charges of plotting to overthrow the government.

An Istanbul court has jailed 10 percent of the officer corps in the past week. Among those are former air force and

navy chiefs and 30 active generals and admirals, the newspaper Cumhuriyet reported.

Mr. Erdogan's Islam-oriented political movement has a longstanding conflict with the secular establishment led by the military, but he said Tuesday that the courts were independent.

"This trial process will answer all questions in the minds of people and strengthen the Turkish Armed Forces further," Mr. Erdogan told Parliament. "All should respect the judicial process."

He was responding to criticism by Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Action Party, who accused the government of "portraying itself as the victim of a coup plot ahead of elections."

Mr. Erdogan's party, Justice and Development, which won 46.6 percent of the vote in 2007, is widely expected to have its third consecutive election victory in June. Secularists view as alarming its attempts to permit head scarves at universities, criminalize adultery and restrict alcohol sales. The party says it has no agenda to impose religion on politics and society.

Turkish prosecutors separately conducting an extensive investigation into longstanding allegations that the military secretly plotted to overthrow civil-

ian rule in 2003 ordered a raid Monday on a news Web site critical of the government and ordered the detention of four top officials, including the owner, Soner Yalcin, an investigative journalist.

Police officers from organized crime and cybercrime units in Istanbul searched the five properties of the Web site, OdaTV.com, for more than 11 hours.

The Republican People's Party, the main opposition, said the detentions of the journalists were related to their reporting on government misdoings rather than any involvement in the military coup allegations, which the party largely considers a pretext for what it has described as a witch hunt against government opponents.

"What is the fault of that Web site?" said Kemal Kilicdaroglu, the party chairman. "It's reporting on facts and truths, which the government is uncomfortable about."

Prosecutors have arrested dozens of military and former military personnel over the past few years as part of their investigation what the prosecutors called a plot to overthrow the government.

Leaders of Turkey's armed forces have denied that any such plot existed.

In a hearing Friday, a state court in a high-security prison in the town of Silivri, near Istanbul, ordered the arrest of more than 160 military personnel. (AP, IHT)

AKnews Agency of Kurdistan for News

Barzani calls on public to propose counter-corruption methods

Erbil, February 13, 2011 - (AKnews)

KURDISTAN region president, Massoud Barzani called on Kurdistan public Saturday to suggest ideas for reforming the administration system in Kurdistan, stressing Kurdistan sovereignty experience should not be equated with that of some countries in Arab world.

sarok barzani , kongrai roshnbiran u aini Barzani made



the statement Saturday at the sidelines of a symposium between the Muslim and secular scholars in Erbil, Kurdistan capital.

"To uproot corruption, I ask all to send their ideas to the Kurdistan presidency," the president said, while he urged the Kurdish parliament and cabinet to initiate

reform.

Commenting on the recent upheavals in Egypt and Tunisia which led to ousting the long-term presidents, Barzani said the uprisings proved "determination is the key for the success of the nations."

While reminding the audience of the "fact" that the Kurdistan legislative body and administration were elected by the public, the president stressed the Kurdistan Region's authority practice is "dissimilar" to that of the Egypt and Tunisia.

Animated with the recent national revolts in Arab

world, a major opposition faction in the Kurdish parliament, Goran (Change) Movement, called for re-staging elections and abolishing parliament. However, the dominating parties were quick to condemn the campaign as a "seditious act aimed at destabilizing the qualitative security and prosperity of Kurdistan."

Barzani emphasized neither unity nor separation can be achieved forcibly.

"The nation should be free in deciding for its destiny and the future is for those who claim that freedom of choice not the dictators," he added.

TODAYS ZAMAN

17 February 2011

Kurdish singer says PKK and supporters are the real traitors

ISMAIL AVCI, DIYARBAKIR

Famous Kurdish folk singer Sivan Perwer has reacted angrily to the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) and the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), both of which declared him a traitor after he had a meeting with Deputy Prime Minister Bulent Arinç, saying the PKK and its supporters are the real traitors.

Perwer met with Arinç on Feb. 6 during a visit by the deputy prime minister to Germany. The two men talked about the possibility of Perwer's return to Turkey and possible contributions from him to the state-owned TRT 6 (TRT Ses) channel, which broadcasts in Kurdish.

In a Kurdish-language statement he posted on YouTube on Monday, Perwer said the PKK and the BDP should be ashamed and apologize. They don't have the right to call anyone a traitor, he said.

Noting that he has long been a supporter of the government's democratic initiative, which seeks to minimize separatist terrorism by expanding the cultural rights of Turkey's Kurds, Perwer said: The value of the services being made is not appreciated.

I have always had patience and respect for them. But the more patient I am, the more aggressive they become. This is a shame. I am warning them [the PKK and the BDP]. You should be ashamed before the Kurdish people. You have no right to declare anybody a traitor. If there is



Famous Kurdish folk singer Sivan Perwer performs at a concert in Berlin last year. Perwer is better known for promoting friendly relations between Turks and Kurds.

a traitor, it is those who are accusing others. They should understand this well. Sivan Perwer would never give up on his own reality and his own beliefs. I am the same person I was yesterday, and I will remain the same person tomorrow.

He said he has been singing for 40 years, making him a well-known figure and one who is open to criticism. Noting that history has shown that nations that do not put up resistance when necessary are doomed to fail, he extended his criticism to Kurds. It is the people who create the system they live in. If a person doesn't have the capacity to understand life, then he can never solve any of his problems. We are also to blame. We failed to unite. There were many times we simply wore each other out for nothing. This is exactly what's happening to me today. They are telling me to sacrifice my effort of 40 years for nothing. But they should understand well that I will never surrender, he said, adding that he had an unshaka-

ble faith in peace, brotherhood and friendship.

Some believe they are kings

Perwer said some individuals and groups acted as though they were kings and wanted everyone to account for their actions or ask for their permission before making a statement. Perwer said: Don't forget that we are artists. Sometimes because they are people of faith, artists often play an important role in shaping the principles that society lives by. I will never give up on my own principles. You can't have friendship without dialogue, or you'll end up attacking each other. He said he and people like him weren't the kind that would sell out their country or their nation's values. You can't sell or buy us. This is why you shouldn't listen to people who attack places, kill their own friends and see themselves as the owners of Kurdistan. This is not true, he said.

Turkey plays growing political role in Middle East

CHRISTOPHER TORCHIA,
Associated Press

ISTANBUL, Turkey — As Egypt erupted a few weeks ago, one fellow Muslim country insistently urged President Hosni Mubarak to respond to popular demands. That country was Turkey.

The call was a sign of Turkey's growing confidence and stature in the Middle East and beyond. Hobbled by economic and political chaos just a decade ago, Turkey is increasingly taking on the role of regional model, mediator and leader, with a solid economy and an evolving democracy. It has sought to balance many of the forces that shape, and shake, the region: The East and the West, Israel and Iran, religion and secularism.

As elections approach in June, results of a new Associated Press-GfK poll suggest that Turkey's government will pursue a path of relative pragmatism, despite fears of the influence of Islam on the state.

Turkey still aspires to join the European Union, but that once-strong vision appears to have faded. The poll shows that 52 percent of respondents want Turkey to stay in NATO, and 50 percent want to join the European Union. Yet 42 percent have an unfavorable view of the EU, reflecting frustration with a process that has stalled partly because of European opposition and the slow pace of Turkish reform.

Views of individual European nations are positively acid. Only 16 percent of respondents held a favorable view of Germany, and that was high. Other favorable views were at 12 percent for Italy, 11 percent for Spain, 9 percent for the Britain, 6 percent for France and just 5 percent for neighboring Greece, a traditional antagonist. European leaders fared just as badly, with French President Nicolas Sarkozy scoring a positive rating of 4 percent.

"This dream of a rosy-pink

Europe, once so powerful that even our most anti-Western thinkers and politicians secretly believed in it, has now faded," Turkey's Nobel laureate, author Orhan Pamuk, wrote in an essay published in *The Guardian* newspaper in December. "This may be because Turkey is no longer as poor as it once was. Or it could be because it is no longer a peasant society ruled by its army, but a dynamic nation with a strong civil society."

(The AP-GfK Poll was conducted by GfK Roper Public Affairs & Corporate Communications in November and December, and was based on interviews with 1,200 adults ages 18 and older. It has a margin of error of 3.1 percentage points.)

A key question is to what extent Islam will change a society with a strong secular tradition, imposed by war hero Mustafa Kemal Atatürk when he founded the country in 1923 after the collapse of the Ottoman Empire.

For example, the government recently imposed new restrictions on the sale and advertisement of alcohol, forcing sports clubs to stop putting beer ads on the jerseys of their players and ending the sale of alcohol on highways. Alcohol is banned in Islam. But in facing a barrage of criticism from pro-secular circles, the government said the curbs protect young people and have nothing to do with religious sentiment.

The number of pro-Islamic television channels, which air programs praising the virtues of Islam, also is on the rise. According to the AP-GfK poll, 85 percent of respondents called religion an "extremely" or "very" important part of their lives.

A majority, 63 percent, said women should be free to wear the Islamic head scarf in universities. The head scarf is banned in schools and government offices, but the government has sought to scrap the ban, an explosive issue in the contest between government supporters and military-backed secular circles.

Many universities already ignore the ban.

Yet for all the importance of religion in their lives, 65 percent of poll respondents said religious leaders should stay out of government. Only 17 percent said religious leaders should have a say in government, reflecting comfort with the idea of secular institutions.

Canan Sahin, 31, reflects the tightrope Turkey walks between the East and the West. Sahin's family migrated to Istanbul from the provinces in the 1970s, and lived for years on the outskirts. One of seven children, she graduated from an Islamic high school and wears an Islamic head scarf.

"Turkey is moving toward the East, and I approve it," Sahin said. Yet she also supports the European bid: "In terms of human rights and economics, it can propel Turkey forward."

Especially striking are views toward former ally Israel. The poll found that most respondents — 53 percent — wanted to cut diplomatic relations with Israel, especially after its deadly raid on a Turkish aid ship bound for Gaza last year. Israel and Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu earn the most negative ratings in the poll, at 77 percent unfavorable and 69 percent unfavorable.

Yet the position against Israel does not come out of any love for the Palestinian Authority. Only 22 percent had a favorable opinion of it, compared to 37 percent unfavorable.

Nor do Turks support the claim of Israel's archenemy, Iran, that its nuclear program is peaceful. Half of poll respondents said they believe Tehran is developing atomic weapons.

Some commentators think Turkey, which is shedding military involvement in politics, should be a transition model for Egypt, where the military says it will rule until elections are held. In a Feb. 1 speech to ruling party lawmakers, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said his government had always stood up for democracy and urged Egypt's to do the same.

"We will all die and be questioned for what we left behind. We will all go into two square meters of land," he said, alluding to a burial

plot. "Therefore, I'm asking you to listen to the people's voice and their uttermost humane demands. Welcome the will of the nation for change without any hesitation."

They were lofty words, but critics see inconsistency in Turkey's embrace of Iran, a major source of energy, despite its poor human rights record. On a visit to Iran a week ago, Turkey appeared to depart from its relative silence on Iran's repressive political system when Turkish President Abdullah Gul urged governments in the Middle East to listen to the demands of their people.

Turkey's democracy has other flaws. The Kurdish minority has long suffered discrimination, and Kurdish rebels still hold out after taking up arms in 1984. Even today, despite a government outreach, 51 percent of respondents oppose giving more legal and political rights to the Kurdish people in Turkey.

Also, activists complain of police abuse, long pretrial detention and the use of anti-terrorism laws to muzzle dissent. In January, Human Rights Watch said: "Turkey's foreign policy ambitions would be greatly reinforced by bold domestic reform on rights."

The poll suggests that more than half of Turks themselves believe they will get into trouble for saying some things in politics, or even just about anything in politics. However, a sizable minority of 29 percent said they feel completely free to speak their minds.

One test was the Jan. 15 inauguration of a 52,000-seat football stadium in Istanbul, meant to highlight Turkish know-how and spirit. Some fans heckled the prime minister, who left the state-funded arena in anger. Prosecutors opened an investigation, raising worries about threats to free expression.

"Since when is booing a prime

minister a crime?" said Evrim Erdogus, a 30-year-old electrical engineer who plans to vote for the main opposition party. "I don't want to hear about how Turkey is becoming 'democratic.'"

Ekrem Gozenman, 29, an operational manager for a trading firm, studied in the United States and plans to vote for the ruling party, despite what he said were its shortcomings.

Gozenman said: "I still believe that they paved the way for democratic reform in Turkey."

Economic issues are far and away most often cited as the country's top problem, with 45 percent naming the economy or unemployment as the most pressing issue. About 69 percent called unemployment an extremely serious concern.

Turkey's economy grew nearly 7 percent in 2010, doubling its deficit as the country imported more raw material and fuel. But the majority of Turkey's 74 million people are young, and the unemployment rate in October for those between the ages of 15 and 24 was about 21 percent — more than 10 percentage points higher than the average jobless rate, according to the government.

However, Turkey is democratic enough, with enough opportunities and outlets, that an Egypt-style uprising of the discontented is almost unthinkable.

The United States does little better than Europe in the eyes of Turks — 55 percent hold an unfavorable view of the United States and 49 percent of President Barack Obama. Those negative views are likely due, at least in part, to the U.S.-led invasion of Iraq, viewed by many in the region as a neo-imperial war against Muslims. Turkey has since joined Washington in pushing for political stability in Iraq, and Turkish firms do brisk business in the Kurdish-dominated region of nor-

thern Iraq.

If Turks do not trust the United States or Europe, mankind does no better. About 84 percent of Turks say you "need to be very careful in dealing with" most people.

This prickliness may come out of a nationalism rooted long in the past. The carving up of the Ottoman Empire by foreign powers spawned mistrust, and historical enmities with Greece and Armenia have yet to be overcome.

For one e-commerce consultant, Turkey is even now emerging from the shadow of the empire, whose foundations lay in military might.

"Turkey is new to the idea of foreign policy," said Basar Baltas, whose father was once psychologist for the national football team. "It is now learning how to form strategies and alliances."

Turkey is a member of the G-20 group of major economies, and it recently had a nonpermanent seat on the U.N. Security Council. But a failed attempt with Brazil to broker an Iranian nuclear deal, a move that irked Washington, show the limits of its international brokering. Similarly, its unique role as a Muslim ally of Israel, and possible interlocutor with the Jewish state's Middle East foes, is on hold.

However, a 2010 U.S. Embassy cable released by WikiLeaks, the secret-spilling website, concludes that the Islamic hue of the Turkish government does not entail rejection of the West.

"At the end of the day we will have to live with a Turkey whose population is propelling much of what we see," wrote James Jeffrey, then ambassador. "Turkey will remain a complicated blend of world class 'Western' institutions, competencies, and orientation, and Middle Eastern culture and religion."

AP Associated Press

Suicide car bomber kills 12 north of Baghdad

BAGHDAD — February 21, 2011 - (AP)

A SUICIDE attacker detonated a car bomb on Monday at a police station north of Baghdad, killing at least 12 police officers, police and health officials said.

The attack in Samarra, 60 miles (95 kilometers) north of Baghdad, comes nine days after a suicide bomber targeted Shia pilgrims returning from a religious ceremony at the city's al-Askari mosque. Thirty-six were killed in that attack.

Monday's bombing also wounded at least 22 people, according to two police officers and hospital official.

The police battalion that came under attack had been dispatched from a southern Shia province two weeks ago to help protect pilgrims during the ceremony, said Niyaz Oglu, a member of the area's provincial council.

Oglu accused al-Qaida in Iraq of organizing the attack.

"They are taking revenge on the security forces that have foiled their attempts to ignite sectarian violence," he said.

No group claimed responsibility for Monday's bombing, but such attacks bear the hallmarks of al-Qaida or its allied, Sunni-dominated militant organizations who consider Shias to be heretics and enemies.

Samarra has been a flashpoint since a 2006 attack by al-Qaida destroyed part of the golden-domed mosque there revered by Shias. The event sparked a vicious bloodbath between the country's Shia majority and Sunni minority that swept through the country.

Shiia pilgrims flocked to the site earlier this month to celebrate an important religious holiday, the death of the imam for whom the mosque is named, prompting the deployment of extra security forces in the city.

Also Monday, police and hospital officials in the northern city of Sulaimaniyah said two protesters died, including a teenager, and 46 were wounded as a result of injuries sustained during overnight protests.

A Sulaimaniyah police official said that around 2,000 people took part in scattered demonstrations around the city, 160 miles (260 kilometers) northeast of Baghdad, late Sunday. Many Kurds are frustrated by the tight grip with which the two ruling parties control

the Kurdish autonomous region.

The official said Kurdish security forces opened fire in the air to disperse the crowd.

Hospital officials said about 20 people were shot, including a 17-year-old and a 27-year-old. The others were hit by flying stones.

The officials spoke on condition of anonymity because they are not authorized to speak to the media.

The Kurdish region has been spared much of the violence that has consumed the rest of Iraq since the US-led invasion, and the area attracts many foreign businesses looking to make a foothold in the country. But Kurds have become fed up by the lack of jobs and economic opportunity for people not affiliated with the two main political parties.

Monday's deaths brought the total number of people killed since last Thursday, when protests erupted in Sulaimaniyah, to four. On Thursday, two people were killed and nearly 50 injured in a protest at the headquarters of the Kurdistan Democratic Party. Since then, demonstrators have thronged the city's streets.



February 21, 2011

Teenager dies, 39 hurt in fresh clashes in Iraq's Kurdistan

From Mohammed Tawfeeq, CNN

Baghdad -- A teenage boy was killed and 39 people were wounded Sunday evening when hundreds of demonstrators clashed with Kurdish security forces in Sulaimaniya in northern Iraq, officials said.

Most of the demonstrators opposed Massoud Barazani, Kurdistan regional president, and the ruling Kurdistan Democratic Party.

Witnesses said that dozens of angry demonstrators threw stones at security forces who were trying to disperse them using water cannons.

Eleven of the demonstrators were wounded when the security forces opened fire, said Dr. Hawar Hassan, director of Sulaimaniya's emergency police. The teenager, a 17-year-old boy, died from wounds he suffered in the shooting.

In addition, 12 security officials were also hurt, Hassan said.

Also Sunday, masked gunmen attacked and burned an independent television station, wounding a guard.

In a statement, NRT TV said 50 armed attackers stormed a gated community called "German Village" where the station is located.

The attackers fired weapons at broadcast equipment and burned the entire building, wounding one NRT guard, according to the statement.

NRT, the first independent television station in northern Iraq, started broadcasting on February 17, and was the only station to air footage of shots fired at demonstrators on the first day of the protests, according to the statement.

On Saturday, clashes between police and protesters in Sulaimaniya injured 14 people, according to a regional health official.



Iraqi Kurdish protesters demonstrated against the government in the city of Sulaimaniya on Sunday

Witnesses said police used water cannons and fired weapons over the heads of rock-throwing demonstrators who had taken to the streets to protest the violent response of security forces that killed one demonstrator and injured 57 who attacked the local offices of the Kurdistan Democratic Party.

Saturday's protesters shouted "Down, down with Massoud Barzani" in a demonstration that began at 11:30 a.m. and lasted several hours.

The violence followed another demonstration by hundreds of students at Sulaimaniya University seeking the release of people arrested in previous protests and the prosecution of a local party official they said ordered security forces to open fire.

On Thursday, Barzani issued a statement saying the protests were the work of a "very small group of people determined to undermine the stability of the region."

The regional government is organizing a meeting between government leaders and representatives of opposition groups scheduled for Monday, according to the statement.

The protests are the latest in a string of recent demonstrations across Iraq, apparently inspired by popular uprisings in Egypt and Tunisia and focusing on complaints of rampant unemployment and poor government services.

Nisanyan, l'Arménien qui tient tête à Ankara

Contre cet intellectuel, retranché dans son village de Sirince, dans l'ouest de la Turquie, quatorze procès sont en cours.

LAURE MARCHAND
ENVOYÉE SPÉCIALE À SIRINCE

TURQUIE Dans l'ouest de la Turquie, près de l'antique Éphèse, Sevan Nisanyan est retranché dans son village de Sirince. Cet intellectuel arménien sait que son bras de fer contre les autorités turques peut pencher à tout instant d'un côté ou de l'autre. Mercredi, des gendarmes ont coupé l'électricité de ses dix maisons d'hôtes construites sans permis et exigé l'évacuation des lieux. Les bulldozers, encadrés par un contingent militaire, devaient entrer en action à l'aube, hier. L'ordre de démolition a été suspendu en extremis. « Mais nous nous attendons à un nouvel assaut imminent », dit-il. La rébellion de Sirince, soutenue par les cercles libéraux, dépasse largement le contentieux immobilier. C'est une bataille d'une guerre plus large, totale, que Sevan Nisanyan mène contre l'État turc, « dernier régime fasciste », selon lui, édifié sur le génocide de son peuple en 1915.

« J'ai rompu le contrat »

À son actif, il a actuellement quatorze procès en cours pour construction illégale et une condamnation à dix ans de prison en première instance... « À ce compte-là, c'est toute la Turquie qui est illégale et qu'il faut raser ! tonne-t-il. Les Arméniens ne sont tolérés dans ce pays que s'ils courbent l'échine et ont un portrait d'Atatürk. En contestant, j'ai rompu le contrat. » Sevan Nisanyan a fait de Sirince et de ses bâtisses blanches l'une des destinations les plus courues du pays. Le tout-Istanbul se presse dans les pensions qu'il a conçues, de l'arrière-cuisine à la cheminée. Affichée dans la réception de l'hôtel, une photo résume le personnage : Nisanyan, tel un monarque sur son trône, affiche un sourire goguenard alors que des gendarmes le portent sur son fauteuil. C'était en 2004 et, déjà, les gendarmes tentaient de le déloger. Rien n'eût flatté plus que de lui dire qu'il est fou.

Il faut l'être pour, comme l'an dernier, porter la contradiction sur un plateau télé à l'historien Yusuf Halacoglu, cerbère du négationnisme d'État. Et il faut être un peu kamikaze



Sevan Nisanyan dans le village de Sirince, à proximité d'Izmir.

100 000 personnes environ avaient manifesté le 13 janvier, lors des funérailles de Hrant Dink, journaliste arménien tué de trois balles dans la tête

« Mes livres ont un seul but : déconstruire l'idéologie raciste »

pour écrire dans le quotidien *Taraf*, autre poil à gratter de l'idéologie kémaliste, un édito parodiant le *Discours à la jeunesse* d'Atatürk, plaçardé dans toutes les classes du pays. Outrage ultime dans un pays où le culte du père de la nation a remplacé celui de Dieu.

Les lettres de menaces ont plu contre ce provocateur né : « Nous t'obligerons à reprendre le texte original avec ton sang, nous te tuerons comme le chien Hrant Dink (journaliste arménien assassiné à Istanbul le 19 janvier 2007, NDLR). » Nisanyan établit une relation de cause à effet entre le zèle des juges à Sirince et ses pamphlets. Ce surdoué, qui partit étudier la philosophie à Yale à 17 ans puis les sciences politiques à Columbia, boulimique de savoir, polyglotte et qui, enfant, se distrait en mémorisant le Petit Larousse illustré, a ac-

quis précocement un sens politique aigu : « Dès le collège, j'ai détesté tout ce qui avait trait au nationalisme, au kémalisme et au militarisme, bref j'ai développé un profond mépris pour ce système politique qui prône la supériorité de la race turque. » Chez lui, dans le quartier bourgeois de Nisantasi, à Istanbul - son père est architecte -, on ne dit mot sur les atrocités de la Première Guerre mondiale. Sa famille proche a été épargnée. Mais le garçon ressent au quotidien l'hostilité de la République envers les minorités. Et lorsqu'aux États-Unis, étudiant, il prend conscience du génocide, sa découverte le conforte dans son « obsession de détruire l'État turc ; j'étais alors marxiste ».

Si, à 54 ans, il ne l'est plus depuis longtemps, cet universitaire a en revanche fait de sa révolte de collégien sa boussole intellectuelle. « Mes livres ont un seul but : déconstruire l'idéologie raciste. » C'est en entendant 100 000 de ses concitoyens crier « Nous sommes tous des Arméniens »

qui dormait, par précaution, dans ses tiroirs. « Cette manifestation spontanée n'a pas été réprimée. J'ai compris que, en tuant un Arménien, le régime était tombé. » L'étau qui se resserre contre Sirince montre qu'il remue tout de même encore.

Travail de Titan

Détail savoureux, Sevan Nisanyan est

sans doute le meilleur connaisseur de la langue turque. Il vient de publier *Le Pays qui a oublié son nom*, une somme sur la « turquification » de l'Anatolie destinée à faire remonter à la surface son identité multiculturelle. Depuis son village, il poursuit un autre travail de Titan : il a créé Index Anaticus, site Internet interactif pour recenser

les anciens noms arméniens, syriaques, ottomans, kurdes ou grecs des villages débaptisés au XX^e siècle. C'est donc un Arménien qui fait « découvrir aux Turcs leur pays et leur histoire ». ■

LE FIGARO

vendredi 18 février 2011

Gates remet en cause le retrait américain d'Irak



Des soldats américains patrouillent à Kirkouk, après une attaque à la bombe. Gates estime que la présence américaine en Irak pourrait servir les intérêts des États-Unis.

Si Bagdad en émettait le souhait, les « boys » pourraient rester au-delà de 2011.

LAURE MANDEVILLE
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

ÉTATS-UNIS Cent cinquante personnes installées dans un bureau de liaison. C'est tout ce qu'il restera, après 2011, de la force militaire américaine en Irak (170 000 à son apogée, 50 000 aujourd'hui), selon l'accord signé avec Bagdad par l'ancien président George W. Bush, accord que son successeur Barack Obama s'est engagé à respecter à la lettre. À moins que...

À moins que les Irakiens ne demandent aux Américains de rester, a déclaré mercredi le secrétaire à la Défense, Robert Gates, devant le Congrès. Ce n'est pas la première fois que le Pentagone explique qu'il pourrait revenir sur ses engagements de quitter définitivement l'Irak si Bagdad lui en fait la demande. Mais, dans le contexte géopolitique mouvant des révoltes qui traversent le Moyen-Orient, ces déclarations font dresser l'oreille des experts. Gates ne s'est en effet pas contenté de dire qu'une extension de la présence militaire améri-

caine au-delà de 2011 serait une bonne chose pour les Irakiens. Il a carrément expliqué qu'une telle initiative « servirait également les intérêts des États-Unis », en se gardant de donner des chiffres précis, pour ne pas politiser ce débat, alors que l'opinion réclame le retour des « boys ».

Cette vision colle avec le rapport que le général James Dubik, aujourd'hui analyste à l'Institut de la guerre, vient de publier. Dans ce document, il souligne que le rôle de l'armée américaine reste « vital » pour l'avenir irakien et défend l'idée d'une présence militaire substantielle. L'idée qu'« une relation militaire de long terme » est « dans l'intérêt mutuel des deux pays » est largement partagée au Pentagone, confiait-il hier au *Figaro*.

La question est de savoir comment parvenir à ce résultat. Selon lui, la meilleure option serait de terminer la mission militaire selon le calendrier de l'accord Bush, puis qu'une demande des Irakiens permette un nouveau mode de fonctionnement. Mais le général Dubik ne « parie »

pas sur ce scénario. À en croire l'expert Brian Burton, du Centre pour la nouvelle sécurité américaine, le gouvernement irakien, sous forte pression interne, n'est « pas sûr ». Les considérations politiques et électorales d'Obama pour 2012, qui avait fait du départ d'Irak, une promesse centrale de campagne, « ne semblent pas

Délaisser le « convalescent » au moment où le sol risque de se dérober ailleurs, serait de courte vue, semble penser le Pentagone

en phase » non plus avec le point de vue de Gates, ajoute-t-il. Dubik estime au contraire qu'un soutien américain substantiel doit continuer pour aider l'armée irakienne - concentrée sur l'écrasement de l'insurrection - à construire une défense de ses frontières, notamment aérienne.

Contre l'« insurrection islamiste »

L'armée irakienne va acheter de nombreux matériels - dont des avions - qui vont exiger une formation approfondie, dit-il. « Nous avons intérêt à continuer d'aider les Irakiens face à l'insurrection islamiste. » Dubik se refuse à insérer les préoccupations américaines en Irak dans le cadre plus général du tremblement de terre moyen-oriental qui pourrait rendre incertaines nombre d'alliances américaines. « La relation États-Unis-Irak est importante en elle-même... Nous avons tout intérêt à avoir en Irak un État » qui se démocratise. Abandonner le « convalescent » au moment où le sol risque de se dérober ailleurs, serait de courte vue, semble penser le Pentagone. « Ce qui se passe à Bahreïn ou en Égypte rend nos responsables militaires nerveux. Pour eux, cela accroît d'autant plus la nécessité d'aider l'Irak à être stable sur ses pieds », conclut Brian Burton du Cnss. ■

La deuxième vie du Mouvement vert en Iran

Les images, en apparence, sont les mêmes : en juin 2009, des milliers de manifestants dans la rue, en Iran, réclamaient l'annulation de l'élection présidentielle, « truquée » à leurs yeux, remportée par le président conservateur Mahmoud Ahmadinejad. Le Mouvement vert – de la couleur électorale attribuée au candidat malheureux proche des réformateurs, Mir Hossein Moussavi, devenu un des chefs de la contestation – était né. Une lourde répression (4 000 arrestations, 100 morts) le réduira au silence après neuf mois de révolte.

Le vendredi 18 février, à nouveau des milliers de manifestants devraient défiler dans les grandes villes iraniennes quadrillées par des forces de sécurité. Le Mouvement vert ressuscitait, sortant de son huis clos forcé, lui qui ne menait plus ses batailles que sur quelques sites Web épargnés par la censure. L'histoire se répète ? Non, car les « verts » de 2011 ne sont déjà plus ceux de 2009. Ce mouvement, « spontané » et déstructuré à l'origine, a mûri. Il s'est aussi radicalisé, même si sa mue incomplète pose un problème interne d'identité et de positionnement. De par la personnalité même des deux figures de proue qui ont lancé la contestation – Mir Hossein Moussavi, un ex-premier ministre respectueux de la religion, et Mehdi Karoubi, un religieux lui-même, ex-président du Parlement –, le mouvement est né enkysté dans l'histoire de la République islamique. Les références à un certain âge d'or supposé de la révolution de 1979, au temps du fondateur l'ayatollah Khomeyni, ont été constamment présentes comme autant de garde-fous contre des dérapages non souhaités.

En 2009, les « verts » n'avaient pas leur propre calendrier, ils « vampirisaient » les fêtes officielles (la fête religieuse de l'Achoura ou la journée Al-Qods en faveur de la Palestine). Une tactique pour ne pas avoir à demander l'autorisation de descendre dans la rue, mais pas seulement.

Analyse

Marie-Claude Decamps

Service international

C'était aussi une façon de montrer que la contestation restait dans le cadre de la République islamique, tout en essayant de rendre à ces manifestations leur sens premier, galvaudé à leurs yeux par les dérives du pouvoir. A cet effet, les déclarations de M. Moussavi étaient claires : pas de révolution, juste l'application des libertés et des droits déjà inscrits dans la Constitution.

Qu'en est-il, deux ans après ? A dessein, pour leur retour, les « verts » n'ont pas profité des célébrations de l'anniversaire de la République islamique, le 11 février, mais trouvé une date neutre, le 14. Le prétexte était de montrer leur solidarité avec la lutte pour la démocratie des Egyptiens. En cela, ils prenaient au piège le régime qui prônait la même solidarité en voulant y voir un « réveil islamique arabe » et un remake de la révolution de 1979. En réprimant la manifestation (2 morts), le pouvoir iranien a montré son double langage : il salue les demandes du peuple égyptien et ignore celles de son propre peuple.

Faut-il en conclure avec Ahmad Salamatian, coauteur avec Sara Daniel d'un livre sur le sujet (*La Révolte verte*, éd. Delavilla, 2010) que « le mouvement vert s'émancipe et se libère de trente ans de mémoire iranienne » ? Sans doute. Mais là où les dirigeants de la première heure, dont M. Moussavi, hésitent encore à couper le cordon ombilical révolutionnaire, les manifestants l'ont fait. Leurs cris ne visaient plus M. Ahmadinejad mais le pilier du régime, le Guide suprême, Ali Khamenei, traité de dictateur : « Ben Ali, Mobarak, au tour de Seyyed Ali. »

Une radicalisation à laquelle la répression, la torture et les procès truqués de ces derniers mois ne sont pas étrangers. Surtout chez les jeunes et les étudiants, une génération moins sensible au poids du passé, qui a payé le prix fort de sa révolte en prison. L'autre nouvelle vague d'arrivants dans le mouvement est celle d'ouvriers, de travailleurs, inquiets devant la crise économique et la diminution des aides du gouvernement aux denrées de première nécessité, qui a fait grimper les prix. Du coup, les droits de l'homme et la démocratie sont devenus les revendications centrales : plus d'aménagements, de vrais changements sont réclamés. Et les critiques contre M. Khamenei le « despote » visent l'homme, sorti de son rôle traditionnel d'arbitre, mais s'attaquent aussi à la fonction.

Le prochain pas, c'est la contestation du fondement même de la République islamique, le principe du *velayat-e-faqih*, qui assujettit le pouvoir politique au pouvoir religieux. En arriver en somme à une République séculière, que certains religieux trouvent souhaitable. Ne serait-ce que pour protéger la religion, « instrumentalisée », disent-ils, par les autorités pour asseoir leur toute-puissance.

Le mouvement « vert » peut-il assumer ses contradictions ? Il reste informel, mais s'est ouvert à la pluralité. De plus en plus, y compris au Conseil de coordination de la voix verte, un organe nouveau, les jeunes s'affirment : nationalistes, réformateurs, personnalités de la société civile. Le régime qui se sent à présent réellement menacé ne s'y est pas trompé, il en a arrêté plusieurs. Téhéran n'a pas encore trouvé sa place Tahrir. Et le chemin qui mène symboliquement de la place Enghelab (Révolution) à la place Azadi (Liberté), même entamé, semble long. ■

decamps@lemonde.fr



16 février 2011

Un jeune Kurde se serait immolé par le feu

Un jeune Kurde de 17 ans se serait immolé par le feu à Diyarbakir, principale ville du sud-est à majorité kurde de la Turquie, pour obtenir la libération du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, a-t-on appris mercredi de source proche de l'enquête.

Le corps calciné d'un lycéen a été retrouvé lundi soir par la police dans un terrain vague sur les rives de l'Euphrate. Une lettre a été retrouvée, expliquant qu'il réclamait la libération du chef-fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), a-t-on souligné de même source. La police enquête désormais pour déterminer s'il s'agit d'un suicide à

caractère politique, ou d'un homicide.

Les activistes kurdes ont par le passé procédé à des gestes de ce type pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale. Des gestes de désespoir similaires ont eu lieu ces derniers temps dans plusieurs pays arabes, notamment lors des contestations populaires en Tunisie et en Egypte.

M. Öcalan purge une peine de prison à vie dans le nord-ouest de la Turquie depuis 1999. Mardi, à l'occasion du douzième anniversaire de son arrestation au Kenya, de nombreuses manifestations ont été organisées dans le sud-est anatolien, provoquant des heurts avec la police.

Le conflit kurde en Turquie a fait 45.000 morts depuis le début en 1984 de l'insurrection du PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et nombre de pays. (belga)

Irak: la contestation s'étend au Kurdistan où deux manifestants sont morts

De Shwan MOHAMMAD (AFP)

SOULEIMANIYEH — Le mouvement de contestation sociale en Irak s'est étendu jeudi au Kurdistan où deux personnes ont été tuées et 47 ont été blessées par balles à Souleimaniyeh alors que le Premier ministre Nouri al-Maliki a mis en garde ceux qui incitent à la violence.

Dans cette région autonome du Nord, près de 3.000 personnes, en majorité des jeunes, ont manifesté à l'appel de l'Organisation de défense des droits et de la liberté, en accusant de "corruption" les deux partis traditionnels, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union patriotique de Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Ils se sont dirigés vers la rue où se trouvent les sièges des deux formations aux cris de "Gouvernement démission" "Du travail pour les chômeurs", "Les corrompus devant la justice".

Le Kurdistan possède son propre gouvernement dirigé par ces deux partis qui sont aussi majoritaires au Parlement régional.

"Nous manifestons contre les dirigeants qui utilisent à leur profit l'argent public et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que les responsables corrompus soient punis", a affirmé à l'AFP Shaho Mohammad, 20 ans.

Des manifestants ont jeté des pierres sur le bâtiment du PDK et lorsque certains ont tenté de le prendre d'assaut, des gardes ont tiré en l'air puis des membres de services de sécurité du parti et de la police ont pris position



Des manifestants à Souleimaniyeh le 17 février 2011

dans la rue.

"Nous déplorons deux morts, âgés de 25 ans et 18 ans, et 47 blessés par balles", a affirmé à l'AFP Ricot Hama Rachid, responsable des services de santé de la province de Souleimaniyeh, à 270 km au nord de Bagdad.

Un siège du parti Goran qui a affirmé ne pas être impliqué dans cette manifestation a été incendié à Erbil, plus au nord. En dissidence avec les deux partis traditionnels kurdes, Goran a accusé des militants du PDK.

La veille, à Kout (160 km au sud de Bagdad), un manifestant de 16 ans avait été tué et 27 autres avaient été blessés lorsqu'une foule en colère avait incendié des bâtiments publics pour protester contre l'absence de services publics.

Il s'agissait de l'incident le plus violent depuis le début des manifestations en Irak qui ont débuté le 3 février dans la province de Diwaniya, à 185 km au sud de Bagdad. Ce jour-là, quatre manifestants avaient été blessés par balles.

Lors d'une conférence de presse, M. Maliki a mis en garde contre la violence. "J'accueille favorablement ceux

qui manifestent pacifiquement pour leurs droits légitimes mais pas ceux qui exploitent ces revendications pour susciter des émeutes. Les auteurs seront traduits en justice", a-t-il dit avant d'accuser des puissances étrangères sans les nommer.

"Je dis aux manifestants de ne laisser personne s'infiltrer pour susciter des émeutes comme à Kout et Nassiriya. J'interdis aux forces de sécurité de d'user de la violence et (leur dis) de ne disperser les manifestations uniquement quand elles se transforment en émeute", a-t-il ajouté.

Dans la localité de Nasr, à 240 km au sud de Bagdad, près de Nassiriya, des dizaines de manifestants exigeant des emplois et des services publics ont pénétré jeudi dans la mairie, incendiant l'entrée et mettant le feu à des dossiers.

Par ailleurs, dans la cité multiethnique de Kirkouk, à 240 km au nord de Bagdad, 350 femmes et enfants ont défilé entre le bâtiment du ministère de la Santé et le gouvernorat en brandissant des banderoles écrites en arabe, en kurde et en turcoman sur lesquelles on pouvait lire "Nous voulons l'égalité", "Où sont nos droits?", "Protégez les orphelins des voleurs".

"A Kirkouk, il y a 2.000 veuves et 7.000 orphelins. Nous demandons qu'une partie de la manne pétrolière aille à des allocations pour les veuves, à la mise en place des foyers pour les orphelins et à des centres de traitement psychologique", a affirmé Najat Amid Yadkar, 57 ans, employé de la compagnie pétrolière et organisateur de ce défilé.



Des forces de l'ordre sont postées devant le bâtiment du PDK à Souleimaniyeh, le 17 février 2011

Les autorités irakiennes tentent d'apaiser l'agitation sociale

Par Reuters

Les dirigeants irakiens, inquiets de l'extension des révoltes qui balaient le monde arabe, tentent de mettre un frein à l'agitation sociale qui secoue le pays depuis quelques semaines.

Achat de denrées alimentaires, report d'acquisition de matériel militaire, distribution d'électricité gratuite, baisse du train de vie des hommes politiques: le gouvernement multiplie les annonces susceptibles de calmer l'ire d'une population mécontente des conditions de vie.

L'irritation des Irakiens contre l'incurie des pouvoirs publics n'est pas nouvelle, mais la multiplication des manifestations contre les coupures d'eau, d'électricité ou l'approvisionnement en vivres inquiète manifestement le Premier ministre chiïte, Nouri al Maliki, parfois directement visé par les protestataires.

Jeudi, l'agitation est montée d'un cran avec des manifestations dans le Kurdistan, à Kirkouk dans le Nord, à Bassorah et à Nassir dans le Sud. A Souleïmanieh, un protestataire a été tué par la police et 33 autres personnes ont été blessées.

Ces dernières semaines, des mesures ont été prises en signe d'apaisement. Ainsi, le ministère de l'Électricité a annoncé la distribution gratuite de 1.000 kilowatt/heure chaque mois à toutes les familles du pays.

Le programme alimentaire national, qui distribue à des millions d'Irakiens sucre, riz et autres denrées de base, a dû faire face à des pénuries, aggravant le mécontentement.

Le gouvernement a repoussé l'achat de chasseurs F-16. Quelque 900 millions de dollars ont été réaffectés à l'achat de rations alimentaires et le gouvernement a acquis 200.000 tonnes de sucre blanc ce mois-ci.



Manifestation à Bagdad pour dénoncer les carences des services publics élémentaires.

Le Premier ministre a divisé par deux son salaire mensuel de 30.000 dollars. Un projet de loi de réduction de moitié des traitements des députés et des ministres ainsi que la retraite des parlementaires et des ministres est en passe d'être adopté.

"Les mesures prises par les dirigeants politiques montrent qu'ils sont tendus", explique Gala Riani, consultant pour le Moyen-Orient auprès du cabinet IHS Global insight.

Wayne White, spécialiste de la région au Middle East Institute, juge que "la réponse presque paniquée de Maliki à cette nouvelle agitation montre à quel point il se sent mal à l'aise".

"C'est un homme bien conscient qu'il a obtenu son second mandat de Premier ministre surtout grâce à la tromperie, l'entêtement, et à l'aide de Téhéran",

Le parlement irakien avait approuvé la composition du gouvernement de Nouri al Maliki en décembre, mettant fin à neuf mois de tractations politiques depuis les élections législatives du 7 mars. Un accord de partage de pouvoir avait été conclu en novembre entre les trois grandes communautés d'Irak, les chiïtes, les sunnites et

les Kurdes.

Néanmoins, des analystes estiment peu probable un changement de régime comme en Tunisie ou en Égypte.

L'Irak a déjà assisté en 2003 à la chute d'un régime autoritaire, celui de Saddam Hussein. Contrairement à l'Égypte et à la Tunisie, ce renversement n'a pas été le fruit d'un soulèvement populaire mais d'une intervention militaire extérieure dirigée par les États-Unis.

"Les soulèvements en Tunisie et en Égypte sont nés d'un désir de changement de régime et de la tenue d'élections libres", juge Ranj Alaaldin, politologue à Next Century.

"L'Irak a un gouvernement de coalition démocratiquement élu qui représente la société irakienne, ce qui est à l'opposé d'un pays contrôlé par une famille ou un seul homme. C'est très difficile d'organiser et de mener à bien une révolte contre un gouvernement qui est si varié et si hétérogène", dit-il.



Irak: 10 blessés dans de nouveaux affrontements à Souleimaniyeh au Kurdistan

SOULEIMANIYEH (Irak) -19 février 2011 (AFP)

DIX MANIFESTANTS ont été blessés samedi lors d'affrontements avec les forces de sécurité kurdes à Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak, près d'une permanence du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), a indiqué un médecin.

"Dix manifestants ont été blessés à la tête, au bras, sur le dos", a affirmé à l'AFP Ricot Hama Rachid, responsable des services de santé de la province de Souleimaniyeh, deuxième ville de Kurdistan irakien. Selon lui, les personnes hospitalisées souffrent d'ecchymoses dues à des coups de bâton et des coups de poing.

Les échauffourées se sont produites quand des manifestants ont tenté d'entrer dans un siège du PDK, distant de 400 mètres de celui qu'ils avaient attaqué jeudi. Les forces de sécurité ont tiré en l'air pour les éloigner et les manifestants se sont déployés à proximité de ce siège et ont brûlé des pneus, a constaté un journaliste de l'AFP.

En début d'après-midi, un millier de personnes s'étaient rassemblées sur la place principale de Souleimaniyeh (270 km au nord de Bagdad) pour exiger la libération des personnes arrêtées, le départ des forces de sécurité de la ville et la traduction en justice du chef du PDK de la ville qui, selon les manifestants, a donné jeudi l'ordre de tirer.

Dans la soirée, un responsable du parti d'opposition Goran a accusé les membres du PDK d'avoir mis le feu à sa permanence à Shaqlawa, à 380 km de Bagdad. Jeudi, sept de ses permanences avaient déjà été pillées et incendiées à Erbil et Dohouk.

Samedi matin, 2.000 étudiants avaient défilé à l'université de Souleimaniyeh pour exiger des excuses du président de la région Massoud Barzani, après la répression sanglante d'une manifestation jeudi.

Les forces de l'ordre ont empêché les étudiants de sortir du campus, selon un correspondant de l'AFP.

"Le chef du Parti démocratique du Kurdistan Massoud Barzani doit présenter ses excuses aux habitants de Souleimaniyeh pour les tirs des gardes de son parti", pouvait-on lire sur une banderole.

M. Barzani est le président de cette région autonome depuis juin 2005 et le chef du PDK depuis 1979.

Les manifestants ont également réclamé "le châtimement des auteurs des tirs contre les manifestants et le retrait de la ville des forces militaires" qui sont venues à la suite des accrochages de jeudi.



"Les autorités de la région ne comprennent pas ce que signifie la démocratie", a affirmé Frishta Karim, une étudiante.

Environ 3.000 personnes, majoritairement des jeunes, avaient manifesté jeudi à l'appel d'une ONG proche de l'opposition contre la "corruption" du gouvernement de la région, dirigée depuis des décennies par le PDK et l'UPK.

Les manifestants s'étaient dirigés vers les sièges des deux formations aux cris de "Gouvernement démission", "Du travail pour les chômeurs", et avaient jeté des pierres sur le bâtiment du PDK.

Quand certains avaient tenté de le prendre d'assaut, des gardes avaient tiré en l'air puis les services de sécurité du parti et la police s'étaient déployés. Deux jeunes avaient été tués et 54 blessés par balles.

Peu après, sept bureaux du parti Goran avaient été incendiés et pillés à Erbil et Dohouk. Un dirigeant du parti avait accusé des membres du PDK. La présidence du Kurdistan avait démenti.

Un incident a opposé samedi au Parlement de Bagdad les factions kurdes. Alors que le chef du groupe Goran, Chorech Hatchi, affirmait que des gardes du PDK avaient tiré sur des personnes défilant pacifiquement, il a été interrompu à plusieurs reprises par une députée du PDK, Ashwaq Al-Djaf, qui criait "c'est faux, ce sont les manifestants qui ont attaqué le PDK et pas le contraire".

L'EXPRESS 28 février 2011

Les rebelles kurdes du PKK mettent fin à leur trêve en Turquie

Par Reuters

Les rebelles kurdes en Turquie ont mis fin lundi à leur trêve unilatérale de six mois, rapporte un site internet proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK, qui lutte depuis des décennies contre le pouvoir turc, ne va pas relancer d'attaques mais adopter une posture défensive plus "efficace", dit un communiqué des rebelles relayé par l'agence de presse Firat.

"La période d'inactivité que nous avons développée pour permettre un règlement démocratique n'est plus valable", écrivent les rebelles, qui dénoncent la politique du gouvernement à l'égard des Kurdes.

Aucun responsable du PKK, mouvement dont la direction est installée dans le nord de l'Irak, n'était joignable dans l'immédiat.

Le PKK avait décrété une trêve unilatérale en août et l'a par la suite prolongée jusqu'aux élections législatives prévues le 12 juin. Cette

période était présentée par les rebelles comme une occasion pour le gouvernement de chercher une solution au conflit.

Les violences se sont fortement apaisées dans le sud-est de la Turquie depuis l'entrée en vigueur de ce cessez-le-feu.

Plus de 40.000 personnes, majoritairement des Kurdes, sont mortes dans ce conflit depuis que le PKK a pris les armes en 1984.



Protests show Arab-Kurd issues need solving: U.N.

WASHINGTON , February 22, 2011 - (Reuters)

PROTESTS in Iraq and across the Arab world show the need to resolve long-standing disputes between Arabs and Kurds in northern Iraq before they trigger conflict, the United Nations' envoy in Iraq said on Tuesday.

Iraq, including its northern Kurdish region, has been hit by growing protests inspired by anti-government uprisings across the Arab world.

While Iraqi demonstrators mostly have not called for the ouster of the elected government of Prime Minister Nuri al-Maliki, installed just two months ago, they have demanded that local officials step down.

"In my mind, these manifestations (protests) show how important it is to take away sources of potential unrest in the future," Ad Melkert told Reuters in Washington, where he has been meeting White House and congressional officials.

Melkert said the United Nations was working with officials in

Baghdad and Iraq's semi-autonomous Kurdish region to try to set an agenda for addressing differences, including disputes over oil revenue-sharing and the future of the city of Kirkuk, which lies in the center of an oil-rich part of Iraq.

"As long as these issues are lurking and are unresolved, they at any moment in time can just be the trigger for conflict and polarization," he said. "And what we see today on the streets just shows that this can happen overnight, and you should try to prevent that."

Melkert is the U.N. secretary-general's special representative in Iraq.

Sulaimaniya, in the Kurdish region, has turned into a militarized city in recent days as thousands of people rallied against corruption and the local government.

Three people have died and more than 100 have been wounded in clashes between protesters and militia forces linked to the two ruling parties of the region. Demonstrations also have taken place in Basra, Falluja, Kirkuk and other cities.

Melkert said he hoped the new government would "really start to govern" as Iraq struggles to establish democratic institutions nearly eight years after a U.S.-led invasion toppled dictator Saddam Hussein.

Resolving disputes between Baghdad and the Iraqi Kurdish region was also important in view of the scheduled withdrawal of U.S. forces from Iraq later this year, Melkert said.



28 FEBRUARY 2011

Al Jazeera

Kurdish rebels end Turkey 'truce'

PKK official says group is calling of six-month "period of non-action" put in place ahead of national election.

KURDISH fighters in Turkey have called off a six-month ceasefire, threatening a fragile peace in the country's mainly Kurdish southeast, ahead of a national election scheduled in June.

Ahmet Deniz, a leader in the Kurdistan Workers Party (PKK), based in northern Iraq, told the Reuters news agency on Monday that the group would respond to any attack on its forces.

"Our position has now changed, and we are assuming an active defence. Any kind of attack on us will now definitely be answered," he was reported by Reuters as saying.

The PKK declared a "period of non-action" in August and then extended it until Turkey's election, now set for June 12.

Deniz said the PKK, which has waged a decades-long fight against the Turkish state, was now ending the one-sided truce because the Turkish government had failed to address Kurdish grievances.

'Period of non-action'

Fighting in Kurdish-dominated southeast Anatolia had lessened significantly since the August truce, but the ceasefire also coincided with the time the PKK traditionally winds down attacks due to adverse weather conditions in the remote mountains of the border region where it is based.

A statement from the group said that it would not be the first to attack, but would defend itself "more effectively" against operations of the Turkish army.

It also demanded an end to such operations, the easing of prison conditions for Abdullah Ocalan, its jailed leader, and the release of other detained Kurdish politicians.

Turkey's military has continued shelling PKK sites since the group halted hostilities, Deniz said.

While Ankara had previously signalled it would scale down military operations against the rebels, it stressed security forces would act if they obtained intelligence about PKK activities threatening public



Many Kurds want greater autonomy for ethnic homeland in southeastern Turkey [GALLO/GETTY]

order and security.

Officially, Turkey does not recognise the ceasefire and has vowed to continue fighting the group.

Dialogue stalled

The government has launched a cautious bid for a dialogue with the Kurds, and hopes the PKK will permanently lay down arms. But the process has stalled over Ankara's rejection of the Kurds' demand for autonomy.

The PKK took up arms in 1984 in a bid to carve out an ethnic homeland in southeastern Turkey, but has scaled back its demands to greater political autonomy and cultural rights for Turkey's estimated 15 million ethnic Kurds.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, launched a Kurdish "opening" in 2009 which aimed to broaden cultural rights for Turkey's largest minority in a bid to end the fight with the PKK but the effort has faltered.

Political analysts say Erdogan's AK Party could lose votes if it tries to revive the effort as it gears up for election season.

Kurdish protests mar 'The Other Iraq'

By **YAHYA BARZANJI** and **REBECCA SANTANA** - (AP)

SULAIMANIYAH, Iraq — A city that stands out in Iraq for its quality of life — the electricity works, the water's clean and there's even a bowling alley — has turned violent and tense in the past week as at least four protesters have been killed in marches against cronyism and corruption.

The clashes between security forces and demonstrators in Sulaimaniyah have revealed deep fissures that separate the Kurdish people and their leaders, denting the image of security and modernity that the city has enjoyed.

Supporters of the president and ruling parties blame the unrest on an upstart political group trying to elbow its way into power in this self-ruled region of Iraq. But that's not how many in the streets see it. They're fed up with government corruption and want the two ruling parties' lock on the area loosened.

"There is no justice in the Kurdistan region. Most of the politicians have accumulated huge wealth due to the corruption," said one of the protesters, 25-year-old Hindrin Jabar, an unemployed college graduate. "The government keeps giving false promises with no action."

In a country and a part of the world torn by deadly protests, what makes the Sulaimaniyah demonstrations stand out is that they've happened in an area that's been a rare bas-

tion of quiet in Iraq.

The Kurds, who control a three-province autonomous region in northern Iraq, have prided themselves on being a peaceful, successful counterweight to the trouble-plagued areas of southern Iraq. After years of persecution, Kurdistan enjoyed de facto independence after the first Gulf War, allowing them to develop economically and politically.

Unlike many places in Iraq, the streets of Sulaimaniyah are clear of litter. Electricity works more than just a few hours a day, in contrast to Baghdad. In addition to the bowling alley, there's a modern mall with an escalator and a university that organizers describe as having an American-style liberal arts education.

City residents are worried by the sudden change in atmosphere.

"It looks like the situation during the 1991 uprising against Saddam. The city is flooded with security forces. I have not seen this amount of weapons inside Sulaimaniyah since 1991," said one protester, 52-year-old Sardar Muheialden.

Armored vehicles can be seen guarding the headquarters of the Kurdistan Democratic Party, headed by Kurdish President Massoud Barzani; the building was attacked by demonstrators last week. Two people were killed after security guards opened fire and daily protests have followed since.

The city's main streets are under close watch from Kurdish security forces. Food is being brought out to riot police, so they won't



In this Feb. 19, 2011 file photo, Protesters burn tires to block a road during a demonstration in Sulaimaniyah, 260 kilometers (160 miles) northeast of Baghdad, Iraq. Over the last week the Kurdish city of Sulaimaniyah has been the sight of repeated and deadly protests that have dented the image of security and modernity that has differentiated this region from the rest of Iraq and raised questions about the political and economic freedom in the city and region. (AP Photo/Yahya Ahmed, File)

have to leave their posts. Residents report that young people trying to get into the city from the countryside are being stopped at checkpoints.

Many people say they are angry not just with Barzani's KDP, but also with the Patriotic Union of Kurdistan. Together, the two parties dominate the Kurdish political scene.

"Each of the two main parties has its own businesses and companies," said Khisro Qadir, a Kurdish businessman. "If we want to win a project in Kurdistan, we should accept a partner from the government or the two parties. Otherwise, deals will not be done."

The protesters have called for political reforms, an accounting of what happened during the shooting last week and some are demanding Barzani step down.

Ari Hasteen, a senior KDP official in Sulaimaniyah said his political party is unfairly being held responsible for all the problems in Kurdistan. He said the party agrees with many of the protesters' demands and calls for reforms but that riots are unacceptable.

A spokesman for

Barzani denied that the two parties have somehow imposed their will on the rest of the region.

"The KDP and the PUK, along with several smaller parties, won the majority of votes in the 2009 general election held in the Kurdistan region," said Karim Zibari, referring to the vote for Kurdistan's parliament. "Allegations that only people affiliated with these two parties can secure decent jobs is nonsense."

A member of the PUK from Sulaimaniyah, Kader Hamajan, acknowledged that there is corruption in Kurdish politics — including his own party — but said it is not widespread and the majority of the members worked diligently.

Many in the KDP and PUK have blamed the protests on a relative newcomer to the political scene, a political party called Gorran — Change in Kurdish, a breakaway faction from PUK. A Gorran spokesman said his party is not driving the protests but it does sympathize with the marchers' frustrations.

The demonstrations have extended to small villages and towns outside of Sulaimaniyah. About 600

young people gathered for a rally in Halabja, 70 kilometers (43 miles) east of Sulaimaniyah, and set fire to some tires and threw stones at guards outside of a KDP office on Tuesday, according to police and the town's mayor. One demonstrator shot and killed a police officer, the town's

mayor said. Thirteen people were later arrested.

But with the exception of a protest of about 500 students in the Kurdish capital, Irbil, the demonstrations have been limited to Sulaimaniyah province.

Leaders of the main political groups, including Gorran, met in Irbil late

Monday but nothing was settled. Zibari said the session was expected to produce a joint statement encouraging all parties to calm the situation but that Gorran balked. Officials from Gorran said they demanded new elections for the Kurdish parliament but the PUK and KDP just

wanted to put an end to the demonstrations.

Mohammed Tawfeeq, a spokesman for Gorran, said the other parties told his group "that if people go home they will start reforming. This is not true. No one believes them."

theguardian February 21, 2011

Gunmen torch Iraqi TV station that showed protest

SULAIMANIYAH, Iraq (AP) — Gunmen burst into a Kurdish television station in northern Iraq yesterday, shooting up equipment and setting fire to the building, apparently in retaliation for footage it aired earlier in the week of a deadly protest, station officials said.

About 2,000 demonstrators took to the streets of this Kurdish city yesterday, 160 miles (260 kilometres) northeast of Baghdad, for a fourth consecutive day to demand political and economic reforms from the parties that control the region. Police and hospital officials said at least four people were injured — two of them by bullets — after Kurdish forces fired in the air to disperse the crowd.

The attack on the television station took place Sunday morning. Forty to 50 gunmen wearing military-style clothes stormed the network's headquarters in Sulaimaniyah, spokesman Farhang Hars said. Officials at the station suggested the raid was retaliation for broadcasting footage of a demonstration last week in which two people were killed. The station had only been on air for a few days.

"The channel showed some footage from the last demonstration in Sulaimaniyah, and it seems our work annoyed some sides," said Shaswar Abdul-Wahid, the Kurdish businessman who owns the channel. He did not elaborate on exactly who he thought was responsible.

The prime minister of the Kurdish region, Barham Saleh, condemned the attack and said it



Security forces inspect a destroyed television station in Sulaimaniyah, 260 kilometres north-east of Baghdad, Iraq, yesterday. (Photo: AP)

would be investigated.

During Thursday's protest, security guards opened fire on a crowd of demonstrators outside the Sulaimaniyah headquarters of the Kurdistan Democratic Party headed by Kurdish President Massoud Barzani and pelted it with stones. Two people were killed and nearly 50 injured.

KDP officials said the guards were forced to defend themselves while opposition groups described it as an attack against unarmed civilians.

The three provinces that make up the autonomous Kurdish region in northern Iraq are much better off than the rest of the country, but many Kurds are angry with the stranglehold with which the two ruling parties control the region's politics and economy.

Yesterday, about 2,000 people rallied against the government in the city center, shouting: "Down with the government!" and "No to corruption!"

"There is no justice. ... I don't

have anything but the sons of the political leaders have everything," said Shakhawan Ahmed, 35.

The protesters tried to march to the KDP headquarters again but were pushed back by security forces loyal to the Patriotic Union of Kurdistan, the other main political party in Kurdistan that is headed by Iraqi President Jalal Talabani.

A scuffle ensued with some protesters throwing stones and some members of the PUK forces firing in the air to disperse the crowd.

A police and hospital official said two people, including a security member, were injured by flying stones and two by bullets, one in the hand and the other in the leg. The officials spoke on condition of anonymity because they are not authorized to brief the media.

Iraqis have been following the uprisings in Egypt and Tunisia intently and venting their anger against their democratically elected leaders over a lack of jobs, corruption and shoddy services.

Les chrétiens trouvent refuge au Kurdistan irakien

Propos recueillis par
Matthieu Mégevand

Selon un récent rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'exode des chrétiens d'Irak vers la région autonome du Kurdistan s'accélère en raison des menaces auxquelles ils sont confrontés dans le reste du pays. Plus d'un million avant l'invasion américaine de 2003, le nombre de chrétiens a aujourd'hui diminué de moitié. Les villes de Bagdad et de Mossoul sont particulièrement dangereuses pour cette minorité qui subit la violence quotidienne des groupes crapuleux et des extrémistes islamistes. Analyse de la situation par Joseph Alichoran, journaliste et chercheur en histoire de la chrétienté mésopotamienne, originaire de Dohok en Irak.

Quelle était la situation des chrétiens d'Irak avant la chute de Saddam Hussein?

On peut dire qu'avant la chute du régime, il y avait une sécurité relative pour les chrétiens. Ceux-ci possédaient des droits, surtout depuis le décret de 1972 accordant les droits culturels aux minorités chrétiennes de culture araméenne ou syriaque, à condition qu'ils ne se mêlent pas d'affaires politiques. Évidemment, tous les chrétiens n'étaient pas logés à la même enseigne ; par exemple, le Mouvement

Démocratique Assyrien qui avait plus de revendications politiques et réclamait des droits plus étendus vivait dans la clandestinité et subissait la répression de la part du pouvoir. En dehors de cet aspect-là, la grande majorité des chrétiens vivait plutôt bien, pour preuve la construction de nombreuses églises, notamment à Bagdad, entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, avec la permission voire l'aide financière du régime.

Une relative liberté religieuse donc, bien sûr limitée par les droits de la majorité musulmane ; ainsi il était impensable qu'un musulman se convertisse au christianisme. Et puis, dans les dernières années de Saddam Hussein, on a conseillé - voire imposé - aux minorités de donner à leurs enfants des prénoms arabes plutôt que chrétiens. Mais en résumé, le régime baassiste, quelque soit par ailleurs son aspect sanguinaire et brutal, a plutôt été un facteur de stabilité pour les chrétiens d'Irak.

Et comment la situation a-t-elle évolué à partir de l'invasion américaine et la chute de Saddam Hussein?

Pendant la première année qui a suivi la chute du régime, il n'y a pas eu d'hostilité visible envers les chrétiens. La première fois que l'on s'en est véritablement pris à eux c'était le 1er août 2004, soit plus d'un an après l'invasion américaine. A partir de là, les persécutions à leur encontre se sont multipliées : les enlèvements tout d'abord, qui sont surtout d'origine crapuleuse, les chrétiens étant considérés comme une minorité dont la diaspora



(américaine, européenne etc.) peut payer de fortes rançons. Il s'agit de crimes le plus souvent sans connotation idéologique ou religieuse, et qui visent d'ailleurs aussi des musulmans.

Il y a ensuite des actes de fanatisme de la part d'intégristes, dont on ne sait pas très bien s'ils sont perpétrés uniquement par des Irakiens. Par exemple, lors du terrible attentat contre une cathédrale syriaque en octobre dernier, des témoignages rapportent que la plupart des insurgés n'étaient pas d'origine irakienne. En plus de ces attentats spectaculaires, il y a une persécution latente à l'encontre des chrétiens, avec des agressions dans la rue, des insultes, des attentats contre des commerces, notamment d'alcool, mais aussi des assassinats ciblés. Suite à tout cela, les églises ont été désertées, et ceux qui pratiquent encore leur foi le font avec la peur au ventre.

Pourquoi les chrétiens s'exilent-ils au Kurdistan irakien?

Le Kurdistan irakien est une région plus ou moins sécurisée par rapport au reste de l'Irak. Les chrétiens qui fuient Mossoul ou Bagdad et qui ont des attaches dans le Nord vont s'installer là-bas.

Les autres quittent le pays, principalement pour la Syrie ou la Jordanie. Les autorités qui dirigent la région autonome kurde contrôlent strictement l'accès au territoire et les terroristes ne peuvent pas s'y rendre facilement. C'est pour cela que les chrétiens y sont plus en sécurité. Pour autant, la plupart d'entre eux ne se rendent au Kurdistan irakien que provisoirement, soit en attendant une amélioration de la sécurité dans le reste du pays, soit en attendant de pouvoir partir définitivement de l'Irak vers d'autres pays.

Car pour toutes ces familles chrétiennes venant de grandes villes comme Bagdad ou Mossoul, l'installation sur le territoire du Kurdistan irakien est un total dépaysement; ils ne parlent pas la langue (le kurde), ils ne connaissent pas ces villages d'où sont originaires leurs parents ou leurs grands-parents. Il est donc difficile pour eux de s'y adapter. Partir dans le Nord est plutôt un repli stratégique qu'une volonté d'installation définitive. C'est une solution provisoire en attendant que l'État irakien soit capable d'assurer leur sécurité, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. ■

La croissance turque fait émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs

Ces patrons, les « tigres anatoliens », prospèrent sous la protection du gouvernement Erdogan

Istanbul

Correspondance

Les luxueuses demeures ottomanes construites sur les berges du Bosphore sont le symbole du raffinement stambouliote, un indicateur de réussite sociale. Jusqu'ici réservées aux familles industrielles qui ont amassé des fortunes durant les premières décennies de la République, tels les Koç et les Sabancı, ces *yali*, qui se vendent parfois pour plusieurs dizaines de millions d'euros, commencent à changer de mains.

Une nouvelle élite économique prend ses quartiers sur les rives de l'ancienne capitale ottomane. Aziz Torun vient ainsi d'acquérir l'une de ces villas pour 8,5 millions d'euros. Le fondateur du groupe Torunlar, qu'il dirige avec ses fils, s'est lancé dans l'immobilier et la construction, en bâtissant ses premiers centres commerciaux, à Bursa et Ankara, à la fin des années 1990.

La holding a accompagné les dix années de forte croissance que vient de connaître la Turquie. Aujourd'hui, Torun voit plus grand et vient de démarrer le chantier du « Mall of Istanbul », un « centre de vie » de plus de 500 000 m², avec une piste de ski couverte, à la périphérie de l'agglomération.

L'ascension de la compagnie d'Ahmet Çalik, est encore plus symbolique des années fastes sous le gouvernement AKP (Parti pour la justice et le développement), au pouvoir depuis 2002. Petite entreprise de textile à la fin des années 1980, Çalik est devenu l'un des conglomérats les plus puissants, présent dans la construction, l'énergie, la finance et les médias.

Le groupe a nommé à sa tête un patron à peine trentenaire, Berat Albayrak, qui n'est autre que le gendre du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan... Le rachat du journal *Sabah* en 2007, pour un prix modique et grâce à des prêts de banques publiques, a renforcé les soupçons de collusion.

Ces dernières années, Çalik a aussi décroché des marchés convoités, comme celui de l'oléoduc Samsun-Ceyhan, construit avec l'italien ENI et les russes Transneft et Rosneft.



Un quartier excentré de Kayseri, dans le centre de la Turquie. Les petites villes de l'intérieur du pays décollent économiquement. FRANCES DALCHELE

Mais il a surtout bénéficié du dynamisme turc sur les marchés émergents, obtenant des contrats pour des centrales électriques en Asie centrale, en Irak ou au Maroc. Les enseignes du secteur de la construction, les plus actives à l'international après les chinoises, prospèrent dans toute la zone méditerranéenne, en Asie centrale et en Afrique.

Dans leurs nombreux voyages à l'étranger, M. Erdogan et Abdullah Gül, le président de la République, emmènent des dizaines de patrons. La diplomatie hyperactive menée par la Turquie est le meilleur promoteur de ses intérêts commerciaux.

Les années de forte croissance de l'économie turque ont favorisé l'éclosion d'une multitude de PME et d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs : des patrons issus des classes moyennes commerçantes, souvent originaires d'Anatolie et non de l'aristocratie d'Istanbul. Ces « tigres anatoliens » ont amené une « nouvelle culture commerciale », estime un chef d'entreprise français installé depuis vingt ans en Turquie. « Il y a un enracinement provincial très fort, un conservatisme social qui se manifeste par une certaine éthique religieuse. Ce qui n'empêche pas un instinct clanique : on sert d'abord les siens », poursuit-il.

Exemple de cette culture conservatrice, l'enseigne de supermarchés BIM, créée en 1995 avec 20 magasins. Elle en possède aujourd'hui 3 000, fait concurrence aux géants Carrefour et Migros, et s'implante au Maroc et en Arabie saoudite. BIM fut l'une des premières compagnies turques à employer des femmes portant le voile islamique.

Le PDG de BIM, Mustafa Topbas, est un proche de M. Erdogan... Les confédérations patronales qui structurent ce « capitalisme vert » à la turque, telles Müsiad ou Tuskon, gagnent en influence, même si le pouvoir économique reste largement aux mains de la Tüsiad, l'organisation « laïque » qui rassemble les intérêts des grandes familles industrielles occidentalisées.

Villes conservatrices

Le décollage de la Turquie de l'intérieur a transformé des petites villes de province en foyers industriels dynamiques, telles Gaziantep, à la frontière syrienne, Konya ou Kayseri, dans le centre du pays. Textile, meubles, ciment, câbles métalliques...

Ces villes conservatrices emblématiques du « modèle AKP » ont tiré profit de l'Union douanière signée entre la Turquie et l'Union européenne en 1996, la Turquie réalisant près de 50 % de ses exportations vers les pays de l'Union, et se sont ouvertes sur le monde. Le groupe Sanko, simple PME il y a vingt ans, emploie 14 000 salariés, fabrique des climatiseurs, du film d'emballage, du ciment... Dirigé par les cinq frères Konukoglu (leur devise est « la meilleure stratégie commerciale est l'honnêteté »), le groupe est un soutien loyal au parti au pouvoir.

Le premier ministre prend grand soin de ses entrepreneurs. Dans les années 1990, quand il était maire d'Istanbul, M. Erdogan avait confié à Cüneyd Zapsu, le fondateur des supermarchés BIM, la mission de l'introduire dans les milieux économiques, qui lui étaient largement défavorables. Il y a pris ses aises. Et M. Zapsu est resté l'un de ses plus proches conseillers. ■

Guillaume Perrier

Le tour de Bagdad, après Tunis et Le Caire ? Si la colère gronde en Irak, le contexte change

Dans quelle mesure le bouleversement que connaît une grande partie du monde est-il transposable en Irak ? Ce n'est pas une hypothèse de travail, mais une question d'actualité, malgré la très forte spécificité irakienne.

Il semble que les décideurs politiques, eux-mêmes fussent-ils arabes ou kurdes soient gagnés par une crainte réelle que la contestation populaire en cours se transforme, en Irak aussi, en un véritable rejet politique pointant d'un doigt accusateur l'échec cuisant des gouvernements successifs depuis 2003 : absence de sécurité, manque de services de première nécessité, chômage massif, corruption endémique...

Il est à cet égard très symptomatique d'entendre depuis quelques jours le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, dire qu'il s'attend lui aussi à des manifestations s'apparentant à celles qui secouent d'autres parties du monde arabe. De fait, des contestations ont éclaté dans plusieurs provinces aussi bien chiïtes que sunnites : Al-Anbar, Bassora, Bagdad, Mossoul, Mouthana, et surtout Suleimaniyé, deuxième ville de la région kurde. Dans cette dernière, il y a eu des morts et une tension extrême y règne toujours.

Selon le chef du gouvernement, il est indéniable qu'une partie de ces revendications qui motivent la montée de la colère est légitime, mais celui-ci d'ajouter un peu à l'image de ses homologues arabes que certains partis politiques tentent de « *foment* » la fronde. L'un des moments forts devrait être les rassemblements prévus le 25 février dans la plupart des villes du pays, et particulièrement à la place Tahrir, à Bagdad ! Mais peut-il se produire en Irak ce à quoi nous assistons depuis quelques semaines dans d'autres parties du monde arabe ? La scène irakienne est à la fois propice à ces types de contestations et très différente.

Tout d'abord, l'Irak est un pays totalement rentier, et même assisté. Cela n'exclut pas l'existence d'une couche de la population très riche du fait de sa position politique, de la corruption et d'un cycle d'enrichissement accéléré dans un contexte de guerre et d'occupation. Une partie de

Hosham Dawod

Anthropologue au CNRS.

Responsable scientifique du Programme Proche et Moyen-Orient à la Fondation Maison des sciences de l'homme

la contestation en cours en Irak se cristallise autour d'une meilleure répartition des rentes plus que sur l'obtention d'emplois, à titre d'exemple. Ce mouvement prend ainsi une allure éthico-politique de nature à contraindre le sommet de l'Etat à annoncer quelques mesures spectaculaires visant à créer un contre-choc positif, telle que l'annonce par M. Al-Maliki de la réduction de son salaire de moitié. Toutefois ni le président Talabani ni M. Maliki n'ont évoqué les avantages qu'ils s'accordent. On estime à

« En Irak, la segmentation politique et sécuritaire rend difficile la fusion des élans contestataires à travers le pays »

800 millions de dollars le budget de fonctionnement du bureau du premier ministre et celui de la présidence, c'est-à-dire M. Talabani et ses adjoints.

Le symbole ne suffisait plus pour calmer les esprits échauffés de la population. Le gouvernement central irakien et celui du Kurdistan ont dû renoncer sous la pression à certaines mesures économiques difficiles à faire accepter par la population, comme l'augmentation vertigineuse du prix de l'électricité et la taxation des produits de première nécessité importés sous prétexte de protéger l'industrie nationale. Apeurés par les événements, ils ont non seulement fini par renoncer à ces mesures, mais ont annoncé une hausse de 20% des salaires des fonctionnaires et une baisse de 50% du salaire des ministres et du millier de

conseillers qui entourent les quarante deux ministères du gouvernement.

Vu la portée éthique de la contestation, la mobilisation contre la corruption constitue un levier de protestation. Il est vrai qu'elle est devenue une pratique banalisée à tous les niveaux de l'Etat et de la société. Mais bien qu'il y ait des condamnations des autorités publiques et religieuses de ce type de pratiques, personne, ni aucune force, n'est capable de proposer un moyen pour la réduire.

Les historiens nous rappellent toujours comment s'installe la corruption, mais aucun ne nous a encore montré comment s'en défaire ! Mais la contradiction majeure mal assumée par le parti religieux au pouvoir, qui dirige le pays au nom de la communauté chiïte, est que la riche région dont il est issu affronte une réalité matérielle d'une extrême indigence.

L'Irak est une société avec un Etat central faible. Puis, la segmentation politique et sécuritaire rend difficile la fusion des élans contestataires à travers le pays. C'est sur ce point fondamental que l'Irak se distingue des autres sociétés arabes en révolte. En revanche, s'il est possible que certaines forces politiques qui se trouvent aujourd'hui au gouvernement apparaissent demain aussi dans la rue, elles seraient davantage motivées par l'opportunité d'occuper le terrain politique et d'affaiblir Al-Maliki que par la défense des intérêts des plus faibles.

La grande inconnue quant aux manifestations du 25 février reste son degré de participation. Car, malgré la frustration, une partie importante de la population a toujours peur de s'afficher dans la rue outre sa peur des actions terroristes et des attaques des milices et des groupes armés que le pouvoir ne cesse d'exploiter depuis quelques jours.

L'Irak n'est pas à l'abri d'un mouvement contestataire à forte charge politique. Mais, s'il devait avoir lieu, et quelque soit sa nature, il ne serait pas tout à fait identique aux autres mouvements actuellement en cours dans le monde arabe. Cela pourrait certes déstabiliser le gouvernement et consolider la société civile, mais produirait difficilement une alternative immédiate à l'impasse irakienne. ■

Iraqi Kurdistan, Known as Haven, Faces Unrest

By JACK HEALY and
NAMO ABDULLA

SULAIMANIYA, Iraq — This is a place that calls itself “the other Iraq,” a haven of social and economic stability that largely escaped the bloodshed and chaos that have ravaged the rest of the nation.

But over the past week a wave of sometimes violent unrest has shaken Kurdistan, posing a rare challenge to the political powers that have led Iraq’s mountainous north for decades, during and after Saddam Hussein.

Thousands of people — many of them university students — have been filling the central square here to wave Kurdish flags and voice the calls for change that echo those ringing across northern Africa and the Middle East. The protests here, reflecting a long-festering anger with government corruption and partisan politics, have grown larger in recent days, and have support from this eclectic city’s legions of poets, writers, artists and unions.

“Everyone is angry,” said Asos Hardi, manager of Awena, one of the few newspapers not tied to one of the region’s political or religious parties. “Everyone from the taxi driver to the shopkeeper to intellectuals and students.”

But supporters and opponents of the demonstrations — while accusing each other of provoking the bloodshed — do share one common concern: that the unrest could deepen, driving foreign investment and visitors away from one of the most stable corners of Iraq.

“It is a danger to Kurdistan,” said



NRT, an independent Kurdish television station, was set on fire Saturday and ransacked. Debris remained on Wednesday.

Hassan Jabari, a spokesman for the Kurdistan Democratic Party, one of the ruling parties that has drawn the demonstrators’ anger. “We have calm, stability, reconstruction. Those are all under threat.”

On Wednesday, a police officer in Kurdistan was shot and killed in a confrontation with protesters in Halabja, near the Iranian border, according to health officials there. It was the first government fatality since the clashes began last week.

Three protesters have also been killed and scores have been wounded, and demonstrators say dozens of people have been detained.

Attacks on a privately owned television station and the offices of an opposition political party have stoked fears that Kurdish leaders, backed by armed supporters and security forces, are using the upheaval to attack their opponents and tear the scabs off old animosities lingering from a civil war in the 1990s.

The unease is growing here as thousands of Iraqis plan to fill the streets of Baghdad and other cities on Friday for a “day of rage” to protest the country’s shoddy public services, widespread corruption and tenuous security situation.

In Kurdistan, the catalyst for the popular anger came last Thursday, when hundreds marched to the local offices of the Kurdistan Democratic Party, which is led by Massoud Barzani, the president of the semiautonomous region. After protesters pelted the building with rocks, security guards opened fire, killing a 14-year-old.

For 30 years, the region has been largely dominated for by two groups: Mr. Barzani’s K.D.P. and the Patriotic Union of Kurdistan, led by Iraq’s president, Jalal Talabani. The parties, which control the regional government, hold sway over the local armed forces and the economy and provide subsidized food, money and work for thousands and thousands of Kurds.

“There is basically no private sector,” said Denise Natali, the Minerva fellow at the National Defense University and the author of “The Kurdish Quasi-State.” “The distinction between state and society is undeveloped. Here, you have a relationship of dependency, like one between a big daddy and child.”

Despite the turmoil, Mr. Barzani is in a relatively stable position with a strong base of tribal loyalties, and few people expect him to be toppled like the leaders of Egypt or Tunisia.

In Sulaimaniya’s packed central square, protesters said they wanted a larger voice in government.



Protesters took to the main square of the Kurdish city of Sulaimaniya, Iraq, on Tuesday. Antigovernment demonstrations there have been going on for a week.

While the throngs in the square chanted "Peace! Peace!" and picked up litter and danced together, the scene had darker moments. On Tuesday, two Kurdish politicians who tried to speak were chased through the streets. A

Kurdish author who had supported Mr. Barzani (a popular target of scorn among the demonstrators) was booed and roughed up.

Many said they believed that the government would listen to their voi-

ces and make real reforms. But others had grimmer visions for the future.

"The region is going through radical change," said Rebin Hardi, a Kurdish author with ties to the opposition. "I hope a political solution can be

THE WALL STREET JOURNAL

February 28, 2011

By MARC CHAMPION

PKK Revokes Cease-Fire in Turkey

ISTANBUL - The PKK, the Kurdish separatist organization at war in Turkey since the 1980s, said Monday it was ending a unilateral cease-fire.

The PKK, or Kurdistan Workers Party, ended the six-month cease-fire in a statement published on its news agency, Firat. The statement blamed intransigence on the part of Turkey's ruling Justice and Development Party, or AKP, for the decision.

The PKK had said it would hold the cease-fire until June, the month in which Turkey is to hold general elections. Turkey, the U.S. and the European Union list the PKK as a terrorist organization. The group has been fighting a war in Turkey since 1984, in which 30,000-40,000 people are estimated to have been killed.

It wasn't clear Monday why the PKK decided to end the cease-fire, but the status of Turkey's Kurds is among the most politically explosive issues in the country. Any compromise by the government was unlikely in the lead-up to elections, while an uptick in violence could influence voting, analysts said. Opinion polls suggest the AKP will win re-election easily.

In Monday's statement, the PKK said that from now on "our forces will defend themselves more actively, but

will not carry out military actions against the forces which do not attack, which do not carry out operations and attack the public."

A spokesman for Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said the government was evaluating the statement on Firat, but had not yet formulated a response.

"The real problem is the [AKP] government's approach to this problem, which is tactical and has not abandoned a mindset of denial and annihilation, and policies of aggression," said the PKK statement. The government's policy is one of "assimilating the Kurdish people within the Turkish nation and never recognizing its existence, identity and freedom."

In recent months, there have been numerous unconfirmed news reports of negotiations between the government and Abdullah Ocalan, the jailed PKK leader, incarcerated on an island close to Istanbul since his capture in 1999.

"One possible explanation [for Monday's announcement] is that those talks failed," said Ilter Turan, professor of political science at Istanbul's Bilgi University. He cautioned, however, that the PKK is divided and could also be seeking to regain its monopoly on representing Kurdish demands after a number of civilian voices have begun to emerge.

Turkey's Kurds make up an estima-

ted 20% of the country's population of 73 million. Ethnic Kurds also live on the other side of Turkey's borders with Iraq, Iran and Syria. In recent years, the PKK and other Kurdish leaders have abandoned calls for an independent Kurdish state, but their demands for political autonomy and for schools to teach in the Kurdish language have met with strong resistance in Ankara.

In recent years the PKK has considerably reduced the intensity of its military activities, but it also has begun to splinter. One breakaway group claimed responsibility for a suicide bombing in Istanbul's Taksim Square in November, which wounded 32 people and killed the attacker.

Mr. Erdogan's government declared a "Democratic Opening" in 2009, which was designed to break the deadlock with the Kurds and to explore a political solution to the conflict. That initiative broke the taboo on discussing the Kurdish issue in Turkey and won praise in the West. But the initiative quickly went into reverse in the face of a public backlash within Turkey.

The PKK statement reiterated the group's five demands for a permanent cease-fire: end military operations against the PKK; release arrested Kurdish politicians; allow Mr. Ocalan to take part in negotiations directly; establish commissions to research the Kurdish issue; and remove Turkey's 10% threshold for political parties to enter Parliament.



Kurdish security forces kill five al-Qaida militants in northern Iraq

February 28, 2011 Xinhua

KURDISH security forces killed five al-Qaida militants in the city of Sulaimaniyah in Iraq's Kurdistan on Sunday, an official website of a leading Kurdish party reported.

The incident took place in early morning when a counter-terrorism force raided a building believed to be used as a safe house by al-Qaida militants who planned to carry out attacks in the Kurdish semi-autonomous region, said the website of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by cur-

rent Iraqi President Jalal Talabani.

The troops traded fire with gunmen inside the house and killed four of them, while the fifth blew himself up with an explosive vest that he was wearing before being killed or captured by the troops, it said.

"The gunmen were al-Qaida militants who have been infiltrated to the city several days ago to carry out suicide attacks during the ongoing demonstrations of Sulaimaniyah," the website said, citing Kurdish intelligence reports.

Sulaimaniyah, some 330 km northeast of Baghdad, is the base of Talabani's PUK party. Recently, the city has been the scene of demonstrations like several other Iraqi cities protesting unemployment and a sharp rise in the prices of food staples, as well as demanding better public services.

Finally, Turkey looks East

Elif Shafak

LONDON I started reading the fiction of the Egyptian writer Naguib Mahfouz with a delay that embarrasses me, not until my early 30s. In the Turkey of my formative years, he was not well-known. His famous "Cairo Trilogy," published in the 1950s, wasn't widely available in Turkish until 2008.

We were far more interested in Russian literature — Dostoyevsky, Gogol, Chekhov and Tolstoy — and European literature — Balzac, Hugo, Maupassant and Dickens — than in Arab literature. Western classics had been widely translated into Turkish since the late 19th century. A number of them were even published as supplements in children's magazines, and I remember devouring them eagerly.

Paris, London and Moscow seemed closer in spirit to Istanbul than Cairo was. We saw our own writing as part of European literature, even as our country waited and waited to become a full member of the European Union.

So Mahfouz, the Nobel Prize-winning author of dozens of novels, remained at the periphery of our vision — despite the strong historical, cultural and religious ties between Turkey and Egypt. There is a saying that "the Koran is revealed in Mecca, recited in Cairo and written in Istanbul."

Recently, however, the Turkish elite has started paying much more attention to Egypt. A few years ago the governments of Turkey and Egypt signed a memorandum of understanding to en-

dorse cooperation and broaden military relations.

And today Turks are closely watching what is happening in Cairo. At the height of the protests, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan gave a speech that was broadcast live to the protesters in Tahrir Square. "No government can remain oblivious to the democratic demands of its people," he said. "There isn't a government in history that has survived through oppression."

When Hosni Mubarak finally stepped down, there was widespread celebration in Turkey. It's a topsy-turvy world. The Europe we loved and admired for so long has looked down on Turkey, but the Middle East we ignored is suddenly looking up to us as a force to be reckoned with. Now there is much talk of Turkey serving as a model for a new Egypt.

Considering all this, it has been rather disconcerting to hear politicians and talking heads in the United States speak about Turkey as if it is in thrall to radical Islamists. Even President Obama has described our country as an "Islamic" democracy. But what does it mean to be an Islamic democracy?

Turkey defies clichés. Turkish society is a debating society, with some people passionately in favor of the governing Justice and Development Party and some passionately against it. At a recent event I heard an academic applaud the government for curtailing the power of the military, while a journalist criticized it for conducting groundless trials against army officers and restricting the press.

Whenever I have a book signing in Istanbul, I cannot help but notice the diversity of the people. Professional

women wearing modern clothes stand in line next to women in head scarves and young men with long hair or piercings. The crowds include leftists, liberals, feminists, Kurds, conservative Muslims, non-Muslims, religious minorities like Alevis, Sufi mystics and so on. But it is not only the variety of people that is striking; it is the extent to which they intermingle. While Turkey's political system is polarized and male-dominated, the society is, thankfully, far more hybrid. It is this complexity that outsiders fail to recognize, perhaps because they are too busy watching the leading political actors to see the people.

A society with a multiethnic, multilingual, multireligious empire under its belt and 80 years of experience as a constitutional republic, Turkey has managed to create its own passage to democracy, however flawed.

Around the same time as Mahfouz was writing his Cairo trilogy, a Turkish novelist, literary critic and poet named Ahmet Hamdi Tanpinar was probing the way Turkey straddled an uneasy gap between East and West. "Our most important question is where and how we are going to connect with our past," he wrote. In other words, how could we blend Islamic and Eastern elements with a modern, democratic, secular regime?

His question is as vital today as it was yesterday — for Egypt, Tunisia and many other countries in the Arab world — but Turkey has already provided many answers.

ELIF SHAFAK is the author, most recently, of the novel "The Forty Rules of Love."



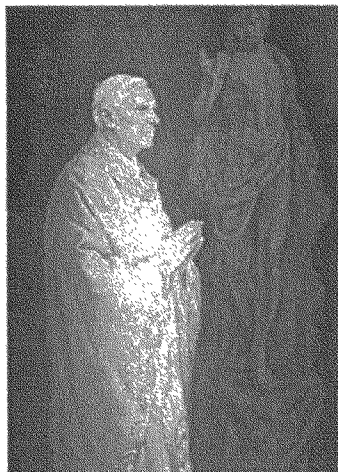
Pope talks of Christians with Kurdish team

VATICAN CITY, February 24, 2011 (UPI)

Pope Benedict XVI praised visiting delegates from the Kurdish north of Iraq for promoting religious tolerance in the region, the Kurdish government said.

Kurdish President Massoud Barzani met Thursday with the pope in Vatican City. Barzani carried with him information on the status of the minority Christian community in Iraq.

"Pope Benedict XVI expressed his gratitude to the president and the Kurdistan Regional Government for their support for the Christian community in Iraq, and commended his leadership in promoting peaceful coexistence and religious tolerance in Iraq," a statement from the KRG read.



Violence targeting the Iraqi Christian population, traditionally based in the north, displaced as much as half of the ethnic minority community in 2008. An al-Qaida attack on a Christian church in Baghdad in October killed at least 60 people and left nearly 100 severely injured.

Catholic leaders in Baghdad, meanwhile, said that despite pledges from top Iraqi government officials that security would improve, Christians are afraid and are leaving the country.

There were around 1.4 million Christians living in Iraq before the U.S.-led invasion in 2003. Conservative estimates report that half that number remains in the country.

The statement from the Kurdish government said 10,000 Christian families have fled the violence since 2003.

Iraqi Kurdistan crude output about 80,000 bpd

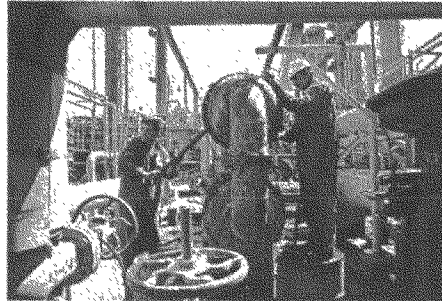
*** Kurdish production still under 100,000 bpd**
*** Region exports at about 50,000 bpd**

ARBIL, Iraq, (Reuters) - Crude production from oilfields in Iraqi Kurdistan has reached about 80,000 barrels per day but only about 50,000 bpd are being exported, sources at Iraq's North Oil Company said on Friday.

The semi-autonomous northern region restarted production this month following a long hiatus in a dispute with Iraq's central government over oil contracts it signed with foreign oil companies. The region's two producing fields, Tawke and Taq Taq, both were put back into production.

"We have between 45,000 and 50,000 barrels per day being pumped

from the Tawke oilfield to the export



pipeline, while crude from Taq Taq is transported by tankers to Kirkuk and used for domestic needs only," a senior NOC official told Reuters.

Norwegian oil company DNO said on Thursday it had boosted exports from Tawke to a test level of 50,000 bpd.

An NOC engineer confirmed the production figures, saying crude from Tawke was being pumped to the Kirkuk-Ceyhan pipeline at an average

of 50,000 bpd, while around 30,000 to 33,000 bpd from Taq Taq was being used for domestic refinery needs.

Exports from Iraqi Kurdistan were halted in October 2009. The central government says production-sharing agreements the Kurdistan Regional Government signed with foreign companies are illegal.

The two governments agreed to restart production and exports but have yet to agree on the production-sharing contracts. Hussain al-Shahristani, Iraq's former oil minister and now deputy prime minister for energy, has said they should be amended to service contracts.

Kurdish production is expected quickly to ramp up to 100,000 bpd. Kurdish Natural Resources Minister Ashti Hawrami has said it could hit 250,000 bpd by the end of the year. The central government signed a series of contracts with global majors that it hopes will boost Iraq's production capacity to between 8 million and 12 million bpd in the next few years.

(Reporting by Shamal Aqrabi in Arbil and Ahmed Rasheed in Baghdad)



Agency of Kurdistan for News

Kurdish ruling parties news statement on Kirkuk

Erbil, February 27 th 2011 (AKnews) - by Sirwa Horami

The political offices of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) issued on Saturday evening a joint memorandum to the leaders of political parties and blocs and Iraqi public opinion about the situation experienced by Kirkuk and its outskirts.

Kirkuk , Karkuk , kerkukThe official television of the two parties quoted what came in the note as saying that "we saw how the chauvinistic parties exploited Friday demonstrations on Friday 25 / 2 to attack government institutions in the province of Kirkuk, especially in the Hawija, Riyad, and Sulaiman Bek area holding the pictures of the former President and banners of illegal terrorists parties chanting slogans against the general democratic process in Iraq in general and the Kurds in particular."

"The application field showed clearly the existence of a coup plot" .. noting that "the emphasis on the rejection of the provisions of Article 140 of the Constitution indicates underestimating the law and canceling the provisions of the constitution where they and before the implementation of Article 140 or a referendum or anything legal anticipated what is happening and decided that Kirkuk will remain subjected to their will and those who stand behind them, that in fact do not represent the Arab brothers," according to the memorandum.



"The notorious demands included their demand of releasing all terrorists who have committed dozens of crimes against the citizens after the liberation of Iraq, and even now," .. pointing out that "these prohibitive demands show bad faith to implement suspicious plans to stir up sedition in the country."

The parties accused according to the note "the Arabic political council in Kirkuk for results of what will happen if our headquarters and governmental institutions in Kirkuk were attacked."

The Arabic political council in Kirkuk issued a statement yesterday that showed its concerns of the movement of the Peshmerga forces toward the outskirts of Kirkuk, demanding of the withdrawal of these troops and their heavy weapons outside the borders of the province, as the Council demanded the federal government to intervene to prevent any plans to annex Kirkuk to Kurdistan region and the military intervention in it to prevent that.

President's Response to Isolated Outbreaks of Violence

The Kurdish Globe

We are ultimately responsible to one another for the peace and stability of our society

*Statement by
President Masoud
Barzani*

26 February 2011

All citizens of the Kurdistan Region can only meet the events of the last few days, which have resulted in the loss of some of our fellow citizens, with the most profound sense of grief. I personally find any loss of life in our Region to be an unacceptable tragedy.

While some may try to obscure the tragedy of these events for their own ends, I want to make clear to all precisely where I and all those who love Kurdistan must stand on the violence that has marred otherwise peaceful demonstrations over the last few days.

Regardless of political affiliation, religion, or place of birth all people in Kurdistan are created equal and must be seen as such in the eyes of the law. As citizens of a democracy, all have the right to peaceful demonstration. All have the right to air their grievances, to meet in peaceful assembly, to form political parties from those that are like-minded, to stand for elections and to exercise their preference as to who should best represent their interests in government.

Irrespective of political affiliation, we are all citizens of Kurdistan. We might not all agree on certain policies, we

might not share a common perspective on where our government should go or how best it can accomplish our goals - but we are still brothers and sisters. Consequently, we must respect the institutions and processes democracy provides us to negotiate our differences in a way that is peaceful and fair to all. The votes of our people determine the political faith of our country. These processes cannot be over-turned through violence or the irresponsible attempts of the few to impose their will by force. Doing so would fatally undermine the values we all hold so dear and jeopardize all of the other rights the practice of democracy grants us. Chaos or dictatorship is the alternative, where the desires of a few determine the fate of all. All people of Iraq know the outcome of such a system well and we will not return to it. In our pursuit of our common goals of progress and democracy, let us not trample the very ideals we aim to protect.

As citizens, we are ultimately responsible to one another for the peace and stability of our society. We are each and all responsible for the safety of our fellow citizens, for the protection of their private property, and respect of their basic human rights. As such, we must stand united against any act of violence or any person that would seek to deny our fellow citizens their right to personal security. As a people, we have fought and suffered, we have lost children, brothers, sisters, mothers and fathers, all in the name of freedom and peace. We can no sooner deny our commitment to peace and democracy, than trample on the revered memory of those we lost in our struggle to achieve a just and democratic Kurdistan.

For this reason, we must deny



Kurdistan Region President Massoud Barzani/ PRESS PHOTO

those that would try to turn us against one another or seek to exploit our legitimate grievances for their own selfish ends. We all share a common goal to see a strong, democratic, stable, and prosperous Kurdistan. We must all alike condemn any violence, regardless of its target or motivation. It violates the rights of all when government or party buildings are attacked or burned, when protesters are harmed, when policemen are shot. It is an affront to us all to silence a television station or person trying to voice an opposing viewpoint to a hostile crowd. The rights of all must be respected equally.

Thus, we must stand together as a society to deny the actions of the radical few. Those that would seek to attack peaceful protesters have no place in our society. Those that seek to burn media stations or violently attack their fellow citizens with a different viewpoint or destroy any party's property or kill policemen or maim security personnel - all who engage in violence regardless of its motivation, have no place in a free and democratic society ruled by law.

So to all my fellow citizens, to all those who love and admire Kurdistan, let me be clear. Only those who stand on the

side of peace, stand with me. No one who engages in violence or seeks to steal the rights of his fellow man, practiced in peace and in consideration of his societal obligations, will find sympathy in Kurdistan.

Over the last few days, a growing number have stood in solidarity for peace, and their chants of "peace, peace, peace!" speak for all. Let everyone who loves Kurdistan stand, brother to sister, for the rights of all and the peaceful progress of our nation. Let all our political leaders stand publicly for the peaceful negotiation of our difference. Let us all work together toward that end. We have a long way to go - there must be both social and political reforms, there must be new opportunity, there must be an end to corruption wherever it is found. Our differences should not divide us, they should strengthen us, each one presenting his ideas and competing in honesty and good faith for the progress of our nation. This is the very essence of democracy - United even in our difference, we can realize our dream.

Globe Editorial

What is Gorran after?

By Globe Editorial
By Azad Amin

The tension and clashes in Suleimaniya province have both an artificial character as well as a spontaneous character.

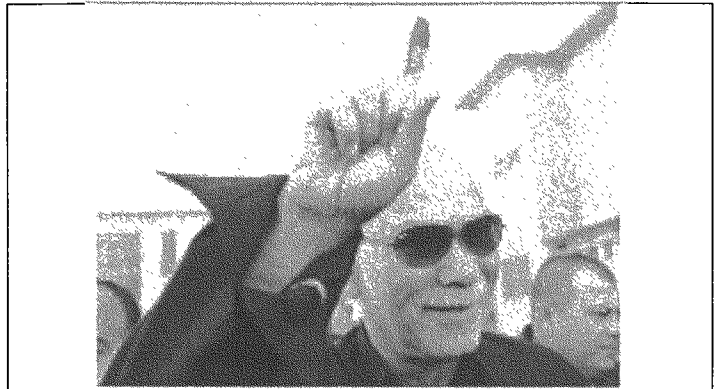
The recent tension and events in Kurdistan's Suleimaniya province--ignited by opposition group Gorran's call for the dissolution of the Kurdistan Regional Government and Kurdistan Parliament--as well as upheaval in the Middle East in general, require somber analysis from an internal, regional and global perspective.

It is categorically imperative to point out at the onset that the recent tension in Kurdistan Region has serious potential to destroy the very existence of the Kurdish political entity in Kurdistan Region of Iraq. Unless events in Suleimaniya province are controlled properly within the framework of constitutional and democratic principles, Kurdistan Region's political institutions, role in Iraq, in the region and at a global level will be considerably reduced. Protection, preservation and improving the national rights and gains of the Kurds in Kurdistan Region is the responsibility of not only the ruling parties and the Kurdish government, but also equally the opposition parties that are represented under the roof of Kurdistan Parliament. Any political party that fails to carry out its national responsibility or prioritize its narrow party interests before the general national interests will be counted as treasonous on a national basis.

The tension and clashes in Suleimaniya province have both an artificial character as well as a spontaneous character. It is between these two characters that events can be exploited for various purposes and objectives to destabilize and diminish Kurdistan regional institutions. It is artificial because it imitates what is going on in Egypt and Tunis. It is artificial because it does not encompass a majority of the public in the province. It involves a minority partisan associated with Gorran, which has representatives in Kurdistan Parliament. Its artificial character is obvious as small gatherings respond to the reactionary politics of Gorran.

The demonstrations and incidents that followed in Suleimaniya also have a spontaneous character to be considered. The level of corruption by the Suleimaniyan administration, a delay in providing primary services to the public, and nepotism and lack of transparency by the KRG are some of the determinant factors that created public dissatisfaction toward the KRG. Because of this public anger in Suleimaniya, the ugly scene was easily ignited in the province.

What we observe in Suleimaniya is the spontaneous reaction of people against the administration. This reaction, however, has been exploited and manipulated by reactionary politics of the Gorran movement. Public demands for reform and the fight against corruption and nepotism are being channeled into narrow party politics at the expense of strategic goals and gains of Kurdistan Region as a whole.



Gorran movement leader Nawshiran Mustafa poses after voting in Suleimaniya, July 27, 2009./ PRESS PHOTO

The politics and reactions of Gorran in these events placed a serious question mark on their real intentions. Does Gorran hope and aim for reforms in Kurdistan's political system? Or does it exploit it for its narrow interests to come to power? Does Gorran, as a Kurdish political force, aim to enhance democracy and stability in Kurdistan? Or does it work to further chaos in Kurdistan to corner the KRG and institutions to diminish their legitimacy? Whose interests are served by creating internal bedlam and chaos?

It is true that there is corruption, nepotism, and slackness within and by the KRG. It is true that the political system in Kurdistan needs to be reformed. It is true that the democratic experience in Kurdistan should be further developed and improved. This can be done through democratic channels and proper opposition. Kurdistan Parliament is the only legitimate institution where these issues should be raised and discussed. The opposition should use all available channels through their representatives in Parliament, through their media channels and their grassroots organization to call the government for public scrutiny and accountability. Democracy can be improved through Parliament and civil democratic organizations, activities at the public level. Gorran, however, opts for other methods--and these methods, instead of improving

democracy in Kurdistan and reformation of the KRG, are destroying the very existence and legitimacy of Kurdistan Region.

The greatest damage and mistake that Gorran made in the midst of the events was to raise the issue in Iraqi Parliament and ask them to play a part within the internal affairs of Kurdistan Region. Gorran has its representatives in Kurdistan Parliament. The place for solution and discussion of internal affairs within Kurdistan Region is Kurdistan Parliament. Kurdistan Parliament is the only sovereign power and legitimate national institution to deal with Kurdish affairs and any issue within Kurdistan region. Bypassing Kurdistan Parliament and bringing the issue to the Iraqi Parliament is a calculated maneuver that substitutes Kurdistan Parliament with the Iraqi Parliament. If internal affairs are to be discussed by Iraqi Parliament, why is there a need for the local Kurdish Parliament? Iraqi Parliament is the place where Kurdish representatives are charged by the people in Kurdistan to safeguard Kurdish interests and prevent Iraq from evolving toward a dictatorial rule. Iraqi Parliament is the place where the representatives of Kurdistan, regardless of their political parties, make sure that the Iraqi Constitution is implemented, the federal structure of the country preserved and strategic policies developed.

ped to serve all Iraqi people, not just sections or any particular fragments. Iraqi Parliament is not the place for discussions and solutions on the internal affairs of Kurdistan Region. Gorran does not have any right to substitute Kurdistan Parliament for the Iraqi Parliament. Insisting on this policy to diminish the legitimacy of Kurdistan Parliament eventually will transform Gorran from a Kurdish opposition force to an anti-Kurdish Iraqi political force. In the Iraqi Parliament, groups that will ally with Gorran will be ex-Baathists, Arab chauvinists and anti-Kurdish forces.

The events in Suleimaniya remain limited to the province. The other two provinces of Kurdistan, Erbil and Duhok, remain intact and unaffected by those developments. This indicates clearly that the incidents are being led, manipulated and orchestrated by Gorran.

Further chaos and instability in Suleimaniya province and insistence by Gorran on continuing on its current path indicates a hidden agenda behind

the events in Suleimaniya. It is likely that Gorran will use its influence to separate the province from Kurdistan Region and create a kind of independence from the KRG. Such an eventuality will dynamite the whole political existence of the KRG and reduce its strength and influence in Iraq and in the region at large.

In a period when Kurdistan Region became a strong international actor in the energy sector with its proven oil and gas reserve, in a period when Kurdish political actors seriously engaged with the disputes over Kirkuk and other parts of Kurdistan that are not under the control of the KRG, in a period where the KRG finally managed to convince Baghdad to recognize KRG's international contracts to develop and explore oil reserves in Kurdistan, political developments in Suleimaniya province have the potential to destroy all these achievements--which will serve no one's interests in Kurdistan but those who try to diminish the growing power and influence of KRG both in Iraq and in the region. Chaos in Suleimaniya and its surrounding localities means the

cancellation or at best postponement of the Nabucco pipeline project to include Kurdistan Region. Inclusion of Kurdistan in the map of the Nabucco pipeline project is one of the most serious economic achievements for Kurdistan in the energy sector. The discovered gas reserves of Kurdistan lie within Suleimaniya province.

With or without intention, Gorran created a political atmosphere in Kurdistan Region that opened the doors fully for foreign manipulation to play to their agenda. Iran and anti-Kurdish blocs in Iraq are the most likely to benefit from the situation in Kurdistan. Iran sees positive development of relations between Turkey and the KRG as a balancing factor in its influence in Iraq. Sidelined by the Turkish approachment policy in Kurdistan Region, Iran would not miss any opportunity to exert its influence in the province adjacent to its border. A divided and chaotic Kurdistan will have less influence on Kurdistan of Iran. Iran, which fears of its own internal discontent and quarrels with the

U.S. and EU over its nuclear program, does not want to see a stable and strong Kurdistan next to Iranian Kurdistan. A weakened and divided Kurdistan would be the most welcome news for the Arab nationalists who at any opportunity are ready to see the political system in Iraq revert back to the old days.

Preserving stability and protection of Kurdistan is the duty of us all. Reform of the political system of Kurdistan, the fight against corruption and riddance of nepotism in Kurdistan can be done in parallel with preserving political unity and stability. Without unity and stability, democracy cannot be improved and the system cannot be reformed. Fragmented and divided, we stand no chance as our recent history is full of sad experiences. Don't let Kurdistan to go astray.



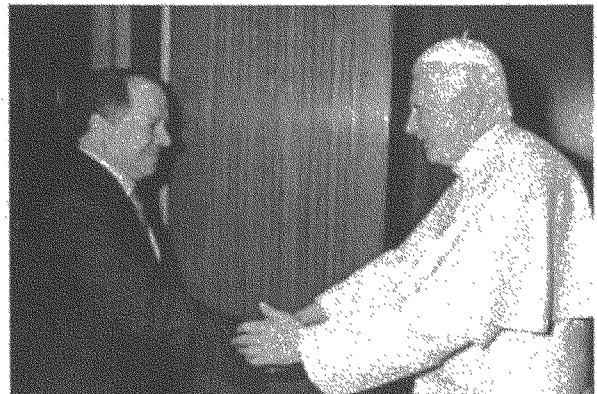
Kurdistan Regional Government
24 February 2011

Pope Benedict commends President Barzani for promoting religious tolerance

Rome, Italy (KRP.org) – On the second day of his visit to Rome, President Masoud Barzani met Pope Benedict XVI in the Vatican City to discuss the situation of the Christians in Iraq and in the Kurdistan Region.

In their meeting, the President briefed the Pope about the challenges facing Christians and reaffirmed the Kurdistan Regional Government's (KRG) full support for Christians and other communities facing violence in Iraq. He submitted a document with facts and information about Christians who have always lived in Kurdistan as well as the displaced Christians who have moved to Kurdistan for safety and protection.

Pope Benedict expressed his gratitude to the President and the KRG for their support for the Christian community in Iraq, and commended his leadership in promoting peaceful coexistence and religious tolerance in Iraq.



Since 2003, more than 10,000 Christian families have fled violence and targeted attacks in other parts of Iraq and have settled in the Kurdistan Region.

Nicolas Sarkozy, Chypre et la question kurde

Guillaume Perrier

L'économie, le cours des matières premières, l'Europe, le Liban, l'Iran, la Libye, l'Égypte... Les sujets abordés au cours du long entretien entre Nicolas Sarkozy et Abdullah Gül, puis pendant la conférence de presse qui a suivi ont été nombreux.

Le président français a mentionné très rapidement deux sujets essentiels pour la Turquie. Chypre et la question kurde. Deux dossiers cruciaux pour la démocratisation du pays, l'achèvement de la démilitarisation du régime et la pacification de la région. Sur ces deux sujets pourtant, la réponse de Nicolas Sarkozy est apparue confuse.

Sur Chypre, il a déclaré: "Je me garderai bien de commenter la question chypriote. Vous aurez du mal à trouver de moi une déclaration sur le sujet". En fouillant dans les archives, on en trou-

vera sûrement. Mais peu importe. La question chypriote est justement l'obstacle principal sur la route de la Turquie vers l'Union européenne. Ne pas s'inquiéter de sa solution est une manière de refuser de parler d'une adhésion turque.

Une position plus équilibrée de la France sur la Turquie lui permettrait aussi un regard plus critique et plus juste sur la présence de 40.000 soldats turcs dans la partie Nord de l'île. Ainsi que sur les récentes déclarations du premier ministre Erdogan qui a provoqué la colère des Chypriotes turcs. Ils étaient 10.000 dans la rue fin janvier (soit un habitant sur 15) et les syndicats ont appelé à une nouvelle manifestation le 2 mars pour protester contre le plan de rigueur économique imposé par Ankara. Des voix commencent à s'élever, chez les Chypriotes turcs et en Turquie, pour mettre fin à la tutelle turque.

Sur la question kurde, là aussi, la diplomatie française est hésitante. Le président français a cherché ses notes

du regard pour souligner "le soutien de la France à la lutte contre le terrorisme en Turquie". Il voulait parler de la lutte contre le PKK, dont 28 membres sont actuellement détenus en France. Les arrestations se sont multipliées ces dernières années, mettant au jour des réseaux parfois criminels mais aussi politiques, proches de la guérilla kurde. Le centre culturel Ahmet Kaya, le siège informel du PKK à Paris, a été perquisitionné plusieurs fois. Des procès ont été ouverts et la justice française, à Marseille, à Bordeaux, a souligné le caractère "terroriste" du PKK.

Bien sûr, l'Etat turc maintient une pression permanente sur les pays européens pour leur reprocher une trop grande clémence dans la lutte contre "l'organisation terroriste" comme l'appelle Ankara. C'est la rhétorique habituelle. Bien sûr, la guérilla du PKK contre l'Etat turc, devenue totalement anachronique, se finance en partie grâce aux fonds mobilisés dans la diaspora en

Europe (Allemagne, France, Belgique, Pays Bas et Suède), parfois au prix d'actes criminels.

On peut s'interroger sur cet alignement zélé alors que des violences continuent à embraser régulièrement les régions kurdes de Turquie, toujours sous étroit contrôle militaire. Le procès de 151 membres présumés du KCK (l'organisation civile de soutien au PKK) se poursuit à Diyarbakir. Depuis le 15 février, date anniversaire de l'arrestation du leader Abdullah Öcalan, deux Kurdes se sont immolés pour protester contre la politique d'Ankara.

En soutenant une politique répressive d'Ankara contre le mouvement kurde, et en évitant de parler de "l'ouverture démocratique" du gouvernement, en panne depuis des mois, la France tente d'apaiser les relations franco turques, quitte à fermer les yeux sur la question kurde.

LE MATIN.ch 28 février 2011

TRÊVE ROMPUE

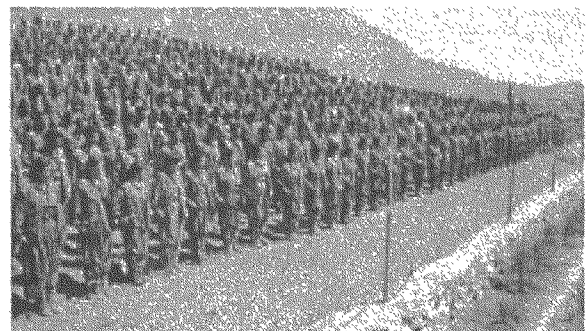
Turquie: les rebelles kurdes du PKK prêts à repasser à l'action

Les rebelles kurdes en Turquie ont mis fin lundi à leur trêve unilatérale de six mois, rapporte un site internet proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ils ne comptent pas relancer d'attaques, mais adopter une posture défensive plus «efficace».

«La période d'inactivité que nous avons développée pour permettre un règlement démocratique n'est plus valable», poursuit le communiqué relayé par l'agence de presse Firat. Le PKK, qui lutte depuis des décennies contre le pouvoir turc, y dénonce la politique du gouvernement à l'égard des Kurdes.

Aucun responsable du PKK, mouvement dont la direction est installée dans le nord de l'Irak, n'était joignable dans l'immédiat.

Le PKK avait décrété une trêve unilatérale en août et l'a par la suite prolongée jusqu'aux élections législatives



Des rebelles du Kurdistan en camp d'entraînement. Image © DR-a

prévues le 12 juin. Cette période était présentée par les rebelles comme une occasion pour le gouvernement de chercher une solution au conflit.

Les violences se sont fortement apaisées dans le sud-est de la Turquie depuis l'entrée en vigueur de ce cessez-le-feu. Plus de 40'000 personnes, majoritairement des Kurdes, sont mortes dans ce conflit depuis que le PKK a pris les armes en 1984.

L'UE et Ankara négocient un accord « migrants contre visas »

La signature du document, négocié depuis quatre ans, se heurte à d'importants blocages

Istanbul
Correspondance

Le Conseil européen, réuni jeudi 24 février à Bruxelles, a abordé la question sensible d'un accord de réadmission des migrants clandestins entre l'Union européenne (UE) et la Turquie, aux termes duquel les migrants clandestins entrés dans l'UE par la Turquie seraient renvoyés vers ce pays.

Mais la signature du document, négocié par Bruxelles et Ankara depuis quatre ans, se heurte à d'importants blocages. Pour le gouvernement turc, la ratification de cet accord est conditionnée à un geste fort de l'UE sur la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs. « Nous avons finalisé l'accord. Maintenant, nous ne signons que quand les Etats membres donneront un mandat clair à la Commission européenne pour ouvrir un dialogue sur les visas », déclare Egem Bagis, le ministre d'Etat chargé des négociations d'adhésion.

Côté européen, plusieurs Etats, dont les Pays-Bas, l'Autriche et l'Allemagne, s'opposent à cette pers-

pective d'ouverture des procédures de visas pourtant accordée aux pays candidats des Balkans.

« Les citoyens du Paraguay et du Belize voyagent sans visas, constate M. Bagis. C'est une honte que les Turcs fassent encore la queue devant les consulats des pays européens avec lesquels nous réalisons 60% de nos échanges commerciaux. Nos marchandises circulent librement mais pas ceux qui les vendent. » Pour le ministre turc, les réticences européennes sont incompréhensibles et injustifiées.

La peur d'une vague de migration ? « Ce n'est pas réaliste. Avec 1,5% de croissance, contre 8,5% en Turquie, l'Europe n'est plus synonyme d'espoir économique. L'Europe négocie avec l'Ukraine et la Moldavie et pas avec la Turquie, cela n'a aucun sens », poursuit-il. Plusieurs arrêts de la Cour de justice européenne et de juridictions nationales ont déjà demandé la levée des restrictions.

L'ouverture devrait d'abord concerner les hommes d'affaires, artistes et universitaires, très pénalisés. « Il faut éviter que la

question des visas devienne un obstacle à la recherche ou aux intérêts économiques, estime Marc Piérini, l'ambassadeur de l'UE à Ankara. EADS "importe" des ingénieurs turcs pour les Airbus. Mais il n'y a plus de raisons de migrer illégalement de la Turquie vers l'Europe. Le problème est que la Turquie devient un pays de destination. »

Pays tampon

Depuis trois ans, la Turquie est la principale porte d'entrée des migrants vers la zone Schengen. Le renforcement des contrôles au large de l'Espagne et de l'Italie a détourné les routes migratoires vers la frontière turco-grecque.

L'accord de réadmission, tel que voulu par Bruxelles, ferait de la Turquie un pays tampon, comme c'était le cas, par exemple, de la Libye. « Ce réflexe sécuritaire pavlovien de l'Europe est calamiteux. C'est une politique de faux-semblant, faite pour donner le change en matière de communication mais qui n'est fondée sur aucune réalité », déplore Hélène Flautre, présidente de la commission UE-Tur-

quie au Parlement européen. « Cette politique de fermeture a montré son inefficacité, elle empêche les gens de sortir de l'Europe, plus que d'y entrer. C'est une perte de bénéfice des deux côtés, qui engendre un coût économique exorbitant pour l'Europe », poursuit-elle.

Le rôle qui devrait être confié à la Turquie ne va pas sans poser problème. La violence, la corruption et l'arbitraire règnent à chaque étape de la procédure de traitement des demandeurs d'asile et des migrants clandestins. « Nous avons arrêté l'an dernier 70 000 clandestins en route vers l'Europe, affirme M. Bagis. L'Europe veut plus. Mais ce sont les contribuables turcs qui payent cette politique. Il faut que le coût soit partagé. »

Ankara a obtenu de l'UE le financement de nouveaux centres de rétention, d'un programme de formation des forces de sécurité au traitement des migrants et à la surveillance des frontières. Et elle supervise la mise en place, prévue en 2012, d'une agence nationale de contrôle frontalier. ■

Guillaume Perrier

La France et la Turquie irréconciliables sur l'Europe

Ankara
Envoyé spécial

Rien n'y fait. Les Français ont beau dire qu'ils sont « d'accord sur leurs désaccords » avec les Turcs, ces derniers ne sont toujours pas d'accord. Et le font savoir. Au cours d'une conférence de presse commune à Ankara, vendredi 25 février, le président Abdullah Gül n'a pas manqué de dire au président Sarkozy que la France manquait à sa parole, puisqu'elle avait approuvé l'ouverture de négociations d'adhésion de ce pays à l'UE sous Jacques Chirac. « Pacta sunt servanda », a asséné M. Gül :

« L'Union européenne nous a fait des promesses, nous attendons qu'elles soient tenues. »

Nicolas Sarkozy, lui, maintient son refus d'une adhésion turque : « Nous avons un point de désaccord bien connu dont nous avons

parlé en hommes d'Etat en tentant de comprendre les lignes rouges des uns et des autres », a-t-il assuré, lui qui veut « trouver des voies d'avenir qui ne conduisent ni à une déstabilisation de l'Union européenne ni à décourager la société turque sur la voie de sa modernisation ».

Deuxième sujet, le manque de vision dont aurait fait preuve M. Sarkozy en n'investissant pas sur la Turquie, aujourd'hui citée en modèle par la rue arabe. Une journaliste turque lui pose la question. Le chef d'Etat français vante, un brin jaloux, auprès de M. Gül les journalistes inconditionnels de leur pays. Mais en profite pour enterrer l'Union pour la Méditerranée (UPM) ancienne manière, lancée en grande pompe à Paris en juillet 2008 avec les régimes autoritaires du bassin méditerranéen. « Il est temps de repenser

l'idée que j'avais pour l'Union pour la Méditerranée », concède-t-il. « L'intuition reste la même, mais on ne peut pas la construire de la même façon avec la rue arabe qui manifeste pour la démocratie alors que depuis la guerre nous avons des régimes autoritaires », affirme le chef de l'Etat. Des régimes avec lesquels « nous avons des relations parce qu'ils étaient laïques et qu'il n'y avait pas d'alternative ». M. Sarkozy annonce qu'il demandera la convocation d'un Conseil européen sur l'avenir de l'UPM et les relations entre l'Europe et le Moyen-Orient.

Dans ce contexte, mieux vaut se concentrer sur le G20 et diffuser un communiqué commun. Ce forum, qui rassemble les principales économies de la planète, justement, doit permettre de montrer que la Turquie, « pont entre l'Orient et l'Occident », selon

M. Sarkozy, est une puissance qui compte. Ainsi propose-t-il d'organiser au printemps un séminaire sur la volatilité des matières premières et agricoles en Turquie, comparable à la réunion sur les changes que M. Sarkozy compte inaugurer à Shenzhen, en Chine, fin mars.

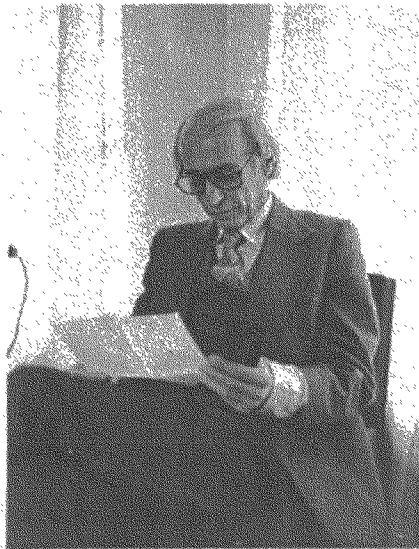
Mais pour les effusions, il faudra attendre. Nicolas Sarkozy n'est venu que cinq heures en Turquie. « Nous aimerions aussi le recevoir en visite d'Etat », a souhaité M. Gül. Tout sourire, M. Sarkozy s'est dit « d'accord, même enthousiaste, surtout si elle devait nous conduire à Istanbul ». « Si nous pouvions organiser cette visite d'Etat dans le courant de l'année 2011 ce serait pour moi un honneur. » Mais son agenda international est surchargé jusqu'au sommet du G20 en novembre. Après, viendra la campagne pour la présidentielle de 2012. ■

Arnaud Leparmentier



Gilbert Salem, journaliste et écrivain lausannois, fait partie de la rédaction de 24heures depuis 1980.

Chérif Vanly, Lausannois pur sucre et pur Kurde



A l'approche de ses nonante ans, il est fringant comme un gardon et la malice de son regard est celle d'un adolescent au cœur révolté. Celui qu'il fut dans un quartier pittoresque du Vieux-Damas, en Syrie, où son père qu'il perdit tôt avait été un militaire influent. La vouïte sourcilère qui en accentue l'expression – pour fustiger ses adversaires ou les brocarder – est floconneuse comme neige. Or Chérif Vanly s'amuse des idéaux forcenés de sa jeunesse autant que des épisodes tragiques qui ont jalonné son long combat pour les droits du peuple kurde. Le 7 octobre 1976 notamment, il fut victime d'une tentative d'assassinat à Lausanne, chemin du Levant: des sicaires à la solde de Saddam Hussein (alors vice-président de l'Irak) lui logèrent deux balles dans le cou. Il survécut et actionna en justice le commanditaire du crime. Le futur tyran de Bagdad fut défendu par l'avocat Christian Grobet, lui-même futur membre du Conseil d'Etat genevois! Les tribunaux vaudois conclurent l'affaire par un non-lieu, puis la classèrent après qu'un paiement pour tort moral fut concédé par les autorités irakiennes à leur hôte kurde en exil.

Le train de vie de Vanly est pourtant resté modeste, même s'il vit désor-

mais dans un autre quartier de sa ville d'adoption, et sous une identité d'emprunt. Il ne reproche rien à nos instances judiciaires et se dit très attaché à sa terre d'accueil. Il y a étudié le droit, puis les sciences-po. Durant 16 ans, il a été greffier au Tribunal de district de Lausanne («un gagne-pain»). Même si la condition du peuple kurde semble s'améliorer au Moyen-Orient, il n'y retournerait pas durablement: «Je suis trop âgé, je ne pourrais plus vivre à l'orientale, je suis d'ici maintenant». Preuve de son intégration, c'est à la Bibliothèque cantonale universitaire de la Riponne qu'il vient de léguer toutes ses archives. Un fonds de 3500 documents, consultables en français, anglais, allemand, russe, arabe, turc, et en kurde - une langue indo-européenne, parlée par 30 millions d'âmes, qui se ramifie en deux dialectes principaux: le sorani et le kurmandji.

Ce nouvel enrichissement de la BCU offre un champ d'investigations inédites aux historiens que le Kurdistan intéresse. Depuis son antiquité glorieuse, quand son peuple était apparenté aux Mèdes, jusqu'à son déchirement actuel, cette nation fantôme est écartelée, comme on sait, entre la Turquie, le nord de la Syrie, le nord de l'Irak et l'Iran occidental. Un rêve d'unification et d'autodétermination s'était ébauché au début du XXe siècle autour de tables diplomatiques européennes, helvétiques aussi, où des Kurdes exilés furent invités en négociateurs à part entière. Patatras! le fameux Traité de Lausanne, signé en 1923 par la Turquie, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, fit voler cet idéal en éclats. «En débarquant en Suisse à 25 ans, j'étais une tête brûlée: je ne réclamais rien moins que l'invalidation dudit traité!» Quelques mois après, il fonde avec Nouredine Zaza, décédé en 1988, l'Association des étudiants kurdes en Europe. Suivent des décennies de militance très engagée et tentaculaire: Vanly voyage constamment, en tant que porte-parole à l'étranger du général

Mustafa Barzani 1903-1979, le légendaire leader du mouvement nationaliste kurde d'Irak, avec lequel il entretient une correspondance d'importance historique. «Elle constitue probablement le joyau du fonds remis à la BCU», souligne le journaliste Ihsan Kurt, président d'une association créée récemment pour veiller à l'enrichissement de ce dernier*.

Vanly se déplace se rend plusieurs fois à Moscou, en Turquie, à Téhéran, il rencontre les dignitaires du shah, puis Khomeiny. A Paris, il s'exprime en Sorbonne. A Rome, il s'entretient avec Jean-Paul II. Homme d'action, plus que théoricien, il n'en est pas moins l'auteur d'articles et de livres qui marqueront l'histoire de son peuple. Son encre vitriole éreinte quelques chefs de file, dont certains furent ses amis: «Ils sont actuellement au pouvoir en Irak, et ils me boudent. Je les boude aussi.»

Association pour le fonds kurde d'Ismet Chérif Vanly.

Afkiv@bluewin.ch

Carte d'identité

Né le 21 novembre 1924, à Damas.

Quatre dates importantes

1949 Son arrivée en terre vaudoise.

1953 Epouse Carmen, une Tessinoise. Leur fils Syamend, naîtra en 1957.

1967 Devient greffier au Tribunal de district de Lausanne.

1989 Paris et Londres reconnaissent une Déclaration des droits du peuple kurde, qu'il a initiée.